



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

17. Nov. 2023

Elektronisch erlassen!

EINGEGANGEN

17. Nov. 2023

Registratur GS EDI

Par courriel :
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Département fédéral de l'intérieur
Palais fédéral
3003 Berne

Modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir consultés sur la révision des ordonnances citée en titre et vous prions de trouver notre prise de position en annexe, sous forme électronique.

Sur le fond, nous sommes favorables au projet et saluons la plupart des adaptations prévues, notamment le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire, la possibilité pour l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, nous estimons que l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones devrait également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des stimulateurs de croissance, il conviendrait, pour des raisons de protection des consommateurs, de supprimer les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels on a administré des perturbateurs endocriniens.

En outre, nous saluons le fait que le Département fédéral de l'intérieur (DFI) puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie.

Dans le domaine des animaux de compagnie, nous regrettons que l'opportunité de la révision actuelle n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs, qu'il s'agisse du vendeur, de l'intermédiaire ou de l'acheteur, afin de mieux lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de

NE

compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent flous. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé.

Finalement l'objectif principal de la révision de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC) est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et n'a qu'un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, cela impliquerait un travail d'examen plus complexe de la part du vétérinaire traitant, qui devrait décider sur la base de demandes très différentes et de documents non univoques si l'établissement d'un passeport serait autorisé. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Nous rejetons donc le nouvel article 34.

Réitérant nos remerciements de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND



Annexe : 1 questionnaire



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994¹⁾ ;
vu la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal),
du 4 octobre 1995²⁾ ;
vu le règlement d'application de la loi d'introduction de la loi fédérale sur
l'assurance-maladie (RALILAMal), du 18 décembre 2013³⁾ ;
vu la loi sur les contributions directes (LCdir), du 21 mars 2000⁴⁾ ;
vu la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales
(LHaCoPS), du 23 février 2005⁵⁾ ;
vu le règlement d'exécution de la loi sur l'harmonisation et la coordination des
prestations sociales (RELHaCoPS), du 18 décembre 2013⁶⁾ ;
sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de l'emploi
et de la cohésion sociale,
arrête :

Classification
annuelle

Article premier Les personnes soumises à l'assurance-maladie obligatoire,
affiliées auprès d'un assureur autorisé au sens de la législation fédérale, sont
classifiées dans le courant de l'année 2024 sur la base des données
disponibles résultant de leur taxation fiscale 2023.

Catégories de
classification

Art. 2 ¹Sous réserve des personnes bénéficiaires de l'aide sociale
matérielle, ou de prestations complémentaires à l'AVS/AI (PC AVS/AI), les
bénéficiaires de subsides sont répartis en fonction de leur revenu déterminant
dans l'une des classifications prévues dans l'annexe.

²La classification détermine le montant maximum des subsides,
conformément à l'article 11.

Cercle des
bénéficiaires
a) bas revenus

Art. 3 ¹Les personnes assurées majeures, dont le revenu déterminant est
égal ou inférieur aux revenus figurant dans l'annexe, peuvent bénéficier de
subsides pour le paiement de leurs primes.

²Les limites de revenu déterminant varient en fonction du nombre d'enfants
mineurs à charge conformément à l'annexe.

b) autres revenus

Art. 4 ¹L'enfant mineur ou le jeune adulte en formation issu de l'unité
économique de référence (UER) pour une personne seule ou pour un couple
au sens de la LHaCoPS dont le revenu déterminant est égal ou inférieur au

1) RS 832.10
2) RSN 821.10
3) RSN 821.101
4) RSN 631.0
5) RSN 831.4
6) RSN 831.40

revenu figurant dans l'annexe, bénéficie de subsides pour le paiement de ses primes.

²Les classifications S1 à S15 pour les enfants et les classifications S1 à S13 pour les jeunes adultes en formation concrétisent la classification "OSL" (Objectif social LAMal).

c) enfant mineur **Art. 5** ¹Est considéré comme « enfant mineur » l'enfant âgé de 0 à 18 ans (fin de l'année civile des 18 ans).

²La classification correspond à celle obtenue par le ou les parents auquel/auxquels l'enfant est rattaché.

d) jeune adulte en formation **Art. 6** ¹Est considéré comme « jeune adulte en formation » l'enfant majeur âgé de 19 à 25 ans (fin de l'année civile des 25 ans) dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.

²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.

³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres du jeune adulte en formation.

⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « jeunes adultes en formation ».

e) autres adultes en formation **Art. 7** ¹Est considéré comme « adulte en formation » l'enfant majeur dès le début de l'année civile des 26 ans, dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.

²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.

³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres de l'adulte en formation.

⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « adultes en formation ».

Formation **Art. 8** ¹Une personne est considérée comme étant en formation lorsqu'elle consacre son temps principalement à se former, et que la formation qu'elle suit est reconnue au sens de l'article 14 de la loi sur les aides à la formation (LAF), du 19 février 2013.

²Est considérée notamment comme une formation reconnue :

a) Une des filières du degré secondaire II ;

b) Une des filières du degré tertiaire ;

c) Une mesure obligatoire de préparation aux études du degré secondaire II ou du degré tertiaire, un programme passerelle ou une solution transitoire ;

d) Un stage obligatoire dans le cursus de formation.

³Une personne n'est pas en formation initiale, mais en deuxième formation, si elle a déjà un titre lui permettant d'exercer un métier et que la formation qu'elle suit vise à obtenir un autre titre pour l'exercice d'un autre métier dans un autre domaine.

⁴Les modalités d'application sont réglées par une directive émise par le service de l'action sociale.

⁵Les cas de rigueur sont réservés.

Personne seule

Art. 9 La personne majeure adulte et/ou jeune adulte, célibataire, veuve, divorcée ou séparée est classifiée selon son revenu déterminant conformément à l'annexe.

Couple

Art. 10 Les personnes mariées adultes et/ou jeunes adultes, en partenariat enregistré ou vivant avec un-e partenaire au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre d LHaCoPS sont classifiées selon leur revenu déterminant conformément à l'annexe.

Montants des subsides

Art. 11 ¹Les montants maximums des subsides, par classification, pour la franchise annuelle au sens de l'article 103, alinéa 1 de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995, sont les suivants :

Subsides mensuels LAMal 2024

Classifications	Enfants (0 - 18 ans)		Jeunes adultes en formation (19 - 25 ans)		Jeunes adultes (19 - 25 ans)		Adultes en formation (dès 26 ans)		Adultes (dès 26 ans)	
	Fr.		Fr.		Fr.		Fr.		Fr.	
PC-AVS/AI	147		475		475		639		639	
Aide sociale (PARC)	129		404		404		566		566	
Prime de référence pour les classifications ordinaires	147		448		448		601		601	
Classification S1	100%	147	100%	448	95%	426	100%	601	95%	571
Classification S2	100%	147	100%	448	90%	403	100%	601	90%	541
Classification S3	100%	147	100%	448	80%	358	100%	601	80%	481
Classification S4	100%	147	100%	448	70%	314	100%	601	70%	421
Classification S5	100%	147	100%	448	60%	269	100%	601	60%	361
Classification S6	100%	147	100%	448	50%	224	100%	601	50%	301
Classification S7	100%	147	100%	448	41%	184	100%	601	41%	246
Classification S8	100%	147	100%	448	32%	143	100%	601	32%	192
Classification S9	100%	147	100%	448	24%	108	100%	601	24%	144
Classification S10	100%	147	100%	448	15%	67	100%	601	15%	90
Classification S11	100%	147	100%	448	12%	54	100%	601	12%	72
Classification S12	100%	147	80%	358	10%	45	80%	481	10%	60
Classification S13	100%	147	60%	269	8%	36	60%	361	8%	48
Classification S14	100%	147	41%	184	6%	27	41%	246	6%	36
Classification S15	100%	147	24%	108	4%	18	24%	144	4%	24

²Les montants prévus à l'alinéa 1 sont diminués dans la même mesure que les réductions accordées par les assureurs en cas de formes particulières d'assurances au sens de l'article 62, alinéa 2, lettre a LAMal.

³Les primes des personnes assurées bénéficiaires de l'aide sociale matérielle, dépassant le montant prévu à l'alinéa 1, sont provisoirement prises en charge intégralement jusqu'au terme de résiliation de l'assurance le plus proche, à partir duquel le montant maximum prévu est en principe applicable.

Revenu déterminant
a) classification annuelle

Art. 12 ¹Le revenu déterminant se fonde sur les données disponibles résultant de la taxation fiscale 2023 et se compose :

a) Du revenu effectif tel qu'il ressort du chiffre 5.5 (colonne revenu) de la déclaration fiscale, à l'exclusion de la valeur locative privée (chiffre 4.1), et sous seules déductions des cotisations AVS/AI/APG/AC versées par des personnes assurées sans activité lucrative (chiffre 6.7), des dépenses

professionnelles liées au revenu d'une activité dépendante principale (chiffre 6.4), des frais pour activité dépendante accessoire (chiffre 6.5) et des pensions alimentaires versées pour un-e conjoint-e séparé-e ou divorcé-e et/ou pour enfants mineurs (chiffre 6.10). Les alinéas 3, 4 et 5 du présent article sont réservés ;

b) Du trente pourcent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au 31 décembre 2023.

²Le revenu effectif des personnes assurées bénéficiant de rentes de vieillesse, de retraite, d'invalidité, viagères, d'accident ou de rentes militaires est calculé en prenant en compte la totalité des rentes versées.

³Les loyers, fermages et autres rendements au sens des chiffres 4.1 et 4.2 de la déclaration fiscale sont pris en considération sous les seules déductions de la part d'éventuels frais d'entretien et d'intérêts passifs (chiffre 6.2) y afférents.

⁴Les pertes commerciales découlant d'une activité indépendante ne sont pas déductibles.

⁵Les déductions admises aux chiffres 6.4 et 6.5 de la déclaration fiscale sont prises en considération à concurrence des montants effectifs, mais au maximum 10'000 francs pour le chiffre 6.4 et 2'400 francs pour le chiffre 6.5.

b) classification intermédiaire

Art. 13 Le revenu déterminant se fonde sur :

- a) Les éléments composant le revenu déterminant unifié établis conformément au RELHaCoPS ;
- b) Les prestations selon la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI et les prestations sociales au sens de la LHaCoPS ;
- c) Le trente pourcent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au 31 décembre 2023.

c) dessaisissement

Art. 14 ¹Les parts de fortune et droits légaux ou contractuels auxquels l'ayant droit a renoncé sans obligation légale et sans contre-prestation adéquate sont ajoutés à la fortune effective selon le chiffre 6.16. (colonne fortune) de la taxation fiscale, en principe à leur état au 31 décembre 2023.

²Les modalités d'application (notamment les éléments de fortune pris en compte, ainsi que les déductions à opérer) sont réglées par une directive émise par le service de l'action sociale, qui s'inspire à cet effet des règles applicables en matière de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Classification des jeunes adultes et des adultes en formation

Art. 15 ¹Le jeune adulte et l'adulte en formation au sens de l'article 8 sont classifiés selon les règles fixées aux articles 38 et 38a RALILAMal.

²La personne assurée est tenue de déposer, à l'appui de sa demande, tous les justificatifs utiles à établir notamment :

- a) Sa formation ;

b) La situation financière de ses parents, si elle est en formation initiale.

³En cas de cessation de la formation, la personne assurée est tenue d'en informer le guichet social régional (ci-après : GSR) sans délai afin que la classification soit adaptée en conséquence.

Classification
présumée des
adultes

Art. 16 ¹Les personnes assurées majeures, célibataires, veuves, divorcées ou séparées, âgées de moins de 25 ans (fin de l'année civile), sans enfant à charge, ainsi que les personnes assurées dont le revenu effectif au sens de l'article 12, alinéa 1, lettre a, est inférieur à 15'000 francs pour une personne seule, 20'000 francs pour un couple, sont classifiées dans le groupe des personnes non bénéficiaires.

²Si elles entendent néanmoins bénéficier de subsides, compte tenu de leur situation personnelle ou familiale, elles peuvent demander une révision de leur classification selon la procédure prévue à l'article 23.

³La limite fixée à l'alinéa 1 est augmentée de 3'000 francs par enfant mineur à charge.

Dates d'effet de la
classification
a) classification
annuelle

Art. 17 ¹Lorsque la déclaration fiscale 2023 a été déposée par la personne assurée dans le délai ordinaire prescrit par le service des contributions, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2024 si elle est en sa faveur, au 1^{er} du mois suivant la notification de la décision de classification si elle est en sa défaveur.

²Lorsqu'un délai supplémentaire a été accordé par le service des contributions pour le dépôt de la déclaration fiscale 2023, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2024 si elle est en faveur de la personne assurée, au 1^{er} avril 2024 si elle est en sa défaveur.

³Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2023 dans le délai ordinaire imparti par le service des contributions sans avoir obtenu de ce service un délai supplémentaire, elle est classifiée d'office dans la catégorie des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2024. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMal.

⁴Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2023 dans le délai supplémentaire accordé par le service des contributions, elle est classifiée d'office dans la classification des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2024. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMal.

b) assurés de
condition
indépendante

Art. 18 La classification des personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal prend effet au 1^{er} janvier 2024 et se termine le 31 décembre 2024.

Communication de
la classification
annuelle
a) en général

Art. 19 ¹L'office cantonal chargé de l'assurance-maladie (ci-après : l'office) communique aux personnes assurées bénéficiaires leur classification dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2023 sont établies.

²Les articles 31 et 33, alinéa 4 RALILAMal sont réservés.

b) assurés de condition indépendante

Art. 20 ¹L'office communique aux personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal leur éventuelle qualité de bénéficiaires potentiels dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2023 sont établies.

²L'article 30, alinéa 4bis RALILAMal est réservé.

Comparaison et restitution de subside

Art. 21 ¹L'office procède, sur la base des données personnelles et financières de la taxation définitive 2023 rendue par le service des contributions dès l'année 2024, à une comparaison entre le droit au subside fondé sur la classification résultant des données de la taxation fiscale 2022 et le droit résultant des données de la taxation fiscale 2023 valable pour l'année 2024.

²Lorsque la différence de revenu déterminant résultant de la comparaison dépasse 20%, l'office peut exiger la restitution du subside indu.

Dérogation aux critères fiscaux

Art. 22 Lors d'une révision de classification, l'office peut déroger aux critères fiscaux, lorsque leur application conduirait à une classification manifestement inéquitable.

Formule

Art. 23 ¹La demande de révision de la classification doit être présentée au moyen de la formule officielle éditée par le GSR.

²Cette formule doit être remplie, datée, signée et être accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles.

Directives

Art. 24 Le service de l'action sociale émet les directives d'application nécessaires.

Abrogation

Art. 25 L'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2023, du 21 décembre 2022, est abrogé.

Entrée en vigueur et publication

Art. 26 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND



ANNEXE

Visualisation par classification des limites de revenus et des suppléments pour enfants pour 2024

Limites de revenus déterminants pour un adulte seul avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 22'800	à 23'940	à 25'080	à 26'220	à 27'360	à 28'500	à 29'640	à 30'780	à 31'920	à 46'000					
1 enfant >>>	à 33'000	à 34'140	à 35'280	à 36'420	à 37'560	à 38'700	à 39'840	à 40'980	à 42'120	à 44'400	à 45'540	à 56'148	à 57'156	à 58'164	à 59'172
2 enfants >>>	à 40'800	à 41'940	à 43'080	à 44'220	à 45'360	à 46'500	à 47'640	à 48'780	à 49'920	à 52'200	à 53'340	à 60'156	à 62'172	à 64'188	à 66'204
3 enfants >>>	à 46'800	à 47'940	à 49'080	à 50'220	à 51'360	à 52'500	à 53'640	à 54'780	à 55'920	à 58'200	à 59'340	à 64'164	à 67'188	à 70'212	à 73'236
4 enfants >>>	à 51'600	à 52'740	à 53'880	à 55'020	à 56'160	à 57'300	à 58'440	à 59'580	à 60'720	à 63'000	à 64'140	à 68'172	à 72'204	à 76'236	à 80'268
5 enfants >>>	à 54'600	à 55'740	à 56'880	à 58'020	à 59'160	à 60'300	à 61'440	à 62'580	à 63'720	à 66'000	à 67'140	à 72'180	à 77'220	à 82'260	à 87'300
6 enfants >>>	à 57'600	à 58'740	à 59'880	à 61'020	à 62'160	à 63'300	à 64'440	à 65'580	à 66'720	à 69'000	à 70'140	à 76'188	à 82'236	à 88'284	à 94'332
7 enfants >>>	à 60'600	à 61'740	à 62'880	à 64'020	à 65'160	à 66'300	à 67'440	à 68'580	à 69'720	à 72'000	à 73'140	à 80'196	à 87'252	à 94'308	à 101'364
8 enfants >>>	à 63'600	à 64'740	à 65'880	à 67'020	à 68'160	à 69'300	à 70'440	à 71'580	à 72'720	à 75'000	à 76'140	à 84'204	à 92'268	à 100'332	à 108'396
9 enfants >>>	à 66'600	à 67'740	à 68'880	à 70'020	à 71'160	à 72'300	à 73'440	à 74'580	à 75'720	à 78'000	à 79'140	à 88'212	à 97'284	à 106'356	à 115'428
10 enfants >>>	à 69'600	à 70'740	à 71'880	à 73'020	à 74'160	à 75'300	à 76'440	à 77'580	à 78'720	à 81'000	à 82'140	à 92'220	à 102'300	à 112'380	à 122'460

Limites de revenus déterminants pour un couple d'adultes avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 30'000	à 32'280	à 34'560	à 36'840	à 39'120	à 41'400	à 43'680	à 45'960	à 48'240	à 61'410					
1 enfant >>>	à 37'500	à 39'780	à 42'060	à 44'340	à 46'620	à 48'900	à 51'180	à 53'460	à 55'740	à 60'300	à 62'580	à 80'340	à 81'348	à 82'356	à 91'763
2 enfants >>>	à 44'400	à 46'680	à 48'960	à 51'240	à 53'520	à 55'800	à 58'080	à 60'360	à 62'640	à 67'200	à 69'480	à 83'160	à 85'176	à 87'192	à 94'834
3 enfants >>>	à 50'400	à 52'680	à 54'960	à 57'240	à 59'520	à 61'800	à 64'080	à 66'360	à 68'640	à 73'200	à 75'480	à 86'160	à 89'184	à 92'208	à 95'232
4 enfants >>>	à 54'000	à 56'280	à 58'560	à 60'840	à 63'120	à 65'400	à 67'680	à 69'960	à 72'240	à 76'800	à 79'080	à 89'160	à 93'192	à 97'224	à 101'256
5 enfants >>>	à 57'000	à 59'280	à 61'560	à 63'840	à 66'120	à 68'400	à 70'680	à 72'960	à 75'240	à 79'800	à 82'080	à 92'160	à 97'200	à 102'240	à 107'280
6 enfants >>>	à 60'000	à 62'280	à 64'560	à 66'840	à 69'120	à 71'400	à 73'680	à 75'960	à 78'240	à 82'800	à 85'080	à 95'160	à 101'208	à 107'256	à 113'304
7 enfants >>>	à 63'000	à 65'280	à 67'560	à 69'840	à 72'120	à 74'400	à 76'680	à 78'960	à 81'240	à 85'800	à 88'080	à 98'160	à 105'216	à 112'272	à 119'328
8 enfants >>>	à 66'000	à 68'280	à 70'560	à 72'840	à 75'120	à 77'400	à 79'680	à 81'960	à 84'240	à 88'800	à 91'080	à 101'160	à 109'224	à 117'288	à 125'352
9 enfants >>>	à 69'000	à 71'280	à 73'560	à 75'840	à 78'120	à 80'400	à 82'680	à 84'960	à 87'240	à 91'800	à 94'080	à 104'160	à 113'232	à 122'304	à 131'376
10 enfants >>>	à 72'000	à 74'280	à 76'560	à 78'840	à 81'120	à 83'400	à 85'680	à 87'960	à 90'240	à 94'800	à 97'080	à 107'160	à 117'240	à 127'320	à 137'400

Limites de revenus déterminants pour un jeune adulte seul avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 22'800	à 23'642	à 24'485	à 25'327	à 26'170	à 27'012	à 27'854	à 28'697	à 29'539	à 31'225					
1 enfant >>>	à 33'000	à 33'842	à 34'685	à 35'527	à 36'370	à 37'212	à 38'054	à 38'897	à 39'739	à 41'425	à 42'267	à 52'875	à 53'883	à 54'891	à 55'899
2 enfants >>>	à 40'800	à 41'642	à 42'485	à 43'327	à 44'170	à 45'012	à 45'854	à 46'697	à 47'539	à 49'225	à 50'067	à 56'883	à 58'899	à 60'915	à 62'931
3 enfants >>>	à 46'800	à 47'642	à 48'485	à 49'327	à 50'170	à 51'012	à 51'854	à 52'697	à 53'539	à 55'225	à 56'067	à 60'891	à 63'915	à 66'939	à 69'963
4 enfants >>>	à 51'600	à 52'442	à 53'285	à 54'127	à 54'970	à 55'812	à 56'654	à 57'497	à 58'339	à 60'025	à 60'867	à 64'899	à 68'931	à 72'963	à 76'995
5 enfants >>>	à 54'600	à 55'442	à 56'285	à 57'127	à 57'970	à 58'812	à 59'654	à 60'497	à 61'339	à 63'025	à 63'867	à 68'907	à 73'947	à 78'987	à 84'027
6 enfants >>>	à 57'600	à 58'442	à 59'285	à 60'127	à 60'970	à 61'812	à 62'654	à 63'497	à 64'339	à 66'025	à 66'867	à 72'915	à 78'963	à 85'011	à 91'059
7 enfants >>>	à 60'600	à 61'442	à 62'285	à 63'127	à 63'970	à 64'812	à 65'654	à 66'497	à 67'339	à 69'025	à 69'867	à 76'923	à 83'979	à 91'035	à 98'091
8 enfants >>>	à 63'600	à 64'442	à 65'285	à 66'127	à 66'970	à 67'812	à 68'654	à 69'497	à 70'339	à 72'025	à 72'867	à 80'931	à 88'995	à 97'059	à 105'123
9 enfants >>>	à 66'600	à 67'442	à 68'285	à 69'127	à 69'970	à 70'812	à 71'654	à 72'497	à 73'339	à 75'025	à 75'867	à 84'939	à 94'011	à 103'083	à 112'155
10 enfants >>>	à 69'600	à 70'442	à 71'285	à 72'127	à 72'970	à 73'812	à 74'654	à 75'497	à 76'339	à 78'025	à 78'867	à 88'947	à 99'027	à 109'107	à 119'187

ANNEXE

Limites de revenus déterminants pour un couple de jeunes adultes avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>> à	30'000	31'685	33'370	35'054	36'739	38'424	40'109	41'794	43'478	45'163	46'848	48'533	50'218	51'903	53'588
1 enfant >>> à	37'500	39'185	40'870	42'554	44'239	45'924	47'609	49'294	50'978	52'663	54'348	56'033	57'718	59'403	61'088
2 enfants >>> à	44'400	46'085	47'770	49'454	51'139	52'824	54'509	56'194	57'878	59'563	61'248	62'933	64'618	66'303	67'988
3 enfants >>> à	50'400	52'085	53'770	55'454	57'139	58'824	60'509	62'194	63'878	65'563	67'248	68'933	70'618	72'303	73'988
4 enfants >>> à	54'000	55'685	57'370	59'054	60'739	62'424	64'109	65'794	67'478	69'163	70'848	72'533	74'218	75'903	77'588
5 enfants >>> à	57'000	58'685	60'370	62'054	63'739	65'424	67'109	68'794	70'478	72'163	73'848	75'533	77'218	78'903	80'588
6 enfants >>> à	60'000	61'685	63'370	65'054	66'739	68'424	70'109	71'794	73'478	75'163	76'848	78'533	80'218	81'903	83'588
7 enfants >>> à	63'000	64'685	66'370	68'054	69'739	71'424	73'109	74'794	76'478	78'163	79'848	81'533	83'218	84'903	86'588
8 enfants >>> à	66'000	67'685	69'370	71'054	72'739	74'424	76'109	77'794	79'478	81'163	82'848	84'533	86'218	87'903	89'588
9 enfants >>> à	69'000	70'685	72'370	74'054	75'739	77'424	79'109	80'794	82'478	84'163	85'848	87'533	89'218	90'903	92'588
10 enfants >>> à	72'000	73'685	75'370	77'054	78'739	80'424	82'109	83'794	85'478	87'163	88'848	90'533	92'218	93'903	95'588

Limites de revenus déterminants pour un couple composé d'un adulte et d'un jeune adulte avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>> à	30'000	31'982	33'965	35'947	37'930	39'912	41'894	43'877	45'859	47'842	49'824	51'807	53'789	55'772	57'754
1 enfant >>> à	37'500	39'482	41'465	43'447	45'430	47'412	49'394	51'377	53'359	55'342	57'325	59'307	61'289	63'272	65'255
2 enfants >>> à	44'400	46'382	48'365	50'347	52'330	54'312	56'294	58'277	60'259	62'242	64'225	66'207	68'189	70'172	72'155
3 enfants >>> à	50'400	52'382	54'365	56'347	58'330	60'312	62'294	64'277	66'259	68'242	70'225	72'207	74'189	76'172	78'155
4 enfants >>> à	54'000	55'982	57'965	59'947	61'930	63'912	65'894	67'877	69'859	71'842	73'825	75'807	77'789	79'772	81'755
5 enfants >>> à	57'000	58'982	60'965	62'947	64'930	66'912	68'894	70'877	72'859	74'842	76'825	78'807	80'789	82'772	84'755
6 enfants >>> à	60'000	61'982	63'965	65'947	67'930	69'912	71'894	73'877	75'859	77'842	79'825	81'807	83'789	85'772	87'755
7 enfants >>> à	63'000	64'982	66'965	68'947	70'930	72'912	74'894	76'877	78'859	80'842	82'825	84'807	86'789	88'772	90'755
8 enfants >>> à	66'000	67'982	69'965	71'947	73'930	75'912	77'894	79'877	81'859	83'842	85'825	87'807	89'789	91'772	93'755
9 enfants >>> à	69'000	70'982	72'965	74'947	76'930	78'912	80'894	82'877	84'859	86'842	88'825	90'807	92'789	94'772	96'755
10 enfants >>> à	72'000	73'982	75'965	77'947	79'930	81'912	83'894	85'877	87'859	89'842	91'825	93'807	95'789	97'772	99'755



Procédure de consultation au sujet de la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

(du 21.8. au 21.11. 2023)

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : République et canton de Neuchâtel

Sigle entreprise / organisation / service : NE

Adresse, lieu : SCAV, Rue Jehanne de Hochberg 5, 2000 Neuchâtel

Interlocuteur : Corinne Bourquin, vétérinaire cantonale adjointe

Téléphone : 032 889 58 65

Courriel : corinne.bourquin@ne.ch

Date : 18.10.2023

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.
3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 21 novembre 2023 à l'adresse suivante : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

1 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

En préambule, nous vous remercions de nous avoir consultés. Sur le fond, nous sommes favorables au projet et saluons la plupart des adaptations prévues, notamment le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire, la possibilité pour l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, nous estimons que l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones devrait également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des stimulateurs de croissance, il conviendrait, pour des raisons de protection des consommateurs, de supprimer les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels on a administré des perturbateurs endocriniens.

Par contre, nous regrettons que les certificats d'exportation pour pays tiers ne puissent pas être établis de manière entièrement électronique dans le nouveau système eCert et que leur délivrance augmente les coûts pour les exportateurs par la perception d'émoluments de l'OSAV. Nous demandons que le développement technique d'eCert soit poursuivi dans les meilleurs délais de manière à ce que l'établissement des certificats d'exportation pour les pays tiers puisse se faire entièrement par voie électronique. Les raisons sont l'augmentation de la charge de travail selon la situation actuelle et l'augmentation des risques d'erreur. En outre, il faut ajouter au projet que les exigences des cantons en matière d'archivage doivent également être remplies en ce qui concerne eCert.



2 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 5a	<p>Le renforcement de la sécurité alimentaire par l'introduction de cette disposition est bienvenu. Toutefois, du point de vue de la protection des consommateurs, il est difficile de comprendre pourquoi l'importation de denrées alimentaires animales provenant d'animaux traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance est maintenue lorsque ces denrées alimentaires contiennent des produits à composante végétale.</p> <p>Cette dérogation limite drastiquement la portée de la disposition prévue au paragraphe 2. De facto, toutes les préparations de viande contenant des épices pourraient continuer à être importées. Les exceptions a et b réduisent également la portée de la disposition, notamment lorsque du gibier, des amphibiens, des mollusques et des insectes sont élevés.</p>	Préciser aux points a) et b) qu'il s'agit d'animaux d'élevage. Supprimer le paragraphe 3, point f)
Art 13, alinéa 2	Une information pour les voyageurs serait également bienvenue dans les principales gares et aux postes frontières. En effet, les voyageurs pourraient également venir en Suisse en train ou en voiture/bus en provenance de pays tiers.	Cette disposition devrait également s'appliquer aux gares principales et aux postes de douane.
Art. 17, alinéa 3	Il ne semble pas réaliste de vouloir communiquer immédiatement un changement d'adresse et, dans la plupart des cas, ce n'est pas nécessaire.	Remplacer "immédiatement" par "dans un délai d'une semaine".
Art. 18, al. 4,	La notification préalable permet de faire face à un éventuel problème à	Remplacer par "pour les produits animaux : avant le

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

let. b	l'avance. C'est pourquoi le délai entre l'annonce préalable et l'arrivée de l'envoi doit être prolongé. Toutefois, dans de nombreux cas, une notification préalable quatre heures avant l'atterrissage n'apporte pas plus de marge de manœuvre aux autorités d'exécution qu'une notification à l'atterrissage. Une réaction préventive des autorités n'est possible que si l'annonce préalable a lieu avant le chargement de l'envoi dans le pays d'origine.	chargement du lot".
Art. 19a	La nouvelle obligation d'enregistrement est juste et constitue la condition préalable pour pouvoir garantir le suivi en cas d'apparition d'un foyer d'épizootie. Étant donné que de tels envois peuvent être répartis une deuxième fois et que des bourdons peuvent être transmis, voire qu'une production de bourdons pourrait être établie en Suisse, l'obligation équivalente doit être inscrite dans l'ordonnance sur les épizooties sous les modifications d'autres actes législatifs.	Intégrer une disposition équivalente dans l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs.
Art. 24, al. 4	Bien que la protection des animaux ne soit pas mentionnée dans la version actuelle, l'OSAV ne peut pas accorder de dérogation à la procédure si cela implique des restrictions du bien-être des animaux vivants.	... Les États membres peuvent autoriser des procédures différentes s'il est garanti qu'elles n'augmentent pas le risque d'introduction d'épizooties et qu'elles n'entraînent aucune restriction du bien-être des animaux vivants.
Art. 49, al. 1, let. d Alinéa 1' nouveau	L'autorité cantonale ne peut pas être tenue responsable de joindre l'original du certificat à l'envoi d'exportation. Selon le type d'exportation, il se peut qu'il n'y ait pas de contrôle de la marchandise sur place et que le certificat soit envoyé à l'exportateur par la poste. Il est donc de la responsabilité de l'exportateur de joindre l'original du certificat à l'envoi. Nous déplorons qu'un système électronique tel qu'eCert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger des certificats. Le gain technique et sécuritaire semble donc très faible et ne constitue pas une simplification pour les autorités et les autres acteurs. La possibilité de validation électronique doit être introduite le plus rapidement possible.	Elle remet l'original du certificat sanitaire signé à l'exportateur, qui le joint à l'envoi à l'exportation. Alinéa 1' nouveau : L'OSAV veille au développement du système eCert afin de pouvoir procéder dès que possible à l'établissement des certificats de manière entièrement électronique.
Art. 64, al. 1 et 3	Les examens de laboratoire ne sont pas pertinents en cas de carences en matière de santé animale. Compléter l'al. 3 par la protection des animaux	Remplacer « examen de laboratoire » et « résultat de laboratoire » par « examen plus approfondi » et « résultat de laboratoire et/ou résultat des examens approfondis ».

		Alinéa 3 : " En cas de risque élevé dans l'État d'origine en ce qui concerne le respect des exigences en matière d'hygiène alimentaire, de santé animale, et <i>de bien-être des animaux</i> , les autorités compétentes doivent prendre des mesures appropriées. "
Art 61 à 67	"trois jours" est imprécis et tous les autres délais ont été indiqués en heures	Remplacer par "72 heures".
Art. 83, al. 2	Le moment auquel l'OFDF informe l'autorité cantonale est déterminant pour savoir si une éventuelle mesure à prendre est efficace. En cas d'infraction à la législation sur les épizooties, la mesure doit être prise sans qu'un éventuel agent pathogène ait déjà pu se propager. Il est donc essentiel que la notification aux autorités cantonales ait lieu avant la libération du lot par l'OFDF et que celui-ci attende la décision de l'autorité compétente. Cela permet à l'autorité cantonale de garder le contrôle de l'envoi.	Remplacer par " ..., avant de libérer l'envoi, il informe l'autorité compétente du canton sur le territoire duquel le contrôle a été effectué et attend sa décision".
Art. 91 à 93	En général, les tâches effectuées par les vétérinaires ou les assistants à la frontière ont un caractère officiel. Il serait donc souhaitable de conserver les termes définis dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public, à savoir vétérinaire officiel et assistant officiel spécialisé au lieu de vétérinaire frontalier et assistant GTD. Il en va de même pour la formation. Les contenus de la formation postgraduée sont définis de manière large dans le cadre de l'ordonnance sur la formation et peuvent ainsi présenter des contenus ciblés. La formation de base doit toutefois être intégrée dans le concept de formation officiel du Service vétérinaire public.	Utiliser la terminologie comme dans l'ordonnance sur la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public. Se référer à cette législation lorsqu'il s'agit de formation initiale.
Art. 92, al. 2, let. a	Pour une meilleure cohérence avec l'article 91, qui traite des animaux aquatiques, il convient d'ajouter le terme aquaculture au paragraphe 2. Dans le cas contraire, les poissons d'élevage ne seraient pas nécessairement couverts par la disposition, bien que ce contrôle puisse malgré tout être effectué par des assistants GTD.	Remplacer par "lots de produits de la pêche et d'autres produits de l'aquaculture".
Art. 102k	L'article prévoit que le système contienne le type de conservation et d'élimination. Ces opérations sont généralement effectuées à l'étranger et l'organe de gestion ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour remplir correctement cette rubrique.	Au point e), supprimer "Conservation et élimination".

	En outre, il convient d'ajouter un nouvel alinéa 2 afin que l'ensemble des certificats d'exportation vers des pays tiers puissent être réalisés le plus rapidement possible dans le cadre d'eCert et de manière numérique, sans adaptation de l'ordonnance. Pour ce faire, il convient d'accorder les compétences nécessaires à l'OSAV.	(al. 2 nouveau) A partir de la date fixée par l'OSAV, eCert contient également la signature électronique du vétérinaire officiel compétent pour les envois à l'exportation.
Art. 102q	Un nouvel alinéa doit être ajouté, car les droits d'archivage des cantons sont différents et non réglementés. Les cantons ont eux-mêmes élaboré des données dans eCert et ont donc le droit de pouvoir les archiver selon leurs directives. L'adoption commune du plan d'archivage doit être soulignée. Comme dans d'autres applications spécialisées, exploitées par la Confédération, les droits d'archivage des cantons doivent être fixés par la loi. Cette thématique doit également être traitée de manière générale au sein de la nouvelle commission permanente TIC du Service vétérinaire suisse.	(nouveau) Les cantons qui ont des exigences en matière d'archivage des données relevant de leur compétence les adressent à l'OSAV. Un plan d'archivage répondant aux exigences légales de la Confédération et des cantons doit être adopté en commun.
Art.103, al. 1, let. c	S'aligner sur les propositions de l'art. 64	Les frais d'examens complémentaires au sens de l'art. 64, al. 3, ainsi que les frais d'envoi.



3 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Les adaptations sont justifiées. Nous saluons notamment le fait que le DFI puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie ainsi que l'amélioration de la traçabilité lors de l'importation de bourdons.

En revanche, nous regrettons que l'opportunité de la révision actuelle n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs, qu'il s'agisse du vendeur, de l'intermédiaire ou de l'acheteur, afin de mieux lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent flous. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé. Une responsabilisation claire de toutes les parties concernées permettrait certainement de sanctionner plus systématiquement les infractions dans le processus d'importation. La clarification de la responsabilité univoque rendrait sans aucun doute le commerce résultant d'importations illégales moins attractif et contribuerait à long terme à freiner ce phénomène. Nous estimons donc que la responsabilité des parties prenantes, non seulement de l'importateur mais aussi de l'acheteur, doit être renforcée et proposons de l'inclure dans la révision en cours.

En outre, des compléments sont nécessaires concernant la protection des données et l'archivage, comme expliqué ci-dessous.

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch



4 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 1, al. 1, let. a	L'Islande manque par erreur.	Ajouter l'Islande
Art. 19a	Dans la version française, l'expression "consigner tout acte de cession" laisse supposer qu'il s'agit de la consignation d'un document.	Remplacer par "consigner toute cession".

5 Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

L'objectif principal de cette révision est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et n'a qu'un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, cela impliquerait un travail d'examen plus complexe de la part du vétérinaire traitant, qui devrait décider sur la base de demandes très différentes et de documents non univoques si l'établissement d'un passeport serait autorisé. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Nous rejetons donc le nouvel article 34.

6 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art.12, al.3 let. a et 13 al. 4 let. a	Nous demandons d'examiner la suppression de l'exigence de la déclaration du détenteur : cette exigence n'apporte pas une plus grande sécurité, car le détenteur ne peut pas remplir cette déclaration sur la base d'informations sûres et vérifiées, puisqu'il n'a pas gardé le chiot tout le temps depuis sa naissance et ne peut garantir ses contacts et sa traçabilité. Si cette proposition est compatible avec les obligations envers l'UE, l'exigence de la déclaration du détenteur doit être supprimée.	Examen de la suppression de l'art. 12, al. 4, let. a, et de l'art. 13, al. 4, let. a
Art. 14, al. 3 ^{bis}	Cet allègement pour les détenteurs et l'OSAV implique un risque accru de rage. Elle entraînera en outre un surcroît de travail pour les autorités cantonales. Les autorités doivent faire face à des cas plus nombreux et plus complexes. Elle doit donc être supprimée. Seul le certificat vétérinaire indique quand l'animal a été importé dans les pays visés à l'art. 6, al. 1, let. a. S'il n'y a plus de certificat vétérinaire, la traçabilité (présentation complète des faits) n'est plus possible.	Supprimer l'alinéa 3 ^{bis} sans le remplacer
Art. 34	<p>Nous nous opposons à ce que des passeports pour animaux de compagnie puissent être délivrés à des personnes ne résidant pas en Suisse pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le passeport suisse pour animaux de compagnie en tant que document officiel, univoque, est considérablement affaibli et discrédité par la remise à des propriétaires de chiens domiciliés à l'étranger. - Les critères proposés d'admissibilité d'un passeport pour animaux de compagnie pour les détenteurs non domiciliés en Suisse sont souples et indéterminés. On ne peut pas demander aux vétérinaires autorisés à exercer de décider de l'admissibilité / du refus d'une demande de passeport pour animaux de compagnie. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un critère compréhensible à tout moment : le domicile. - Les vétérinaires s'adresseront au vétérinaire cantonal et lui 	Suppression des paragraphes 2 et 3 de l'article 34

	<p>demandront de se prononcer sur la question. Le service de celui-ci devra se renseigner et enquêter sur l'admissibilité de la demande. Cela entraînera un surcroît de travail important, car le contrôle des documents de preuve ne sera pas simple.</p> <p>Notamment la fréquence et la durée des séjours sur sol Suisse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il risque d'y avoir une augmentation importante des cas d'anomalies et de passeports délivrés illégalement, ce qui constitue un risque sanitaire par rapport à la rage et une charge supplémentaire pour le service vétérinaire cantonal. - Le surcroît de travail considérable et les risques accrus ne sont compensés que par un allègement minime pour les détenteurs, ce qui rend la modification disproportionnée et peu crédible. 	
<p>Art. 34a, al. 2, let. a, et al. 3</p>	<p>Il faut ajouter ici que non seulement la date d'implantation doit être enregistrée, mais aussi la date de lecture pour un chien déjà pucé.</p> <p>La partie de la phrase de l'alinéa 3 doit être supprimée, car aucun passeport pour animaux de compagnie ne peut être délivré à des détenteurs qui ne sont pas domiciliés en Suisse.</p>	<p>.... Moment de l'implantation ou de la lecture de la puce électronique....</p> <p>Supprimer la partie du paragraphe 3</p>

7 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Nous saluons l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

8 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Annexes 1 et 5	D'accord sur le principe, renonciation à l'examen des différentes références	

9 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

L'ASPC salue l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

10 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Annexe 1	D'accord sur le principe, renonciation à l'examen des différentes références	



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : VIER PFOTEN – Stiftung für Tierschutz
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VIER PFOTEN
Adresse, Ort : Altstetterstrasse 124, 8048 Zürich
Kontaktperson : Frau Laretta Eckhardt
Telefon :
E-Mail : laretta.eckhardt@vier-pfoten.org
Datum :

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Verhältnismässigkeitsprinzip als Grundpfeiler des Rechtsstaates ist bei der Revision der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht) unbedingt zu berücksichtigen. Im Einzelfall sind im Rahmen einer umfassenden Interessensabwägung nicht einseitig streng formell-tierseuchenrechtliche Aspekte vorzuziehen, sondern auch tierschutzrechtliche Anliegen stets angemessen zu berücksichtigen. Die EDAV-Ht sollte so ausgestaltet werden, dass die im Sinne der Gesundheit von Mensch und Tier zu ergreifenden Massnahmen auf neuesten wissenschaftlichen Erkenntnissen basieren. So werden in der Wissenschaft bereits tierfreundliche Lösungen für Tiere, die die Einreisebestimmungen nicht erfüllen, vorgeschlagen, die in anderen Ländern bereits angewendet werden. Diese sind künftig zu priorisieren und deren Durchführbarkeit zu fördern. Die Auswahl einer Massnahme darf zudem nicht durch Kostenüberlegungen geleitet sein. Vielmehr ist die in Art. 120 Abs. 2 BV verankerte Würde des Tieres ausschlaggebend. Das Würdeschutzkonzept ist untrennbar mit der Achtung des tierlichen Lebens verknüpft. Die Aufzählung in Art. 29 Abs. 3 EDAV-Ht sollte daher offener formuliert werden. Auch sollte der Handel mit zu jungen Tieren konsequent eingedämmt werden.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 6a	Die Beschränkung der Anzahl privat eingeführter Tiere sollte nicht nur für Hunde, Katzen und Frettchen gelten, sondern für alle Heimtiere. Die ursprüngliche Formulierung in Art. 3 sollte daher beibehalten werden.	<i>ursprüngliche Formulierung des Art. 3</i>
Art. 7	Die Beschränkung der Anzahl privat eingeführter Tiere sollte nicht nur für Hunde, Katzen und Frettchen gelten, sondern für alle Heimtiere.	<p>Art. 7 Höchstzahl</p> <p>¹ Für die Einfuhr von Hunden, Katzen und Frettchen Heimtieren aus EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen gelten die in Artikel 3 Absätze 1 und 2 festgelegte Höchstzahl und die entsprechenden Anforderungen für Ausnahmen sinngemäss. Werden mehr Tiere mitgeführt, so gilt für alle Tiere die Verordnung vom 18. November 2015¹² über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen.¹³</p> <p>² Es ist keine Bewilligung erforderlich.</p>
Art. 12	Die Einfuhr besonders junger und somit vulnerabler Tiere, ist besonders tierschutzrelevant. Die Ausnahme der Einfuhr von Hunden, Katzen und Frettchen, die jünger als 15 Wochen alt sind, ist daher abzulehnen. Eine Harmonisierung mit den europäischen Nachbarländern ist dringend notwendig, um tierschutzwidrigen Handel einzudämmen. Tiere, die jünger als 15 Wochen alt sind, stammen nicht selten aus gewinnorientierten, tierschutzwidrigen Zuchten und sind mangels Grundimmunisierung krankheitsanfälliger. Dementsprechend ist die Einfuhr von jünger als 15 Wochen alten Tieren zu verbieten. Ausnahmen dieses Verbotes sind im Rahmen eines Bewilligungsverfahrens nur unter engen Voraussetzungen und primär im Sinne des Tierwohles zu gestatten.	<p>Art. 12 Tiere aus der EU und aus weiteren europäischen Staaten mit einem von der EU anerkannten Heimtierpass</p> <p>¹ Hunde, Katzen und Frettchen aus Staaten nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a müssen von einem Heimtierpass begleitet sein.</p> <p>² Die Tiere müssen gültig gegen Tollwut geimpft sein. Die Impfung muss im Heimtierpass eingetragen sein.</p> <p>³ Tiere unter 12 Wochen ohne Tollwutimpfung und Tiere zwischen 12 und 16 Wochen mit Tollwutimpfung, die aber noch nicht nach Artikel 11 Absatz 2 Buchstabe a</p>

		<p>gültig ist, dürfen nur mit Bewilligung des BLV eingeführt werden, wenn:</p> <p>a. ein besonderes Interesse an der Einfuhr nachgewiesen werden kann und b. insbesondere der Transport nachweislich unter Berücksichtigung der Tierschutzgesetzgebung erfolgt und c. bei Zuchthunden ein Nachweis einer anerkannten Zuchtstätte vorgelegt wird d. eine Erklärung der Halterin oder des Halters nach den Anforderungen nach Anhang 4 Ziffer 5 mitgeführt ingereicht wird, wonach die Tiere seit der Geburt keinen Kontakt mit wild lebenden Tieren von Arten hatten, die für Tollwut empfänglich sind; oder e. die Tiere ihre Mutter begleiten, von der sie noch abhängig sind und die gemäss Heimtierpass vor der Geburt der Tiere eine Tollwutimpfung erhalten hat.</p> <p>⁴ Das BLV kann in begründeten Fällen auf Gesuch hin Ausnahmen von der Tollwutimpfpflicht bewilligen, beispielsweise für Tiere als Umzugsgut, die nachgewiesenermassen aus medizinischen Gründen nicht geimpft werden dürfen.</p> <p>⁵ Gesuche müssen spätestens 42 Tage vor der Ankunft der Tiere beim BLV eingereicht werden und die zur Überprüfung der Einhaltung der Einfuhrbestimmungen notwendigen Dokumente enthalten.</p>
Art. 13	<p>Die Einfuhr besonders junger und somit vulnerabler Tiere, ist besonders tierschutzrelevant. Die Ausnahme der Einfuhr von Hunden, Katzen und Frettchen, die jünger als 15 Wochen alt sind, ist daher abzulehnen. Eine Harmonisierung mit den europäischen Nachbarländern ist dringend notwendig, um tierschutzwidrigen Handel einzudämmen. Tiere, die jünger als 15 Wochen alt sind, stammen nicht selten aus gewinnorientierten, tierschutzwidrigen Zuchten und sind mangels Grundimmunisierung krankheitsanfälliger. Dementsprechend ist die Einfuhr von jünger als 15 Wochen alten Tieren zu verbieten. Ausnahmen dieses Verbotes sind im</p>	<p>Art. 13 Tiere aus Staaten und Territorien mit günstiger Seuchenlage bezüglich Tollwut</p> <p>¹ Hunde, Katzen und Frettchen aus Staaten und Territorien nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b müssen von einer Veterinärbescheinigung begleitet sein.</p> <p>² Tiere aus dem Einfuhrgebiet oder einem Staat nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a, für die ein Heimtierpass</p>

	<p>Rahmen eines Bewilligungsverfahrens nur unter engen Voraussetzungen und primär im Sinne des Tierwohles zu gestatten.</p>	<p>mitgeführt eingereicht wird und die gültig gegen Tollwut geimpft wurden, können nach vorübergehendem Aufenthalt ohne Veterinärbescheinigung aus einem Staat oder Territorium nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b eingeführt oder wiedereingeführt werden.</p> <p>³ Hunde, Katzen und Frettchen aus Staaten und Territorien nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b müssen gültig gegen Tollwut geimpft sein. Die Impfung muss in der Veterinärbescheinigung eingetragen sein.</p> <p>⁴ Tiere unter 12 Wochen ohne Tollwutimpfung und Tiere zwischen 12 und 16 Wochen mit Tollwutimpfung, die aber noch nicht nach Artikel 11 Absatz 2 Buchstabe a gültig ist, dürfen nur mit Bewilligung des BLV eingeführt werden, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ein besonderes Interesse an der Einfuhr nachgewiesen werden kann und b. insbesondere der Transport unter Berücksichtigung der Tierschutzgesetzgebung erfolgt und c. bei Zuchthunden ein Nachweis einer anerkannten Zuchtstätte erfolgt d. eine Erklärung der Halterin oder des Halters nach den Anforderungen nach Anhang 4 Ziffer 5 mitgeführt wird, wonach die Tiere seit der Geburt keinen Kontakt mit wild lebenden Tieren von Arten hatten, die für Tollwut empfänglich sind; oder e. die Tiere ihre Mutter begleiten, von der sie noch abhängig sind und die gemäss Veterinärbescheinigung vor der Geburt der Tiere eine Tollwutimpfung erhalten hat. <p>⁵ Gesuche müssen spätestens 42 Tage vor der Ankunft der Tiere beim BLV eingereicht werden und die zur Überprüfung der Einhaltung der Einfuhrbestimmungen notwendigen Dokumente enthalten.</p>
--	---	---

<p>Art. 29</p>	<p>Die bisherige Formulierung von Art. 29 Abs. 3 EDAV-Ht hat sich in der Praxis als untauglich erwiesen, um den Ermessensspielraum der entscheidenden Behörde zu unterstreichen und verhältnismässige Lösungen für illegal importierte Tiere zu finden. Die Massnahmen sollten an die neuesten wissenschaftlichen Erkenntnisse angepasst werden können. So könnten sich tierfreundliche Methoden, die das Tierwohl und die Tierwürde wie verfassungsrechtlich vorgeschrieben berücksichtigen, zum Schutz von Mensch und Tier etablieren, wie beispielsweise eine Tollwutimpfung und anschliessende 30-tägige Beobachtungszeit mit Titrierung, eine Anpassung der Quarantänedauer, eine Quarantäne à domicile und/oder Verhaltensanordnungen an die Hundehaltenden wie Leinen- und/oder Maulkorbpflicht sowie die Unterbringung von Jungtieren in geeigneten Gruppenquarantänen. Die Euthanasie oder Rückführung der Tiere sind ethisch kaum vertretbar. Besonders die Rückweisung bzw. -führung ist oft mit erheblichem Stress, Leid und einer unsicheren Zukunft verbunden und führt nicht selten zum Tod. Ferner ist im Gesetzestext zu verdeutlichen, dass neben den seuchenrechtlichen auch tierschutzrechtliche Interessen bei den auszuwählenden Massnahmen zu beachten sind. Hierbei sollte auch die Expertise der im konkreten Fall behandelnden Tierärzteschaft miteinbezogen werden.</p>	<p>Art. 29 Massnahmen der kantonalen Veterinärbehörde</p> <p>¹ Sind bei Heimtieren die Voraussetzungen für die Ein- oder Durchfuhr nicht erfüllt, so trifft die zuständige kantonale Veterinärbehörde die zum Schutz der Gesundheit von Mensch und Tier erforderlichen Massnahmen. Ausgenommen sind Heimtiere aus Drittstaaten, die über einen Landesflughafen ein- oder durchgeführt werden; für sie gilt Artikel 30.</p> <p>² Werden widerrechtlich ein- oder durchgeführte Tiere im Inland durch Private oder andere Organe als das BAZG entdeckt und gemeldet, so trifft die zuständige kantonale Veterinärbehörde die zum Schutz der Gesundheit von Mensch und Tier erforderlichen Massnahmen und benachrichtigt das BAZG.</p> <p>³ Die Behörde kann insbesondere die Rückweisung, Beschlagnahmung oder Tötung der Tiere anordnen. Die Behörde kann die Tiere beschlagnahmen und zur weiteren Abklärung der erforderlichen Massnahmen in einer geeigneten Quarantänestation unterbringen. Die darauffolgenden erforderlichen Massnahmen sind unter Berücksichtigung der Tierschutzgesetzgebung anzuordnen. Der behandelnde Tierarzt oder die behandelnde Tierärztin ist im Verfahren anzuhören.</p>
<p>Art. 30</p>	<p>Die Rückweisung der Tiere gefährdet das Tierwohl und erscheint nicht mehr zeitgemäss. Tiere gelten rechtlich nicht mehr als Sachen, stattdessen sind ihre Würde und ihr Wohlergehen zu schützen. Eine unbegleitete Rückreise steht mit diesen Grundsätzen im Widerspruch. Die Organisation einer tierwohlgerechten Rückführung ist innerhalb von 10 Tagen nicht möglich.</p>	<p>Art. 30 Massnahmen des grenztierärztlichen Dienstes</p> <p>¹ Sind bei Heimtieren aus Drittstaaten, die über einen Landesflughafen ein- oder durchgeführt werden, die Voraussetzungen für die Ein- oder Durchfuhr nicht erfüllt, so weist beschlagnahmt weist beschlagnahmt der grenztierärztliche Dienst die Tiere zurück zur Klärung weiterer zurück zur Klärung weiterer erforderlicher Massnahmen.</p> <p>² Können die Tiere nicht unverzüglich zurückgewiesen werden, so müssen sie abgesondert werden Die Tiere</p>

		<p>müssen in geeigneten Unterkünften abgesondert werden; das Risiko dieser Massnahme trägt die Halterin, der Halter oder die ermächtigte Person.</p> <p>³Werden die Tiere nicht innerhalb von zehn Tagen wieder ausgeführt, so können sie eingezogen und getötet werden.</p>
Art. 32	<p>Grundsätzlich darf die Wahl der entsprechenden verhältnismässigen Massnahme im Einzelfall nicht von Kostenüberlegungen abhängig sein. Die Grundlage dafür liegt zum einen in den Zielen der einschlägigen Gesetze (Schutz der Gesundheit und Tierschutz) sowie in einem neueren Urteil des Bundesgerichts (Urteil des BGer 2C_320/2019 vom 12. Juni 2019). Bei der Entscheidung über geeignete Massnahmen ist das Wohl des Tieres und der Schutz der Gesundheit entscheidend.</p>	<p>Art. 32</p> <p>¹ Die Gebühren für Bewilligungen und Kontrollen des BLV richten sich nach der Gebührenverordnung BLV vom 30. Oktober 1985²⁰. Sie werden der Halterin, dem Halter oder der ermächtigten Person auferlegt.</p> <p>² Die Halterin, der Halter oder die ermächtigte Person muss zudem für sämtliche Kosten aufkommen, die durch Kontrollen der kantonalen Veterinärbehörden sowie durch erforderliche Massnahmen entstehen, die von kantonalen Veterinärbehörden oder vom grenztierärztlichen Dienst angeordnet werden.</p> <p>³ Ist ein Rückgriff auf die für das Tier verantwortliche Person nicht möglich, trägt das Gemeinwesen die Kosten, soweit die Massnahmen aus Tierwohlgründen angezeigt sind. Dies gilt insbesondere bei Verzichtstieren.</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Plattform Agrarexport
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : PAE
Adresse, Ort : Weltpoststrasse 5, 3015 Bern
Kontaktperson : Huiqiong Zhang
Telefon : 0798460738
E-Mail : h.zhang@pae-pea.ch
Datum : 21.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Verein Plattform Agrarexport unterstützt seine Mitglieder der Agrar- und Lebensmittelwirtschaft bei der Marktöffnung und Markterhaltung in Drittländern. In dieser Rolle hat die PAE sich auf die Anpassungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS) fokussiert und bedankt sich für die Möglichkeit zur Stellungnahme und im Voraus für die Berücksichtigung der nachfolgenden Anträge und Aspekte im Rahmen der Entscheidungsfindung seitens Ihrer Behörde.

Die PAE begrüsst grundsätzlich die Aktualisierung der Verordnung an die aktuellen Gegebenheiten und die Bestrebungen die Anforderungen und Abläufe klarer und effizienter zu regeln. Die Einführung von «eCert» könnte in Zukunft dabei eine wichtige Rolle spielen. Zum jetzigen Zeitpunkt handelt sich jedoch um die Digitalisierung eines Prozesses auf nationaler Ebene und noch nicht um ein Tool, welches die Übermittlung der Gesundheitsbescheinigungen direkt an Drittstaaten ermöglicht. Weiterhin muss das System weiterentwickelt werden, damit es auch nur als nationale Digitalisierung einen Mehrwert für die Betriebe bietet. Deswegen sind wir der Meinung, dass die Finanzierung von «eCert» diskutiert und klar definiert werden sollte.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 48	Da bisher nur wenige Bescheinigungen im E-Cert aufgeschaltet sind, der Text des Art. 48 kann zu Verwirrung führen.	Ergänzung: «Liegt eine vom BLV freigegebene Vorlage im Informationssystem E-Cert vor, so muss der Exporteur diese im E-Cert nach den [...] weiterleiten. <u>Liegt eine vom BLV freigegebene Vorlage nur auf der BLV-Webseite vor, muss der Exporteur diese ausfüllen und an die Behörde weiterleiten.</u> »
Art. 48	<p>Der Punkt 2 des Artikels 48 wurde nicht zur Anpassung vorgeschlagen. Er lautet <i>«Der Exporteur muss sich bei der zuständigen kantonalen Behörde informieren, ob eine vom BLV freigegebene Vorlage einer Gesundheitsbescheinigung für den Bestimmungsstaat vorliegt»</i>.</p> <p>Da die Bescheinigungen im eCert oder (momentan noch) auf der BLV-Webseite veröffentlicht werden. Wieso sollen die Exporteure sich bei der kantonalen Behörde informieren, ob eine Bescheinigung vorliegt? Sie finden diese Informationen auf den oben erwähnten Seiten.</p>	Bitte überprüfen, ob diese Bestimmung noch notwendig ist.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

<p>Art. 49</p>	<p>Da bisher nur wenige Bescheinigungen im E-Cert aufgeschaltet sind, der Text des Art. 49 kann zu Verwirrung führen.</p>	<p>Ergänzung: «Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung einer vom BLV freigegebenen Vorlage im Informationssystem E-cert vor und ist sichergestellt, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind, so nimmt die zuständige kantonale Behörde im E-Cert nach den Artikeln 102j–102l folgende Arbeiten vor: [...]» <u>Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung einer vom BLV freigegebenen Vorlage nur auf der BLV-Webseite vor, so unterzeichnet die zuständige kantonale Behörde sie, wenn sichergestellt ist, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind.</u> »</p>
<p>Art. 102j / Gebührenverordnung BLV, SR 916.472, Art. 24b^{bis}</p>	<p>In der Erläuterung der Änderung steht <i>«Damit werden ungefähr zwei Drittel der jährlichen Betriebskosten von e-Cert finanziert. Die übrigen Betriebskosten übernimmt der Bund. Die Gesundheitsbescheinigungen werden auch nach Inbetriebnahme von E-Cert von den Kantonen ausgestellt, welche ihren Aufwand den exportierenden Betrieben separat in Rechnung stellen werden»</i>.</p> <p>Die Kosten für die erforderliche Weiterentwicklung von e-Cert sind diese nach unserer Ansicht durch den Bund zu finanzieren. Die Gebühren sind eine Beteiligung an den Betriebskosten.</p>	<p>Verzicht auf die Erhebung von neuen bzw. zusätzlichen Gebühren solange e-Cert seine Funktion (Digitalisierung und Automatisierung auf nationaler Ebene + elektronische Übermittlung der Gesundheitsbescheinigungen an Drittstaaten) nicht vollständig erfüllen kann.</p> <p>Verstehen wir richtig, dass die Kosten zur Weiterentwicklung von e-Cert durch den Bund übernommen wird und, dass die Gebühren dann 2/3 der Betriebskosten abdecken sollen?</p>



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

keine Bemerkungen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	keine Bemerkungen	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

keine Bemerkungen

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	Keine Bemerkungen	

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

keine Bemerkungen

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	keine	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

keine Bemerkungen

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	keine Bemerkungen	



Genève, le 15 novembre 2023

Le Conseil d'Etat

7351-2023



Département fédéral de l'intérieur
Monsieur Alain Berset
Conseiller fédéral
Inselgasse 1
3003 Berne

Concerne : révision des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Notre Conseil a pris connaissance avec intérêt de votre courrier du 21 août 2023 concernant la révision des ordonnances mentionnée en marge.

Notre Conseil salue globalement ladite révision qui vise à harmoniser le droit suisse relatif au contrôle des importations avec le droit européen.

Dans un souci de protection du consommateur, l'interdiction d'importation de denrées alimentaires issues d'animaux traités avec certains médicaments antimicrobiens est bienvenue.

Nous proposons de supprimer également la dérogation autorisant l'importation en Suisse de viandes de bœuf en provenance des Etats qui n'interdisent pas l'utilisation de substances à action hormonale comme stimulateurs de performances, ces dernières étant interdites dans l'Union Européenne depuis 1989.

Nous vous remercions de nous avoir consultés et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre parfaite considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle Righetti-El Zayadi

Le président :

Antonio Hodgers

Annexe : formulaire en retour

Copie (par courriel aux formats Word et PDF) : vernehmlassungen@blv.admin.ch



Procédure de consultation au sujet de la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

(du 21.8. au 21.11. 2023)

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Sigle entreprise / organisation / service : SCAV

Adresse, lieu : Quai Ernest-Ansermet 22

Interlocuteur : Dr Michel Rérat

Téléphone : 022 546 56 00

Courriel : michel.rerat@etat.ge.ch

Date : 01.09.2023

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.
3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 21 novembre 2023 à l'adresse suivante : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

1 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Le service de la consommation et des affaires vétérinaires de la République et canton de Genève (SCAV) remercie de la possibilité qui lui est offerte de pouvoir s'exprimer sur cette modification. Sur le fond, nous sommes d'accord avec le projet et la majorité des adaptations prévues sont saluées notamment celle d'un renforcement des contrôles liée à une suspicion d'infraction à la législation sur la protection des animaux (article 64) et la possibilité offerte à l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public à des risques sanitaires dans les aéroports (ajout de l'alinéa 4 à l'article 295a de l'ordonnance sur les épizooties).

Il est regrettable que le nouveau système e-Cert ne soit pas complètement dématérialisé et que les coûts d'émission « prennent l'ascenseur » avec une facturation à double, cantonale et fédérale.



2 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Article 5a	L'interdiction d'importation de l'UE concernant la viande issue d'animaux traités avec des antimicrobiens de réserve n'étant plus incompatible avec l'accord SPS, la question se pose d'interdire désormais l'importation de viande dite aux hormones afin d'harmoniser totalement les prescriptions suisses à celle de la législation européenne et dans un souci de protection du consommateur.	Supprimer la dérogation d'importation de la viande dite aux hormones.
Art 13 al. 2	Quid des gares et poste frontière routier ?	Ajouter gares ferroviaires principales et douanes routières
Art 19a	Cet article, certes pertinent, devrait avoir sa place dans l'OFE. En effet, il considère que les mouvements de bourdons en Suisse ne peut provenir que de l'importation. A noter que le point 2 de la fiche ASVC prévoit déjà un traçage	Transcription dans OFE pour bourdons importés (UE ou PT) et non importés
Art 49 al. 1	Il est dommage qu'un système électronique comme e-Cert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger. Le gain technique et sécuritaire paraît dès lors dérisoire et ne va pas dans le sens d'une simplification pour les autorités.	Validation électronique possible

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

Art. 102q	Les droits d'archivage des cantons étant différents de canton en canton et non réglementés, un article doit être consacré à l'archivage des données du système d'information e-Cert. Comme pour d'autres applications informatiques fédérales, les droits d'archivage doivent être définis dans la présente ordonnance et en accordance avec la nouvelle commission permanente IT du service vétérinaire suisse.	
-----------	--	--



3 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Aucun commentaire



4 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art 19a	voir OITE-PT	idem

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

5

Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

L'introduction d'une possibilité pour des résidents étrangers ayant une résidence secondaire en Suisse d'obtenir un passeport suisse est saluée par le SCAV mais nécessite encore quelques éclaircissements.

6 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 3, 6a et 7	La raison pour laquelle l'abrogation du nombre maximal d'animaux de compagnie autorisés à l'importation n'est pas appliquée aux carnivores domestiques n'est pas claire.	Etudier la possibilité d'abroger également pour les chiens, chats et furets le nombre maximal de 5 animaux.
Art. 14 al. 3bis	La phrase de l'ordonnance ne fait aucune mention de « réimportation » contrairement au texte explicatif. Il en découle un manque de clarté.	Alinéa 3bis à reformuler
Art. 34	<p>Quid du passeport du pays d'origine ? Ou le même animal de compagnie dispose de deux passeports dont le propriétaire peut utiliser à sa convenance ? Dans quel passeport doit remplir le vétérinaire procédant à un vaccin en Suisse ? Dans l'alinéa 2 : qu'entend-on par « plusieurs fois par an » (lettre a) ? Est-ce que la somme des séjours doit être équivalente à 4 mois (période annoncée sous la lettre b) ?</p> <p>Le règlement 576/2013 UE n'oblige pas le détenteur à être domicilié dans le pays d'émission du passeport (article 22). Le passeport pour animal de compagnie est un document d'identification faisant fi de la notion de nationalité au sens du Règlement européen ; rien n'oblige par ailleurs un propriétaire de demander un ou plusieurs passeports dans un autre pays, ou pour des voyageurs depuis un pays tiers à en demander un avant les 4 mois de validité du document d'identification d'import.</p> <p>Il est pertinent et intéressant que la Suisse renforce les conditions d'octroi d'émission de ce type de document d'identification.</p>	<p>Des éclaircissements sont nécessaires</p> <p>Un guide de bonne pratique à destination des vétérinaires habilité devrait être produit. La Suisse ne constituerait qu'un îlot au sein de l'Europe où la notion de nationalité pour un chien serait introduite selon domicile du propriétaire, temps de domiciliation temporaire ou fréquence de voyages.</p> <p>Par ailleurs, pour un animal disposant déjà d'un passeport européen, l'échange du document d'identification pourrait être prévu.</p>

7

Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Aucune remarque

8

Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)

9

Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Aucune remarque

10

Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Schweizer Fleisch-Fachverband
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SFF
Adresse, Ort : Ringstrasse 12, 8600 Dübendorf
Kontaktperson : Ruedi Hadorn
Telefon : 058 521 53 00
E-Mail : ruedi.hadorn@sff.ch
Datum : 14. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Schweizer Fleisch-Fachverband (SFF) bedankt sich in seiner Funktion als Branchenorganisation für die fleischverarbeitende Branche, die gegen 24'000 Mitarbeitende umfasst, für die Möglichkeit zur Stellungnahme und bedankt sich schon im Voraus für die Berücksichtigung der nachfolgenden Anträge und Aspekte im Rahmen der Entscheidungsfindung seitens Ihrer Behörde.

Für den SFF ist der Nachvollzug der Anpassungen der EU im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten mit dem Ziel der Weiterführung des gemeinsamen Veterinär-raumes mit der EU durchaus nachvollziehbar. Dennoch stellt sich bei verschiedenen der nachfolgend aufgezeigten Punkte die Frage, ob diese im Sinne des Nachvollzuges wirklich vonseiten der EU vorgegeben werden bzw. dem Zweck eines zusätzlichen Swiss Finish bzw. der alleinigen Entlastung der zuständigen Behörden dienen sollen. Dies, ohne dabei die Anliegen und Bedürfnisse der Privatwirtschaft unter Berücksichtigung der Verhältnismässigkeit einzubeziehen.

2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 4, Bst. h	Die neu vorgesehene Möglichkeit, Sendungen zur Weiterbeförderung in unterschiedliche Bestimmungsbetriebe bereits am Flughafen aufzuteilen, wird ausdrücklich begrüsst.	-
Art. 5, Abs. 3a	Mit der gewählten Formulierung ist nicht klar, ob die Kompetenz des EDI zur Festlegung zusätzlicher Gesundheitsgarantien sich einzig und alleine auf Tierseuchen bezieht oder auch weitere Aspekte wie z.B. Rückstände nachteiliger Substanzen beinhalten kann.	Präzisieren
Art. 5a	Das neu nebst der Einfuhr von Produkten vorgesehene Verbot der Einfuhr von Tieren, die mit antimikrobiellen Wirkstoffen gefüttert wurden, die	Streichen des generellen Einfuhrverbotes von Fleisch von Tieren, die die mit antimikrobiellen Substanzen zur

	eigentlich für den Einsatz beim Menschen reserviert sind, ist auch aus Sicht des SFF mit Blick auf die mögliche Verbreitung von Resistenzen klar zu unterstützen. Ein generelles Verbot der Einfuhr von Tieren, die mit antimikrobiellen Substanzen zur Förderung des Wachstums bzw. zur Steigerung der Ertragsleistung behandelt wurden, wie auch ein solches für daraus gewonnene Lebensmittel lehnen wir hingegen klar ab. Dies auch deshalb, weil sich die anfänglich auch von uns skeptisch beurteilten obligatorischen Angaben gemäss Landwirtschaftlicher Deklarationsverordnung (LDV) zwischenzeitlich durchaus bewährt haben und sich im internationalen Umfeld der Aufbau von Lieferketten für Fleisch aus Betrieben mit antibiotikafreier Fütterung vielerorts in einem noch laufenden Prozess befindet, bislang aber noch nicht vollständig abgeschlossen werden konnte.	Förderung des Wachstums bzw. zur Steigerung der Ertragsleistung behandelt wurden, bzw. allenfalls befristete Beibehaltung der bisherigen obligatorischen Angaben gemäss LDV, jeweils unter Berücksichtigung des bereits bestehenden Verbotes von für die Behandlung des Menschen reservierten Antimikrobiotika
Art. 18	Die Anhebung der Frist zur Voranmeldung von Sendungen mit Tierprodukten neu vier Stunden vor der Landung und nicht mehr erst bei der Landung des Flugzeuges, ist aus Behördensicht mit Blick auf die Äquivalenz zur EU zwar nachvollziehbar; sie kann in bestimmten Fällen in der alltäglichen Praxis für die betroffenen Unternehmen jedoch zu erheblichen Schwierigkeiten führen.	Beibehaltung der bisherigen Regelung zur Voranmeldung von Sendungen mit Tierprodukten bis zur Landung überprüfen.
Art. 29, Abs. 1	Die Absenkung der Frist von drei auf einen Arbeitstag zur Meldung des Bestimmungsbetriebes nach dem Eintreffen der Tierprodukte erachten wir für die Praxis als sehr sportlich bzw. schlichtweg zu kurz.	Überprüfen
Art. 33, Abs. 2	Die Anmeldung von eigentlich grenztierärztlich kontrollpflichtigen Sendungen, die ohne entsprechende Kontrolle aus dem gemeinsamen Veterinärraum in die Schweiz gelangen, kann nicht einfach dem Importeur auferlegt werden. Es ist klar die Sache der grenztierärztlichen Behörden am Ort der Einfuhr, die entsprechenden Kontrollen sicherzustellen.	Streichen
Art. 41 Abs. 2 (Art. 45, Abs. 1)	Bei der Erhöhung der Frist zur Kontrolle von Durchfuhrsendungen von 12 Stunden auf 3 Tage gilt es auch in Anbetracht der höheren zeitlichen	Ergänzung mit Aspekt der Lebensmittelsicherheit bei der Zwischenlagerung während der Durchfuhr

	Flexibilität für die kontrollierenden Behörden der einwandfreien Lagerung gerade von verderblichen Lebensmitteln wie und damit der Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit unbedingt die erforderliche Beachtung zu schenken.	
Art. 48 und 49	Da bislang scheinbar nur wenige Bescheinigungen bereits auf e-Cert aufgeschaltet sind, kann der Text von Art. 48 und 49 zu Unklarheiten führen. Er sollte daher unter Einbezug derjenigen Vorlagen, die bislang nur auf der BLV-Website vorliegen, entsprechend ergänzt werden.	<p>Ergänzung Art. 48: <i>«Liegt eine vom BLV freigegebene Vorlage im Informationssystem E-Cert vor, so muss der Exporteur diese im E-Cert nach den [...] weiterleiten. <u>Liegt hingegen eine vom BLV freigegebene Vorlage nur auf der BLV-Webseite vor, muss der Exporteur diese ausfüllen und an die Behörde weiterleiten.»</u></i></p> <p>Ergänzung Art. 49: <i>«Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung einer vom BLV freigegebenen Vorlage im Informationssystem e-Cert und ist sichergestellt, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind, so nimmt die zuständige kantonale Behörde im E-Cert nach den Artikeln 102j–102l folgende Arbeiten vor: [...] <u>Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung hingegen einer vom BLV freigegebenen Vorlage nur auf der BLV-Webseite, so unterzeichnet die zuständige kantonale Behörde sie, wenn sichergestellt ist, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind.»</u></i></p>
Art. 72, Abs. 1, Bst. f	Der Einzug von Sendungen, bei denen eine Überschreitung der geltenden mikrobiologischen Grenzwerte festgestellt wird, ist zwecks Sicherstellung der Lebensmittelsicherheit zwingend.	-
Art. 102j bis l (Gebührenverordn.)	Die Einführung von neuen Gebühren für die Nutzung des Informationssystems e-Cert sind für uns unverständlich, zumal im Rahmen der	Verzicht auf die Erhebung von neuen bzw. zusätzlichen Gebühren

des BLV, Art. 24b ^{bis})	Digitalisierung und der Vereinfachung der administrativen Abläufe eigentlich weniger und nicht mehr Gebühren resultieren sollten! Ebenso wird nicht definiert, wer die Kosten bei einer Weiterentwicklung von e-Cert zu tragen hat.	Klärung in Richtung einer Übernahme durch den Bund.
EDAV-EDI	Die Referenzierung auf nurmehr gegen 50 Bestimmungen aus der EU ist im Hinblick auf deren dynamischen Aktualisierungen für den hiesigen Gesetzgeber durchaus nachvollziehbar. Für die Anwender in der Wirtschaft und wohl auch den kantonalen Vollzug hingegen wird mit dieser Vorgehensweise die Gewährleistung des Überblicks über den jeweils aktuellen Stand über die geltenden Bestimmungen schlicht und ergreifend zu einem Ding der Unmöglichkeit! Die Übertragung der entsprechenden Verantwortung einfach auf die Anwender in der Wirtschaft und teilweise wohl auch den kantonalen Vollzug verstösst nach unserer Einschätzung daher klar gegen den Grundsatz von Treu und Glauben!	Antrag für grundlegende Revision des Ansatzes der Referenzierung

3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

vgl. Allgemeine Bemerkungen zur EDAV-DS

4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 6, Abs. 2	Mit der gewählten Formulierung ist nicht klar, ob die Kompetenz des EDI zur Festlegung zusätzlicher Gesundheitsgarantien sich einzig und alleine auf Tierseuchen bezieht oder auch weitere Aspekte wie z.B. Rückstände nachteiliger Substanzen beinhalten kann.	Präzisieren

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Hierzu überlassen wir die Möglichkeit zur Stellungnahme den von den vorgeschlagenen Anpassungen direkt betroffenen Kreisen.



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : ALV
Adresse, Ort : Gräubernstrasse 12, 4410 Liestal
Kontaktperson : Marie-Louise Bienfait
Telefon : 061 552 20 14
E-Mail : marie-louise.bienfait@bl.ch
Datum : 21. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich befürwortet das ALV den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoß gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist das ALV der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch geregelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollten aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmeregelungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, denen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Die Anpassung von Artikel 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Vollzugsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bisher haben die Kantone ausschliesslich die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES übernommen. Neu sollen die Kantone mit Ausnahme der anmeldepflichtigen Personen alle Betriebe erfassen. Diese Verschiebung der Aufgaben vom Bund zu den Kantonen ist nur schon aufgrund des Mengengerüstes für kleinere Kantone sinnlos und ist fehleranfällig. Die Anpassung wird abgelehnt, die bisherige Organisation soll mit unveränderten Zuständigkeiten weitergeführt werden.

Gemäss dem Entwurf zur Vernehmlassung von Artikel Art. 100 Abs. 2 Bst. a liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden. Die zentrale Schulung durch den Bund stellt zudem die einheitliche Schulung der verantwortlichen Personen und eine harmonisierte Struktur der im TRACES erfassten Daten sicher.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen 5 Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüßt. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren, welche mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Produkte pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den Buchstaben a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f streichen
Art. 5a Abs. 2	Unklare Formulierung. Nutztiere nach Abs.1 – gemeint ist wohl eher, «wenn sie von Nutztieren stammen, die die Anforderungen des Abs. 1 erfüllen.	
Art 13 Abs. 2	Es wird auf Art 295a Abs. 4 der TSV Bezug genommen – Art. 295a hat aber nur 3 Absätze – Bezug auf noch nicht in Kraft getretene Version?	
Art. 17 Abs. 2 Bst. a und b	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben. Die Ergänzung mit dem Begriff des Speditionsunternehmens wird begrüsst.	a. von Bestimmungsbetrieben, Importeuren die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind und:

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

		<p>bei der zuständigen kantonalen Behörde;</p> <p>b. von anmeldepflichtigen Personen, Speditionsunternehmen oder Importfirmen, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind: beim BLV</p>
Art. 18, Abs. 4, Bst. b	<p>Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung im Herkunftsland erfolgt.</p>	<p>Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung im Herkunftsland".</p>
Art. 19a	<p>Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Fall eines Beutekäfer-Befalls die Nachverfolgung sicherstellen zu können.</p> <p>Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.</p>	<p>Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.</p>
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	<p>Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.</p>	<p>sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt.</p>
Art 61 bis 67	<p>"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben</p>	<p>Ersetzen durch "72 Stunden".</p>
Art. 83 Abs. 2	<p>Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher</p>	<p>Ersetzen durch " ..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab".</p>

	Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abgewartet wird. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 92 Abs. 2 Bst. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Absatz 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.	Ersetzen durch "Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen".
Art. 100 Abs. 2 Bst. a	Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen sollen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.	² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für: a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland	In Buchstabe e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen.

	durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.	
Art.103 Abs. 1 Bst.c	Anpassen an Art. 64	die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Absatz 3 sowie für den Versand
Neu: Art. 103 Abs. 5	Insbesondere die Unterbringung lebender Tiere in einer Quarantäne ist mit hohen Kosten verbunden. Die Quarantänedauer kann bis 120 Tage betragen, weshalb zur Durchführung eine Kostendeckung gesichert sein muss. Es muss daher verhindert werden, dass bei zahlungsunfähigen Tierhaltenden der Kanton Kosten, die den Wert der Sendung beziehungsweise des Tieres übersteigen, tragen muss.	Der Importeur oder die anmeldepflichtige Person können zur Zahlung einer Kaution in Höhe der voraussichtlich entstehenden Kosten verpflichtet werden. Kann die Kaution nicht erbracht werden, kann die Vernichtung der Sendung oder im Fall lebender Tiere deren Euthanasie angeordnet werden.
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 neu (s.o.)	... unabhängig
	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Das ALV begrüßt, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Es begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Das ALV bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller am Handel Beteiligten zu klären, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich auferlegt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess dem Importeur. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet und aus der Verantwortung genommen, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Das ALV ist der Auffassung, dass dem illegalen Handel mit einer gesteigerten Verantwortung aller Beteiligten, insbesondere auch des Käufers, und nicht nur des Importeurs begegnet werden muss und stellt daher den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Gemäss Artikel Art. 40 Abs. 2 Bst. a des Entwurfs zur Vernehmlassung liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung und Dezentralisierung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 8 Abs. 1 und 2	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse.
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig	Ersetzen durch "Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen"
31 Abs. 1	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 40 Abs. 2 Bst. a	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben.	Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

		a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.
--	--	---

5	Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)	
<p>Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutiger Dokumente entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Das ALV lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.</p>		

6		
Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)		
Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	<p>In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht.</p> <p>Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen</p>	In Sinne des Kommentars prüfen

	Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf und, dass die Tiere nicht zum Zweck einer Eigentumsübertragung eingeführt werden..	
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Das ALV ersucht um Prüfung der Streichung des Erfordernisses einer Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Die vorgesehene Erleichterung für Halter/innen ohne Wohnsitz in der Schweiz beinhaltet ein erhöhtes Risiko für die Einschleppung der Tollwut. Sie führt zudem zu einem erheblichen Mehraufwand bei den kantonalen Behörden, die die Bedingungen für die Ausstellung des HTA nicht überprüfen können. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich. Es ist für betroffene Tierhalter auch zumutbar, eine Veterinärbescheinigung ausstellen zu lassen. Dieser Absatz ist deshalb zu streichen.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29 Abs. 1	Das ALV ersucht um Ergänzung des Art. 29 EDAV-Ht, um den Vollzug zu erleichtern. Um im Fall einer Seuchengefahr die Verbreitung derselben möglichst zu verhindern, wird befürwortet, die Zuständigkeit klar zu regeln, so dass immer die kantonale Behörde zuständig ist, in deren Kanton der Verstoss festgestellt wurde. Dadurch wird vermieden, dass gegebenenfalls infizierte Tiere / Ware mit dem Risiko der Erregerverbreitung in den Wohnkanton des Eigentümers/Halters gebracht werden können, ohne, dass zuvor eine Prüfung zur Erforderlichkeit von Massnahmen getroffen wurde.	..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft
Art. 34	Die Aufteilung in 2 Artikel macht gesetzestechisch Sinn. Das ALV lehnt ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen: <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eindeutig für Tiere, deren Halter in der Schweiz wohnhaft sind, ausgestelltes Dokument verliert an Aussagekraft hinsichtlich der Nachvollziehbarkeit des Ursprunges sowie des Haltungsortes des Tieres, was zu zusätzlichen Risiken führt. - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz ausgestellt werden darf, sind unbestimmt und kaum im 	Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Artikel 34 Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34

	<p>Vollzug überprüfbar. Es darf den praktizierenden Tierärztinnen / Tierärzten der Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Ausstellung eines Heimtierpasses nicht zugemutet werden. Der Wohnsitz als jederzeit nachvollziehbares Kriterium muss bestehen bleiben.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tierärztinnen und Tierärzte sind ebenso wie die kantonalen Veterinärdienste nicht in der Lage, die geplanten Kriterien für die Ausstellung des HTA zu überprüfen. Im Einzelfall werden die praktizierenden Tierärzte den Entscheid daher vom kantonalen Veterinärdienst einfordern – zumal die praktizierenden Tierärzte keinerlei Befugnisse haben, von ihrer Kundschaft Nachweise, wie etwa einen Mietvertrag oder ähnliches einzufordern. Die geplante Regelung schafft Unsicherheit und einen erheblichen Mehraufwand für Sachverhaltsabklärungen. - Durch die unklaren, kaum überprüfbaren Kriterien ist von einer Zunahme an erforderlichen Sachverhaltsabklärungen auszugehen, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet. Dies betrifft sowohl Tierhalter (mit unrechtmässig ausgestelltem HTA) als auch Tierärzte (wegen unrechtmässig ausgestellten HTA). <p>Die geplante Regelung schafft letztendlich eine weitere Unsicherheit bei der Abklärung von illegalen Importen, ohne jedoch einen positiven Einfluss auf die Tierseuchenprävention zu haben. Demgegenüber ist es für den Tierhalter zumutbar, eine Veterinärbescheinigung beziehungsweise einen europäischen HTA zu beschaffen, bevor er mit seinem Tier in die Schweiz einreist.</p>	
<p>Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3</p>	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3, der die Ausstellung von HTA für Tiere, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz haben ist zu streichen, da die Ausstellung von HTA an Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz abgelehnt wird (siehe oben)</p>	<p>... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....</p> <p>Teilsatz in Absatz 3 streichen</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Das ALV begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Das ALV begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzte
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VSKT
Adresse, Ort : c/o BLV, Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Kontaktperson : Judith Röthlisberger
Telefon : +41 58 464 92 25
E-Mail : vskt.sekretariat@blv.admin.ch
Datum : 21. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Die VSKT bedankt sich für die Möglichkeit, sich zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten äussern zu können. Grundsätzlich befürwortet die VSKT den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Verbot, Nutztiere oder Produkte dieser Tiere, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, einzuführen.

In Bezug auf den letzten Punkt ist die VSKT der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei Reserveantibiotika und Wachstumsförderern sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmeregelungen für die Einfuhr von Rindfleisch verboten werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht worden sind.

Bedauerlich ist, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Die VSKT beantragt, dass E-Cert baldmöglichst technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Ein nur teilweise digitalisiertes System ist fehleranfällig und führt zu einem erhöhten Vollzugsaufwand. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen 5 Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren stammen, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Produkte pflanzlichen Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den Buchstaben a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f streichen
Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.
Art. 18, Abs. 4, Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der	Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung".

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	<p>Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.</p> <p>Der Unterschied zwischen kontrollpflichtigen Paketsendungen und Tierprodukten, die in Paketen transportiert werden ist nicht klar.</p>	
Art. 19a	<p>Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle eines Beutekäfer-Ausbruchs die Nachverfolgung sicherstellen zu können.</p> <p>Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.</p>	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.</u>
Art. 49 Abs. 1	Die Formulierung in Absatz 1 ist unglücklich. Sie suggeriert, dass es zwei Arten von Zeugnissen gibt.	Die Formulierung überarbeiten
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	Sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt
Abs 1' neu	Die VSKT bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die	Abs 1' neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen Kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.

	Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden.	
Art. 61, Abs. 1 Bst b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst. c überflüssig, da Tiere gem. Bst b Ziff. 1. sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	" Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden"
Art. 61, Abs. 2 Bst a	Obwohl der Bericht von einer Lockerung der Regeln spricht, ist die Formulierung «länger als drei Tage» im Hinblick auf das Ziel von Artikel 61, der Kontrollen einführt, nicht korrekt.	«länger als drei Tage» durch «nicht mehr als drei Tage» ersetzen.
Art. 64 Abs. 1 und 3	Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei TSch-Mängeln Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen	Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch "weitergehende Untersuchung" und Laborbefund mit Untersuchungsbefund Abs. 3: "Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <i>tierschutzrechtlichen</i> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,"
Art 61 bis 67	"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben.	Ersetzen durch "72 Stunden".
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.

Art. 100 Abs. 2 Bst. a	Würde bedeuten, dass neu die Kantone die Schulungen für Bestimmungsbetriebe, Importeure und Speditionsunternehmen übernehmen müssen	<p>² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Art. 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p> <p>a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>
Art. 102k	<p>Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.</p> <p>Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.</p>	<p>In Buchstabe e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen.</p> <p>(Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarztes.</p>
Art. 102q	<p>Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden.</p> <p>Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.</p>	<p>(neu) Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.</p>
Art.103 Abs. 1 Bst.c	Anpassen an Art. 64	die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Absatz 3 sowie für den Versand
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 neu	... unabhängig

	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS	
Gebührenverordnung BLV	Die VSKT verzichtet auf eine Stellungnahme.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Die VSKT begrüsst insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Die VSKT bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Die VSKT ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz- und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 8 Abs. 1 und 2	Redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 6, Abs. 4	Der Absatz wurde in der französischen Version falsch nummeriert.	2. "2" durch "4" ersetzen
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS In der französischen Fassung lässt die Formulierung "consigner tout acte de cession" vermuten, dass es sich um die Protokollierung eines Dokuments handelt.	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse. Ersetzen durch "consigner toute cession".
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig	Ersetzen durch "Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen"
Neuer Artikel (21a)	Ausweitung der Verantwortlichkeiten zur Einhaltung der geltenden rechtlichen Bestimmungen entlang des gesamten Tier- und Warenflusses bei Ein- und Durchfuhr mit dem Ziel, damit den illegalen Handel mit Tieren	Ausweitung der Verantwortlichkeiten auf Verkäufer, Zwischenhändler und Käufer

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	und Tierprodukten möglichst zu verhindern (siehe auch allgemeine Bemerkungen).	
31 Abs. 1	Redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der Gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden.	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Die VSKT lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	<p>In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht.</p> <p>Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.</p>	In Sinne des Kommentars prüfen
Art. 12 Abs. 3 Bst. a und Art. 13 Abs. 4 Bst. a	<p>Die VSKT ersucht um Prüfung der Streichung des Erfordernisses Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.</p>	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 3 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	<p>Diese Erleichterung für Halterinnen, Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.</p>	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
Neu 29. Abs. 4	<p>Da die Unterbringung der Tiere in einer Quarantäne mit hohen Kosten verbunden, aber zugleich erforderlich sein kann, ist eine Kautio n vorzusehen. Bei Durchführung einer Quarantäne soll dadurch eine weitgehende Kostendeckung erreicht werden so, dass bei zahlungsunfähigen Tierhaltenden nicht der Kanton die hohen Kosten übernehmen muss.</p>	<p>Neu: Art. 29 Abs. 4: "Im Falle einer Beschlagnehmung kann die Behörde bei den Tierhaltenden eine Kautio n zur Sicherung von Forderungen aus der Unterbringung und Pflege des Tieres verlangen. Wird die Kautio n nicht erbracht, kann die Behörde die sofortige Euthanasie anordnen."</p>

<p>Art. 34</p>	<p>Die Aufteilung in 2 Artikel macht gesetzestechnisch Sinn. Als hauptsächlich betroffene zuständige Behörden (kantonale Veterinärdienste) lehnen wir es wie folgt begründet ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eineindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. Vgl. dazu die Argumente GE - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen / Tierärzten den Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den Kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach ist. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die Kantonalen Veterinärdienst zusätzlich belastet und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestelltem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand und den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung für die Halterinnen und Haltern gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	<p>Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Artikel 34</p> <p>Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34</p>
<p>Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3</p>	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe für Tierhaltende ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind.</p>	<p>.... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....</p> <p>Teilsatz in Absatz 3 streichen</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Die VSKT begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1, Nr. 26	Die Angabe im EDAV-DS stimmt nicht mit der Angabe in der EDAV-DS-EDI überein. zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/488, ABI. L 100 vom 28.3.2022, S. 6.	EDAV-DS-EDI bei Nr. 26 zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/384, ABI. L 78 vom 8.3.2022, S. 1.
Ziff. 1 Fussnote Anhang 3 (Art.3)	Die Fussnote in der aktuellen EDAV-DS-EDI bei Ziff. 1 ist «12», also weder «1» noch «2».	Zahl entsprechend korrigieren
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Die VSKT begrüßt die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

17. Nov. 2023

Elektronisch erlassen!

EINGEGANGEN

17. Nov. 2023

Registratur GS EDI

Par courriel :
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Département fédéral de l'intérieur
Palais fédéral
3003 Berne

Modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir consultés sur la révision des ordonnances citée en titre et vous prions de trouver notre prise de position en annexe, sous forme électronique.

Sur le fond, nous sommes favorables au projet et saluons la plupart des adaptations prévues, notamment le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire, la possibilité pour l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, nous estimons que l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones devrait également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des stimulateurs de croissance, il conviendrait, pour des raisons de protection des consommateurs, de supprimer les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels on a administré des perturbateurs endocriniens.

En outre, nous saluons le fait que le Département fédéral de l'intérieur (DFI) puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie.

Dans le domaine des animaux de compagnie, nous regrettons que l'opportunité de la révision actuelle n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs, qu'il s'agisse du vendeur, de l'intermédiaire ou de l'acheteur, afin de mieux lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de

NE

compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent flous. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé.

Finalement l'objectif principal de la révision de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC) est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et n'a qu'un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, cela impliquerait un travail d'examen plus complexe de la part du vétérinaire traitant, qui devrait décider sur la base de demandes très différentes et de documents non univoques si l'établissement d'un passeport serait autorisé. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Nous rejetons donc le nouvel article 34.

Réitérant nos remerciements de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND



Annexe : 1 questionnaire



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994¹⁾ ;
vu la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal),
du 4 octobre 1995²⁾ ;
vu le règlement d'application de la loi d'introduction de la loi fédérale sur
l'assurance-maladie (RALILAMal), du 18 décembre 2013³⁾ ;
vu la loi sur les contributions directes (LCdir), du 21 mars 2000⁴⁾ ;
vu la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales
(LHaCoPS), du 23 février 2005⁵⁾ ;
vu le règlement d'exécution de la loi sur l'harmonisation et la coordination des
prestations sociales (RELHaCoPS), du 18 décembre 2013⁶⁾ ;
sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de l'emploi
et de la cohésion sociale,
arrête :

Classification
annuelle

Article premier Les personnes soumises à l'assurance-maladie obligatoire,
affiliées auprès d'un assureur autorisé au sens de la législation fédérale, sont
classifiées dans le courant de l'année 2024 sur la base des données
disponibles résultant de leur taxation fiscale 2023.

Catégories de
classification

Art. 2 ¹Sous réserve des personnes bénéficiaires de l'aide sociale
matérielle, ou de prestations complémentaires à l'AVS/AI (PC AVS/AI), les
bénéficiaires de subsides sont répartis en fonction de leur revenu déterminant
dans l'une des classifications prévues dans l'annexe.

²La classification détermine le montant maximum des subsides,
conformément à l'article 11.

Cercle des
bénéficiaires
a) bas revenus

Art. 3 ¹Les personnes assurées majeures, dont le revenu déterminant est
égal ou inférieur aux revenus figurant dans l'annexe, peuvent bénéficier de
subsides pour le paiement de leurs primes.

²Les limites de revenu déterminant varient en fonction du nombre d'enfants
mineurs à charge conformément à l'annexe.

b) autres revenus

Art. 4 ¹L'enfant mineur ou le jeune adulte en formation issu de l'unité
économique de référence (UER) pour une personne seule ou pour un couple
au sens de la LHaCoPS dont le revenu déterminant est égal ou inférieur au

1) RS 832.10
2) RSN 821.10
3) RSN 821.101
4) RSN 631.0
5) RSN 831.4
6) RSN 831.40

revenu figurant dans l'annexe, bénéficie de subsides pour le paiement de ses primes.

²Les classifications S1 à S15 pour les enfants et les classifications S1 à S13 pour les jeunes adultes en formation concrétisent la classification "OSL" (Objectif social LAMal).

c) enfant mineur **Art. 5** ¹Est considéré comme « enfant mineur » l'enfant âgé de 0 à 18 ans (fin de l'année civile des 18 ans).

²La classification correspond à celle obtenue par le ou les parents auquel/auxquels l'enfant est rattaché.

d) jeune adulte en formation **Art. 6** ¹Est considéré comme « jeune adulte en formation » l'enfant majeur âgé de 19 à 25 ans (fin de l'année civile des 25 ans) dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.

²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.

³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres du jeune adulte en formation.

⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « jeunes adultes en formation ».

e) autres adultes en formation **Art. 7** ¹Est considéré comme « adulte en formation » l'enfant majeur dès le début de l'année civile des 26 ans, dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.

²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.

³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres de l'adulte en formation.

⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « adultes en formation ».

Formation **Art. 8** ¹Une personne est considérée comme étant en formation lorsqu'elle consacre son temps principalement à se former, et que la formation qu'elle suit est reconnue au sens de l'article 14 de la loi sur les aides à la formation (LAF), du 19 février 2013.

²Est considérée notamment comme une formation reconnue :

a) Une des filières du degré secondaire II ;

b) Une des filières du degré tertiaire ;

c) Une mesure obligatoire de préparation aux études du degré secondaire II ou du degré tertiaire, un programme passerelle ou une solution transitoire ;

d) Un stage obligatoire dans le cursus de formation.

³Une personne n'est pas en formation initiale, mais en deuxième formation, si elle a déjà un titre lui permettant d'exercer un métier et que la formation qu'elle suit vise à obtenir un autre titre pour l'exercice d'un autre métier dans un autre domaine.

⁴Les modalités d'application sont réglées par une directive émise par le service de l'action sociale.

⁵Les cas de rigueur sont réservés.

Personne seule

Art. 9 La personne majeure adulte et/ou jeune adulte, célibataire, veuve, divorcée ou séparée est classifiée selon son revenu déterminant conformément à l'annexe.

Couple

Art. 10 Les personnes mariées adultes et/ou jeunes adultes, en partenariat enregistré ou vivant avec un-e partenaire au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre d LHaCoPS sont classifiées selon leur revenu déterminant conformément à l'annexe.

Montants des subsides

Art. 11 ¹Les montants maximums des subsides, par classification, pour la franchise annuelle au sens de l'article 103, alinéa 1 de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995, sont les suivants :

Subsides mensuels LAMal 2024

Classifications	Enfants (0 - 18 ans)		Jeunes adultes en formation (19 - 25 ans)		Jeunes adultes (19 - 25 ans)		Adultes en formation (dès 26 ans)		Adultes (dès 26 ans)	
	Fr.		Fr.		Fr.		Fr.		Fr.	
PC-AVS/AI	147		475		475		639		639	
Aide sociale (PARC)	129		404		404		566		566	
Prime de référence pour les classifications ordinaires	147		448		448		601		601	
Classification S1	100%	147	100%	448	95%	426	100%	601	95%	571
Classification S2	100%	147	100%	448	90%	403	100%	601	90%	541
Classification S3	100%	147	100%	448	80%	358	100%	601	80%	481
Classification S4	100%	147	100%	448	70%	314	100%	601	70%	421
Classification S5	100%	147	100%	448	60%	269	100%	601	60%	361
Classification S6	100%	147	100%	448	50%	224	100%	601	50%	301
Classification S7	100%	147	100%	448	41%	184	100%	601	41%	246
Classification S8	100%	147	100%	448	32%	143	100%	601	32%	192
Classification S9	100%	147	100%	448	24%	108	100%	601	24%	144
Classification S10	100%	147	100%	448	15%	67	100%	601	15%	90
Classification S11	100%	147	100%	448	12%	54	100%	601	12%	72
Classification S12	100%	147	80%	358	10%	45	80%	481	10%	60
Classification S13	100%	147	60%	269	8%	36	60%	361	8%	48
Classification S14	100%	147	41%	184	6%	27	41%	246	6%	36
Classification S15	100%	147	24%	108	4%	18	24%	144	4%	24

²Les montants prévus à l'alinéa 1 sont diminués dans la même mesure que les réductions accordées par les assureurs en cas de formes particulières d'assurances au sens de l'article 62, alinéa 2, lettre a LAMal.

³Les primes des personnes assurées bénéficiaires de l'aide sociale matérielle, dépassant le montant prévu à l'alinéa 1, sont provisoirement prises en charge intégralement jusqu'au terme de résiliation de l'assurance le plus proche, à partir duquel le montant maximum prévu est en principe applicable.

Revenu déterminant
a) classification annuelle

Art. 12 ¹Le revenu déterminant se fonde sur les données disponibles résultant de la taxation fiscale 2023 et se compose :

a) Du revenu effectif tel qu'il ressort du chiffre 5.5 (colonne revenu) de la déclaration fiscale, à l'exclusion de la valeur locative privée (chiffre 4.1), et sous seules déductions des cotisations AVS/AI/APG/AC versées par des personnes assurées sans activité lucrative (chiffre 6.7), des dépenses

professionnelles liées au revenu d'une activité dépendante principale (chiffre 6.4), des frais pour activité dépendante accessoire (chiffre 6.5) et des pensions alimentaires versées pour un-e conjoint-e séparé-e ou divorcé-e et/ou pour enfants mineurs (chiffre 6.10). Les alinéas 3, 4 et 5 du présent article sont réservés ;

b) Du trente pourcent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au 31 décembre 2023.

²Le revenu effectif des personnes assurées bénéficiant de rentes de vieillesse, de retraite, d'invalidité, viagères, d'accident ou de rentes militaires est calculé en prenant en compte la totalité des rentes versées.

³Les loyers, fermages et autres rendements au sens des chiffres 4.1 et 4.2 de la déclaration fiscale sont pris en considération sous les seules déductions de la part d'éventuels frais d'entretien et d'intérêts passifs (chiffre 6.2) y afférents.

⁴Les pertes commerciales découlant d'une activité indépendante ne sont pas déductibles.

⁵Les déductions admises aux chiffres 6.4 et 6.5 de la déclaration fiscale sont prises en considération à concurrence des montants effectifs, mais au maximum 10'000 francs pour le chiffre 6.4 et 2'400 francs pour le chiffre 6.5.

b) classification intermédiaire

Art. 13 Le revenu déterminant se fonde sur :

- a) Les éléments composant le revenu déterminant unifié établis conformément au RELHaCoPS ;
- b) Les prestations selon la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI et les prestations sociales au sens de la LHaCoPS ;
- c) Le trente pourcent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au 31 décembre 2023.

c) dessaisissement

Art. 14 ¹Les parts de fortune et droits légaux ou contractuels auxquels l'ayant droit a renoncé sans obligation légale et sans contre-prestation adéquate sont ajoutés à la fortune effective selon le chiffre 6.16. (colonne fortune) de la taxation fiscale, en principe à leur état au 31 décembre 2023.

²Les modalités d'application (notamment les éléments de fortune pris en compte, ainsi que les déductions à opérer) sont réglées par une directive émise par le service de l'action sociale, qui s'inspire à cet effet des règles applicables en matière de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Classification des jeunes adultes et des adultes en formation

Art. 15 ¹Le jeune adulte et l'adulte en formation au sens de l'article 8 sont classifiés selon les règles fixées aux articles 38 et 38a RALILAMal.

²La personne assurée est tenue de déposer, à l'appui de sa demande, tous les justificatifs utiles à établir notamment :

- a) Sa formation ;

b) La situation financière de ses parents, si elle est en formation initiale.

³En cas de cessation de la formation, la personne assurée est tenue d'en informer le guichet social régional (ci-après : GSR) sans délai afin que la classification soit adaptée en conséquence.

Classification
présumée des
adultes

Art. 16 ¹Les personnes assurées majeures, célibataires, veuves, divorcées ou séparées, âgées de moins de 25 ans (fin de l'année civile), sans enfant à charge, ainsi que les personnes assurées dont le revenu effectif au sens de l'article 12, alinéa 1, lettre a, est inférieur à 15'000 francs pour une personne seule, 20'000 francs pour un couple, sont classifiées dans le groupe des personnes non bénéficiaires.

²Si elles entendent néanmoins bénéficier de subsides, compte tenu de leur situation personnelle ou familiale, elles peuvent demander une révision de leur classification selon la procédure prévue à l'article 23.

³La limite fixée à l'alinéa 1 est augmentée de 3'000 francs par enfant mineur à charge.

Dates d'effet de la
classification
a) classification
annuelle

Art. 17 ¹Lorsque la déclaration fiscale 2023 a été déposée par la personne assurée dans le délai ordinaire prescrit par le service des contributions, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2024 si elle est en sa faveur, au 1^{er} du mois suivant la notification de la décision de classification si elle est en sa défaveur.

²Lorsqu'un délai supplémentaire a été accordé par le service des contributions pour le dépôt de la déclaration fiscale 2023, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2024 si elle est en faveur de la personne assurée, au 1^{er} avril 2024 si elle est en sa défaveur.

³Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2023 dans le délai ordinaire imparti par le service des contributions sans avoir obtenu de ce service un délai supplémentaire, elle est classifiée d'office dans la catégorie des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2024. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMal.

⁴Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2023 dans le délai supplémentaire accordé par le service des contributions, elle est classifiée d'office dans la classification des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2024. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMal.

b) assurés de
condition
indépendante

Art. 18 La classification des personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal prend effet au 1^{er} janvier 2024 et se termine le 31 décembre 2024.

Communication de
la classification
annuelle
a) en général

Art. 19 ¹L'office cantonal chargé de l'assurance-maladie (ci-après : l'office) communique aux personnes assurées bénéficiaires leur classification dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2023 sont établies.

²Les articles 31 et 33, alinéa 4 RALILAMal sont réservés.

b) assurés de condition indépendante

Art. 20 ¹L'office communique aux personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal leur éventuelle qualité de bénéficiaires potentiels dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2023 sont établies.

²L'article 30, alinéa 4bis RALILAMal est réservé.

Comparaison et restitution de subside

Art. 21 ¹L'office procède, sur la base des données personnelles et financières de la taxation définitive 2023 rendue par le service des contributions dès l'année 2024, à une comparaison entre le droit au subside fondé sur la classification résultant des données de la taxation fiscale 2022 et le droit résultant des données de la taxation fiscale 2023 valable pour l'année 2024.

²Lorsque la différence de revenu déterminant résultant de la comparaison dépasse 20%, l'office peut exiger la restitution du subside indu.

Dérogation aux critères fiscaux

Art. 22 Lors d'une révision de classification, l'office peut déroger aux critères fiscaux, lorsque leur application conduirait à une classification manifestement inéquitable.

Formule

Art. 23 ¹La demande de révision de la classification doit être présentée au moyen de la formule officielle éditée par le GSR.

²Cette formule doit être remplie, datée, signée et être accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles.

Directives

Art. 24 Le service de l'action sociale émet les directives d'application nécessaires.

Abrogation

Art. 25 L'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2023, du 21 décembre 2022, est abrogé.

Entrée en vigueur et publication

Art. 26 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND



ANNEXE

Visualisation par classification des limites de revenus et des suppléments pour enfants pour 2024

Limites de revenus déterminants pour un adulte seul avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 22'800	à 23'940	à 25'080	à 26'220	à 27'360	à 28'500	à 29'640	à 30'780	à 31'920	à 46'000					
1 enfant >>>	à 33'000	à 34'140	à 35'280	à 36'420	à 37'560	à 38'700	à 39'840	à 40'980	à 42'120	à 44'400	à 45'540	à 56'148	à 57'156	à 58'164	à 59'172
2 enfants >>>	à 40'800	à 41'940	à 43'080	à 44'220	à 45'360	à 46'500	à 47'640	à 48'780	à 49'920	à 52'200	à 53'340	à 60'156	à 62'172	à 64'188	à 66'204
3 enfants >>>	à 46'800	à 47'940	à 49'080	à 50'220	à 51'360	à 52'500	à 53'640	à 54'780	à 55'920	à 58'200	à 59'340	à 64'164	à 67'188	à 70'212	à 73'236
4 enfants >>>	à 51'600	à 52'740	à 53'880	à 55'020	à 56'160	à 57'300	à 58'440	à 59'580	à 60'720	à 63'000	à 64'140	à 68'172	à 72'204	à 76'236	à 80'268
5 enfants >>>	à 54'600	à 55'740	à 56'880	à 58'020	à 59'160	à 60'300	à 61'440	à 62'580	à 63'720	à 66'000	à 67'140	à 72'180	à 77'220	à 82'260	à 87'300
6 enfants >>>	à 57'600	à 58'740	à 59'880	à 61'020	à 62'160	à 63'300	à 64'440	à 65'580	à 66'720	à 69'000	à 70'140	à 76'188	à 82'236	à 88'284	à 94'332
7 enfants >>>	à 60'600	à 61'740	à 62'880	à 64'020	à 65'160	à 66'300	à 67'440	à 68'580	à 69'720	à 72'000	à 73'140	à 80'196	à 87'252	à 94'308	à 101'364
8 enfants >>>	à 63'600	à 64'740	à 65'880	à 67'020	à 68'160	à 69'300	à 70'440	à 71'580	à 72'720	à 75'000	à 76'140	à 84'204	à 92'268	à 100'332	à 108'396
9 enfants >>>	à 66'600	à 67'740	à 68'880	à 70'020	à 71'160	à 72'300	à 73'440	à 74'580	à 75'720	à 78'000	à 79'140	à 88'212	à 97'284	à 106'356	à 115'428
10 enfants >>>	à 69'600	à 70'740	à 71'880	à 73'020	à 74'160	à 75'300	à 76'440	à 77'580	à 78'720	à 81'000	à 82'140	à 92'220	à 102'300	à 112'380	à 122'460

Limites de revenus déterminants pour un couple d'adultes avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 30'000	à 32'280	à 34'560	à 36'840	à 39'120	à 41'400	à 43'680	à 45'960	à 48'240	à 61'410					
1 enfant >>>	à 37'500	à 39'780	à 42'060	à 44'340	à 46'620	à 48'900	à 51'180	à 53'460	à 55'740	à 60'300	à 62'580	à 80'340	à 81'348	à 82'356	à 91'763
2 enfants >>>	à 44'400	à 46'680	à 48'960	à 51'240	à 53'520	à 55'800	à 58'080	à 60'360	à 62'640	à 67'200	à 69'480	à 83'160	à 85'176	à 87'192	à 94'834
3 enfants >>>	à 50'400	à 52'680	à 54'960	à 57'240	à 59'520	à 61'800	à 64'080	à 66'360	à 68'640	à 73'200	à 75'480	à 86'160	à 89'184	à 92'208	à 95'232
4 enfants >>>	à 54'000	à 56'280	à 58'560	à 60'840	à 63'120	à 65'400	à 67'680	à 69'960	à 72'240	à 76'800	à 79'080	à 89'160	à 93'192	à 97'224	à 101'256
5 enfants >>>	à 57'000	à 59'280	à 61'560	à 63'840	à 66'120	à 68'400	à 70'680	à 72'960	à 75'240	à 79'800	à 82'080	à 92'160	à 97'200	à 102'240	à 107'280
6 enfants >>>	à 60'000	à 62'280	à 64'560	à 66'840	à 69'120	à 71'400	à 73'680	à 75'960	à 78'240	à 82'800	à 85'080	à 95'160	à 101'208	à 107'256	à 113'304
7 enfants >>>	à 63'000	à 65'280	à 67'560	à 69'840	à 72'120	à 74'400	à 76'680	à 78'960	à 81'240	à 85'800	à 88'080	à 98'160	à 105'216	à 112'272	à 119'328
8 enfants >>>	à 66'000	à 68'280	à 70'560	à 72'840	à 75'120	à 77'400	à 79'680	à 81'960	à 84'240	à 88'800	à 91'080	à 101'160	à 109'224	à 117'288	à 125'352
9 enfants >>>	à 69'000	à 71'280	à 73'560	à 75'840	à 78'120	à 80'400	à 82'680	à 84'960	à 87'240	à 91'800	à 94'080	à 104'160	à 113'232	à 122'304	à 131'376
10 enfants >>>	à 72'000	à 74'280	à 76'560	à 78'840	à 81'120	à 83'400	à 85'680	à 87'960	à 90'240	à 94'800	à 97'080	à 107'160	à 117'240	à 127'320	à 137'400

Limites de revenus déterminants pour un jeune adulte seul avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>>	à 22'800	à 23'642	à 24'485	à 25'327	à 26'170	à 27'012	à 27'854	à 28'697	à 29'539	à 31'225					
1 enfant >>>	à 33'000	à 33'842	à 34'685	à 35'527	à 36'370	à 37'212	à 38'054	à 38'897	à 39'739	à 41'425	à 42'267	à 52'875	à 53'883	à 54'891	à 55'899
2 enfants >>>	à 40'800	à 41'642	à 42'485	à 43'327	à 44'170	à 45'012	à 45'854	à 46'697	à 47'539	à 49'225	à 50'067	à 56'883	à 58'899	à 60'915	à 62'931
3 enfants >>>	à 46'800	à 47'642	à 48'485	à 49'327	à 50'170	à 51'012	à 51'854	à 52'697	à 53'539	à 55'225	à 56'067	à 60'891	à 63'915	à 66'939	à 69'963
4 enfants >>>	à 51'600	à 52'442	à 53'285	à 54'127	à 54'970	à 55'812	à 56'654	à 57'497	à 58'339	à 60'025	à 60'867	à 64'899	à 68'931	à 72'963	à 76'995
5 enfants >>>	à 54'600	à 55'442	à 56'285	à 57'127	à 57'970	à 58'812	à 59'654	à 60'497	à 61'339	à 63'025	à 63'867	à 68'907	à 73'947	à 78'987	à 84'027
6 enfants >>>	à 57'600	à 58'442	à 59'285	à 60'127	à 60'970	à 61'812	à 62'654	à 63'497	à 64'339	à 66'025	à 66'867	à 72'915	à 78'963	à 85'011	à 91'059
7 enfants >>>	à 60'600	à 61'442	à 62'285	à 63'127	à 63'970	à 64'812	à 65'654	à 66'497	à 67'339	à 69'025	à 69'867	à 76'923	à 83'979	à 91'035	à 98'091
8 enfants >>>	à 63'600	à 64'442	à 65'285	à 66'127	à 66'970	à 67'812	à 68'654	à 69'497	à 70'339	à 72'025	à 72'867	à 80'931	à 88'995	à 97'059	à 105'123
9 enfants >>>	à 66'600	à 67'442	à 68'285	à 69'127	à 69'970	à 70'812	à 71'654	à 72'497	à 73'339	à 75'025	à 75'867	à 84'939	à 94'011	à 103'083	à 112'155
10 enfants >>>	à 69'600	à 70'442	à 71'285	à 72'127	à 72'970	à 73'812	à 74'654	à 75'497	à 76'339	à 78'025	à 78'867	à 88'947	à 99'027	à 109'107	à 119'187

ANNEXE

Limites de revenus déterminants pour un couple de jeunes adultes avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>> à	30'000	31'685	33'370	35'054	36'739	38'424	40'109	41'794	43'478	45'163	46'848	48'533	50'218	51'903	53'588
1 enfant >>> à	37'500	39'185	40'870	42'554	44'239	45'924	47'609	49'294	50'978	52'663	54'348	56'033	57'718	59'403	61'088
2 enfants >>> à	44'400	46'085	47'770	49'454	51'139	52'824	54'509	56'194	57'878	59'563	61'248	62'933	64'618	66'303	67'988
3 enfants >>> à	50'400	52'085	53'770	55'454	57'139	58'824	60'509	62'194	63'878	65'563	67'248	68'933	70'618	72'303	73'988
4 enfants >>> à	54'000	55'685	57'370	59'054	60'739	62'424	64'109	65'794	67'478	69'163	70'848	72'533	74'218	75'903	77'588
5 enfants >>> à	57'000	58'685	60'370	62'054	63'739	65'424	67'109	68'794	70'478	72'163	73'848	75'533	77'218	78'903	80'588
6 enfants >>> à	60'000	61'685	63'370	65'054	66'739	68'424	70'109	71'794	73'478	75'163	76'848	78'533	80'218	81'903	83'588
7 enfants >>> à	63'000	64'685	66'370	68'054	69'739	71'424	73'109	74'794	76'478	78'163	79'848	81'533	83'218	84'903	86'588
8 enfants >>> à	66'000	67'685	69'370	71'054	72'739	74'424	76'109	77'794	79'478	81'163	82'848	84'533	86'218	87'903	89'588
9 enfants >>> à	69'000	70'685	72'370	74'054	75'739	77'424	79'109	80'794	82'478	84'163	85'848	87'533	89'218	90'903	92'588
10 enfants >>> à	72'000	73'685	75'370	77'054	78'739	80'424	82'109	83'794	85'478	87'163	88'848	90'533	92'218	93'903	95'588

Limites de revenus déterminants pour un couple composé d'un adulte et d'un jeune adulte avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant >>> à	30'000	31'982	33'965	35'947	37'930	39'912	41'894	43'877	45'859	47'842	49'824	51'807	53'789	55'772	57'754
1 enfant >>> à	37'500	39'482	41'465	43'447	45'430	47'412	49'394	51'377	53'359	55'342	57'325	59'307	61'289	63'272	65'255
2 enfants >>> à	44'400	46'382	48'365	50'347	52'330	54'312	56'294	58'277	60'259	62'242	64'225	66'207	68'189	70'172	72'155
3 enfants >>> à	50'400	52'382	54'365	56'347	58'330	60'312	62'294	64'277	66'259	68'242	70'225	72'207	74'189	76'172	78'155
4 enfants >>> à	54'000	55'982	57'965	59'947	61'930	63'912	65'894	67'877	69'859	71'842	73'825	75'807	77'789	79'772	81'755
5 enfants >>> à	57'000	58'982	60'965	62'947	64'930	66'912	68'894	70'877	72'859	74'842	76'825	78'807	80'789	82'772	84'755
6 enfants >>> à	60'000	61'982	63'965	65'947	67'930	69'912	71'894	73'877	75'859	77'842	79'825	81'807	83'789	85'772	87'755
7 enfants >>> à	63'000	64'982	66'965	68'947	70'930	72'912	74'894	76'877	78'859	80'842	82'825	84'807	86'789	88'772	90'755
8 enfants >>> à	66'000	67'982	69'965	71'947	73'930	75'912	77'894	79'877	81'859	83'842	85'825	87'807	89'789	91'772	93'755
9 enfants >>> à	69'000	70'982	72'965	74'947	76'930	78'912	80'894	82'877	84'859	86'842	88'825	90'807	92'789	94'772	96'755
10 enfants >>> à	72'000	73'982	75'965	77'947	79'930	81'912	83'894	85'877	87'859	89'842	91'825	93'807	95'789	97'772	99'755



Procédure de consultation au sujet de la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

(du 21.8. au 21.11. 2023)

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : République et canton de Neuchâtel

Sigle entreprise / organisation / service : NE

Adresse, lieu : SCAV, Rue Jehanne de Hochberg 5, 2000 Neuchâtel

Interlocuteur : Corinne Bourquin, vétérinaire cantonale adjointe

Téléphone : 032 889 58 65

Courriel : corinne.bourquin@ne.ch

Date : 18.10.2023

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.
3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 21 novembre 2023 à l'adresse suivante : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

1 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

En préambule, nous vous remercions de nous avoir consultés. Sur le fond, nous sommes favorables au projet et saluons la plupart des adaptations prévues, notamment le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire, la possibilité pour l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, nous estimons que l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones devrait également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des stimulateurs de croissance, il conviendrait, pour des raisons de protection des consommateurs, de supprimer les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels on a administré des perturbateurs endocriniens.

Par contre, nous regrettons que les certificats d'exportation pour pays tiers ne puissent pas être établis de manière entièrement électronique dans le nouveau système eCert et que leur délivrance augmente les coûts pour les exportateurs par la perception d'émoluments de l'OSAV. Nous demandons que le développement technique d'eCert soit poursuivi dans les meilleurs délais de manière à ce que l'établissement des certificats d'exportation pour les pays tiers puisse se faire entièrement par voie électronique. Les raisons sont l'augmentation de la charge de travail selon la situation actuelle et l'augmentation des risques d'erreur. En outre, il faut ajouter au projet que les exigences des cantons en matière d'archivage doivent également être remplies en ce qui concerne eCert.



2 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 5a	<p>Le renforcement de la sécurité alimentaire par l'introduction de cette disposition est bienvenu. Toutefois, du point de vue de la protection des consommateurs, il est difficile de comprendre pourquoi l'importation de denrées alimentaires animales provenant d'animaux traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance est maintenue lorsque ces denrées alimentaires contiennent des produits à composante végétale.</p> <p>Cette dérogation limite drastiquement la portée de la disposition prévue au paragraphe 2. De facto, toutes les préparations de viande contenant des épices pourraient continuer à être importées. Les exceptions a et b réduisent également la portée de la disposition, notamment lorsque du gibier, des amphibiens, des mollusques et des insectes sont élevés.</p>	Préciser aux points a) et b) qu'il s'agit d'animaux d'élevage. Supprimer le paragraphe 3, point f)
Art 13, alinéa 2	Une information pour les voyageurs serait également bienvenue dans les principales gares et aux postes frontières. En effet, les voyageurs pourraient également venir en Suisse en train ou en voiture/bus en provenance de pays tiers.	Cette disposition devrait également s'appliquer aux gares principales et aux postes de douane.
Art. 17, alinéa 3	Il ne semble pas réaliste de vouloir communiquer immédiatement un changement d'adresse et, dans la plupart des cas, ce n'est pas nécessaire.	Remplacer "immédiatement" par "dans un délai d'une semaine".
Art. 18, al. 4,	La notification préalable permet de faire face à un éventuel problème à	Remplacer par "pour les produits animaux : avant le

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

let. b	l'avance. C'est pourquoi le délai entre l'annonce préalable et l'arrivée de l'envoi doit être prolongé. Toutefois, dans de nombreux cas, une notification préalable quatre heures avant l'atterrissage n'apporte pas plus de marge de manœuvre aux autorités d'exécution qu'une notification à l'atterrissage. Une réaction préventive des autorités n'est possible que si l'annonce préalable a lieu avant le chargement de l'envoi dans le pays d'origine.	chargement du lot".
Art. 19a	La nouvelle obligation d'enregistrement est juste et constitue la condition préalable pour pouvoir garantir le suivi en cas d'apparition d'un foyer d'épizootie. Étant donné que de tels envois peuvent être répartis une deuxième fois et que des bourdons peuvent être transmis, voire qu'une production de bourdons pourrait être établie en Suisse, l'obligation équivalente doit être inscrite dans l'ordonnance sur les épizooties sous les modifications d'autres actes législatifs.	Intégrer une disposition équivalente dans l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs.
Art. 24, al. 4	Bien que la protection des animaux ne soit pas mentionnée dans la version actuelle, l'OSAV ne peut pas accorder de dérogation à la procédure si cela implique des restrictions du bien-être des animaux vivants.	... Les États membres peuvent autoriser des procédures différentes s'il est garanti qu'elles n'augmentent pas le risque d'introduction d'épizooties <u>et qu'elles n'entraînent aucune restriction du bien-être des animaux vivants.</u>
Art. 49, al. 1, let. d Alinéa 1' nouveau	L'autorité cantonale ne peut pas être tenue responsable de joindre l'original du certificat à l'envoi d'exportation. Selon le type d'exportation, il se peut qu'il n'y ait pas de contrôle de la marchandise sur place et que le certificat soit envoyé à l'exportateur par la poste. Il est donc de la responsabilité de l'exportateur de joindre l'original du certificat à l'envoi. Nous déplorons qu'un système électronique tel qu'eCert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger des certificats. Le gain technique et sécuritaire semble donc très faible et ne constitue pas une simplification pour les autorités et les autres acteurs. La possibilité de validation électronique doit être introduite le plus rapidement possible.	Elle remet l'original du certificat sanitaire signé à l'exportateur, qui le joint à l'envoi à l'exportation. Alinéa 1' nouveau : L'OSAV veille au développement du système eCert afin de pouvoir procéder dès que possible à l'établissement des certificats de manière entièrement électronique.
Art. 64, al. 1 et 3	Les examens de laboratoire ne sont pas pertinents en cas de carences en matière de santé animale. Compléter l'al. 3 par la protection des animaux	Remplacer « examen de laboratoire » et « résultat de laboratoire » par « examen plus approfondi » et « résultat de laboratoire et/ou résultat des examens approfondis ».

		Alinéa 3 : " En cas de risque élevé dans l'État d'origine en ce qui concerne le respect des exigences en matière d'hygiène alimentaire, de santé animale, et de <i>bien-être des animaux</i> , les <i>autorités compétentes doivent prendre des mesures appropriées.</i> "
Art 61 à 67	"trois jours" est imprécis et tous les autres délais ont été indiqués en heures	Remplacer par "72 heures".
Art. 83, al. 2	Le moment auquel l'OFDF informe l'autorité cantonale est déterminant pour savoir si une éventuelle mesure à prendre est efficace. En cas d'infraction à la législation sur les épizooties, la mesure doit être prise sans qu'un éventuel agent pathogène ait déjà pu se propager. Il est donc essentiel que la notification aux autorités cantonales ait lieu avant la libération du lot par l'OFDF et que celui-ci attende la décision de l'autorité compétente. Cela permet à l'autorité cantonale de garder le contrôle de l'envoi.	Remplacer par " ..., avant de libérer l'envoi, il informe l'autorité compétente du canton sur le territoire duquel le contrôle a été effectué et attend sa décision".
Art. 91 à 93	En général, les tâches effectuées par les vétérinaires ou les assistants à la frontière ont un caractère officiel. Il serait donc souhaitable de conserver les termes définis dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public, à savoir vétérinaire officiel et assistant officiel spécialisé au lieu de vétérinaire frontalier et assistant GTD. Il en va de même pour la formation. Les contenus de la formation postgraduée sont définis de manière large dans le cadre de l'ordonnance sur la formation et peuvent ainsi présenter des contenus ciblés. La formation de base doit toutefois être intégrée dans le concept de formation officiel du Service vétérinaire public.	Utiliser la terminologie comme dans l'ordonnance sur la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public. Se référer à cette législation lorsqu'il s'agit de formation initiale.
Art. 92, al. 2, let. a	Pour une meilleure cohérence avec l'article 91, qui traite des animaux aquatiques, il convient d'ajouter le terme aquaculture au paragraphe 2. Dans le cas contraire, les poissons d'élevage ne seraient pas nécessairement couverts par la disposition, bien que ce contrôle puisse malgré tout être effectué par des assistants GTD.	Remplacer par "lots de produits de la pêche et d'autres produits de l'aquaculture".
Art. 102k	L'article prévoit que le système contienne le type de conservation et d'élimination. Ces opérations sont généralement effectuées à l'étranger et l'organe de gestion ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour remplir correctement cette rubrique.	Au point e), supprimer "Conservation et élimination".

	En outre, il convient d'ajouter un nouvel alinéa 2 afin que l'ensemble des certificats d'exportation vers des pays tiers puissent être réalisés le plus rapidement possible dans le cadre d'eCert et de manière numérique, sans adaptation de l'ordonnance. Pour ce faire, il convient d'accorder les compétences nécessaires à l'OSAV.	(al. 2 nouveau) A partir de la date fixée par l'OSAV, eCert contient également la signature électronique du vétérinaire officiel compétent pour les envois à l'exportation.
Art. 102q	Un nouvel alinéa doit être ajouté, car les droits d'archivage des cantons sont différents et non réglementés. Les cantons ont eux-mêmes élaboré des données dans eCert et ont donc le droit de pouvoir les archiver selon leurs directives. L'adoption commune du plan d'archivage doit être soulignée. Comme dans d'autres applications spécialisées, exploitées par la Confédération, les droits d'archivage des cantons doivent être fixés par la loi. Cette thématique doit également être traitée de manière générale au sein de la nouvelle commission permanente TIC du Service vétérinaire suisse.	(nouveau) Les cantons qui ont des exigences en matière d'archivage des données relevant de leur compétence les adressent à l'OSAV. Un plan d'archivage répondant aux exigences légales de la Confédération et des cantons doit être adopté en commun.
Art.103, al. 1, let. c	S'aligner sur les propositions de l'art. 64	Les frais d'examens complémentaires au sens de l'art. 64, al. 3, ainsi que les frais d'envoi.



3 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Les adaptations sont justifiées. Nous saluons notamment le fait que le DFI puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie ainsi que l'amélioration de la traçabilité lors de l'importation de bourdons.

En revanche, nous regrettons que l'opportunité de la révision actuelle n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs, qu'il s'agisse du vendeur, de l'intermédiaire ou de l'acheteur, afin de mieux lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent flous. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé. Une responsabilisation claire de toutes les parties concernées permettrait certainement de sanctionner plus systématiquement les infractions dans le processus d'importation. La clarification de la responsabilité univoque rendrait sans aucun doute le commerce résultant d'importations illégales moins attractif et contribuerait à long terme à freiner ce phénomène. Nous estimons donc que la responsabilité des parties prenantes, non seulement de l'importateur mais aussi de l'acheteur, doit être renforcée et proposons de l'inclure dans la révision en cours.

En outre, des compléments sont nécessaires concernant la protection des données et l'archivage, comme expliqué ci-dessous.

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch



4 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 1, al. 1, let. a	L'Islande manque par erreur.	Ajouter l'Islande
Art. 19a	Dans la version française, l'expression "consigner tout acte de cession" laisse supposer qu'il s'agit de la consignation d'un document.	Remplacer par "consigner toute cession".

5 Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

L'objectif principal de cette révision est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et n'a qu'un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, cela impliquerait un travail d'examen plus complexe de la part du vétérinaire traitant, qui devrait décider sur la base de demandes très différentes et de documents non univoques si l'établissement d'un passeport serait autorisé. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Nous rejetons donc le nouvel article 34.

6 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art.12, al.3 let. a et 13 al. 4 let. a	Nous demandons d'examiner la suppression de l'exigence de la déclaration du détenteur : cette exigence n'apporte pas une plus grande sécurité, car le détenteur ne peut pas remplir cette déclaration sur la base d'informations sûres et vérifiées, puisqu'il n'a pas gardé le chiot tout le temps depuis sa naissance et ne peut garantir ses contacts et sa traçabilité. Si cette proposition est compatible avec les obligations envers l'UE, l'exigence de la déclaration du détenteur doit être supprimée.	Examen de la suppression de l'art. 12, al. 4, let. a, et de l'art. 13, al. 4, let. a
Art. 14, al. 3 ^{bis}	Cet allègement pour les détenteurs et l'OSAV implique un risque accru de rage. Elle entraînera en outre un surcroît de travail pour les autorités cantonales. Les autorités doivent faire face à des cas plus nombreux et plus complexes. Elle doit donc être supprimée. Seul le certificat vétérinaire indique quand l'animal a été importé dans les pays visés à l'art. 6, al. 1, let. a. S'il n'y a plus de certificat vétérinaire, la traçabilité (présentation complète des faits) n'est plus possible.	Supprimer l'alinéa 3 ^{bis} sans le remplacer
Art. 34	<p>Nous nous opposons à ce que des passeports pour animaux de compagnie puissent être délivrés à des personnes ne résidant pas en Suisse pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le passeport suisse pour animaux de compagnie en tant que document officiel, univoque, est considérablement affaibli et discrédité par la remise à des propriétaires de chiens domiciliés à l'étranger. - Les critères proposés d'admissibilité d'un passeport pour animaux de compagnie pour les détenteurs non domiciliés en Suisse sont souples et indéterminés. On ne peut pas demander aux vétérinaires autorisés à exercer de décider de l'admissibilité / du refus d'une demande de passeport pour animaux de compagnie. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un critère compréhensible à tout moment : le domicile. - Les vétérinaires s'adresseront au vétérinaire cantonal et lui 	Suppression des paragraphes 2 et 3 de l'article 34

	<p>demandront de se prononcer sur la question. Le service de celui-ci devra se renseigner et enquêter sur l'admissibilité de la demande. Cela entraînera un surcroît de travail important, car le contrôle des documents de preuve ne sera pas simple.</p> <p>Notamment la fréquence et la durée des séjours sur sol Suisse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il risque d'y avoir une augmentation importante des cas d'anomalies et de passeports délivrés illégalement, ce qui constitue un risque sanitaire par rapport à la rage et une charge supplémentaire pour le service vétérinaire cantonal. - Le surcroît de travail considérable et les risques accrus ne sont compensés que par un allègement minime pour les détenteurs, ce qui rend la modification disproportionnée et peu crédible. 	
<p>Art. 34a, al. 2, let. a, et al. 3</p>	<p>Il faut ajouter ici que non seulement la date d'implantation doit être enregistrée, mais aussi la date de lecture pour un chien déjà pucé.</p> <p>La partie de la phrase de l'alinéa 3 doit être supprimée, car aucun passeport pour animaux de compagnie ne peut être délivré à des détenteurs qui ne sont pas domiciliés en Suisse.</p>	<p>.... Moment de l'implantation ou de la lecture de la puce électronique....</p> <p>Supprimer la partie du paragraphe 3</p>

7 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Nous saluons l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

8 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Annexes 1 et 5	D'accord sur le principe, renonciation à l'examen des différentes références	

9 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

L'ASPC salue l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

10 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Annexe 1	D'accord sur le principe, renonciation à l'examen des différentes références	



Eidgenössisches Departement des Innern
3003 Bern



8. November 2023 (RRB Nr. 1274/2023)

**Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr
von Tieren und Tierprodukten (Vernehmlassung)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Mit Schreiben vom 21. August 2023 haben Sie uns eingeladen, zu den Änderungen der Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Grundsätzlich stehen wir den Änderungen der Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten positiv gegenüber.

Ausdrücklich begrüsst wird die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64 Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten [SR 916.443.10]) sowie das Einfuhrverbot von Nutztieren (oder Produkten aus diesen Tieren), die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden.

Bezüglich des eCert-Systems beantragen wir, dass dieses unverzüglich technisch weiterentwickelt wird, sodass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann.

Die Verordnungen sind ausserdem mit den erforderlichen Vorschriften zu den Archivierungsansprüchen der Kantone zu ergänzen.

Die Einführung eines Schweizer Heimtierpasses für Halterinnen und Halter, die keinen Wohnsitz in der Schweiz haben, bringt Vollzugsprobleme und eine erhöhte Rechtsunsicherheit mit sich. Aus diesem Grund lehnen wir die Einführung des neuen Art. 34 der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (SR 916.443.14) ab.

Wir bedauern, dass die Gelegenheit der vorliegenden Revision der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (SR 916.443.11) nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten im Tierhandel genauer zu definieren und damit eine bessere gesetzliche Grundlage für die Bekämpfung von illegalem Handel mit Heimtieren zu schaffen.

Für weitergehende Bemerkungen verweisen wir auf das beiliegende Antwortformular zur Vernehmlassung.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat,
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident:



Mario Fehr

Die Staatsschreiberin:



Dr. Kathrin Arioli





Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Regierungsrat Kanton Zürich
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt :
Adresse, Ort :
Kontaktperson : Regula Vogel
Telefon : 043 259 41 30
E-Mail : regula.vogel@veta.zh.ch
Datum : 8. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Kanton Zürich dankt für die Möglichkeit, sich zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten äussern zu können. Grundsätzlich wird der Entwurf befürwortet und die meisten der vorgesehenen Anpassungen begrüsst, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist der Kanton Zürich der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden sollte. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch aufgehoben werden, das von Tieren stammt, denen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Schliesslich ist es bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Der Kanton Zürich beantragt, dass eCert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Gründe sind der erhöhte Aufwand gemäss dem Ist-Zustand und die erhöhte Fehleranfälligkeit. Zudem soll im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend eCert erfüllt werden müssen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen fünf Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Produkte aus pflanzlichen Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Abs. 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. Faktisch könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen gemäss Bst. a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere betreffend Zucht von Wild, Amphibien, Weichtieren und Insekten.	Der Text der Bst. a und b ist so zu präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Abs. 3 Bst. f ist aufzuheben.
Art. 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende können aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.

Art. 17 Abs. 3	Eine unverzügliche Mitteilung einer Adressänderung anzustreben, erscheint unrealistisch und ist in den meisten Fällen auch nicht notwendig.	Ersetzen «unverzüglich» durch «innerhalb einer Woche».
Art. 18 Abs. 4 Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	Ersetzen durch «bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung».
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergeht</u> .
Art. 49 Abs. 1 Bst. d Abs. 1' neu	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, dass das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen ist. Je nach Export erfolgt gegebenenfalls keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, dass das Zeugnisoriginal der Sendung beigelegt ist. Der Kanton Zürich bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und	... sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, der sie der Exportsendung beigelegt. Abs. 1' neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von eCert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Es teilt

	sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellstmöglich eingeführt werden.	den zuständigen kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art. 61 Abs. 1 Bst b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst. c überflüssig, da Tiere gemäss Bst. b Ziff. 1 sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	«Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden»
Art. 64 Abs. 1 und 3	Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei Tierschutzmängeln. Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen.	Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch «weitergehende Untersuchung» und «Laborbefund» mit «Untersuchungsbefund» Abs. 3: «Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen- und <i>tierschutzrechtlichen</i> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat ...»
Art. 61–67	«drei Tage» ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben.	Ersetzen durch «72 Stunden».
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, an dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abgewartet wird. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Ersetzen durch «..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte, und wartet deren Entscheidung ab.»
Art. 91–93	Im Allgemeinen haben die von Tierärztinnen und Tierärzten oder Assistentinnen und Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüssen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.

	GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	
Art. 92 Abs. 2 Bst. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Art. 91, in dem es um Wassertiere geht, soll in Abs. 2 der Begriff «Aquakultur» hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistentinnen und -Assistenten durchgeführt werden können.	Ersetzen durch «Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen».
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen. Ausserdem ist ein neuer Abs. 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Exportzeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von eCert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	In Bst. e «Aufbewahrung und Entsorgung» weglassen. (Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt enthält eCert auch zu Ausfuhrsendungen die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des zuständigen Amtstierarztes.
Art. 102q	Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in eCert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden. Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	(neu) Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs richten diese an das BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.
Art.103 Abs. 1 Bst.c	Anpassen an Art. 64	... die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Abs. 3 sowie für den Versand ...
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 (neu)	... unabhängig ...

	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden insgesamt begrüsst. Der Kanton Zürich unterstützt insbesondere, dass neu das EDI zusätzliche Garantien für alle Tierarten und -produkte zu Krankheiten verlangen kann, wenn die Schweiz den Status «frei von der Tierseuche» erlangt hat. Er begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Der Kanton Zürich bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der vorliegenden Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten im Tierhandel zu stärken, sei es der Verkäuferin und des Verkäufers, der Zwischenhändlerin und des Zwischenhändlers oder der Käuferin und des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen der Verkäuferin oder dem Verkäufer, der Transporteurin oder dem Transporteur (oder Vermittlerin bzw. Vermittler) und der Käuferin oder dem Käufer verwässert. Oft können mit der heute gültigen Rechtsgrundlage die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden, weshalb Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt werden. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben die Verkäuferin und der Verkäufer sowie die Zwischenhändlerin und der Zwischenhändler häufig unklar. Die Käuferinnen und Käufer werden als Opfer betrachtet, obwohl sie die Endbegünstigten der eingeführten Sendung sind. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde zur verbesserten und systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen. Die beantragte Änderung würde langfristig dazu beitragen, den illegalen Hundehandel zu bremsen. Der Kanton Zürich stellt somit den Antrag, in die laufende Revision aufzunehmen, dass die Verantwortung der Beteiligten – nicht nur der Importeurin oder des Importeurs – eindeutig gesetzlich festgeschrieben werden muss.

Zudem sollten Ergänzungen betreffend Datenschutz und Archivierungen gemacht werden, damit die Anforderungen der Kantone abgedeckt werden können.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 Bst. a	Island fehlt fälschlicherweise.	Island hinzufügen.
Art. 8 Abs. 1 und 2	Redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 6 Abs. 4	Der Absatz wurde in der französischen Version falsch nummeriert.	2. «2» durch «4» ersetzen.
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS In der französischen Fassung lässt die Formulierung «consigner tout acte de cession» vermuten, dass es sich um die Protokollierung eines Dokuments handelt.	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse. Ersetzen durch «consigner toute cession».
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig.	Ersetzen durch «Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen ...»
Art. 31 Abs. 1	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Datenschutz- und Archivbestimmungen fehlen gänzlich. Wie für Informationssysteme EDAV und eCert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme im Veterinärbereich macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar.
Art. 42a	Die Verweisungen auf die Anwendbarkeit der gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und eCert müssen an die Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden.	Anpassung der Verweisungen gemäss Kommentar.

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. Der Kanton Zürich unterstützt dieses Ziel grundsätzlich.

In einigen Fällen stellen die vorgeschlagenen Anpassungen jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar, was abgelehnt wird. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halterin oder Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz hat und nur ein enger Bezug zur Schweiz besteht, eine aus seuchenrechtlicher Sicht nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, hätte die vorgeschlagene Lockerung eine komplexere Prüfarbeit der behandelnden Tierärztin oder des behandelnden Tierarztes zur Folge, die oder der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutiger Dokumente entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zu mehr Rechtsunsicherheit, mit der die kantonalen Veterinärdienste und insbesondere das Veterinäramt des Kantons Zürich konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Kanton Zürich lehnt daher den neuen Art. 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, 6a und 7	<p>In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen aufgehoben wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht.</p> <p>Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümerinnen und Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.</p>	In Sinne des Kommentars prüfen.
Art. 12 Abs. 3 Bst. a und Art. 13 Abs. 4 Bst. a	<p>Der Kanton Zürich ersucht um Prüfung der Aufhebung des Erfordernisses der Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da die Halterin oder der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da sie oder er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung aufzuheben.</p>	Prüfung auf Aufhebung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a.
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	<p>Diese Erleichterung für Halterinnen und Halter und das BLV enthält ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut, da beim Grenzübertritt angenommen würde, es handle sich um ein in der Schweiz geimpftes usw. Tier. Es würde zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Die Bestimmung ist deshalb wegzulassen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier aus Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde (wichtig für die Einfuhrbedingungen). Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.</p>	Abs. 3 ^{bis} weglassen.
29 Abs. 1	<p>Der Kanton Zürich ersucht folgende Ergänzung in die laufende Revision in Art. 29 EDAV-Ht aufzunehmen, da diese für den effektiven, effizienten und</p>	..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft ...

	reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es ist immer die kantonale Behörde zuständig, auf deren Territorium der Verstoss festgestellt wurde.	
Art. 34	<p>Die Aufteilung in zwei Artikel ergibt gesetzestechnisch Sinn. Als eine der hauptsächlich betroffenen zuständigen Kantone lehnt der Kanton Zürich es aus folgenden Gründen ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eineindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken insbesondere betreffend Tollwut führt. - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halterinnen und Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen und Tierärzten den Entscheid über Zulässigkeit und Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares und eineindeutiges Kriterium: Beleg über den Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den Kanton über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung von fachtechnisch versierten Personen ausgeführt werden muss und inhaltlich nicht einfach sein wird. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was den Kanton Zürich zusätzlich belastet, und zwar Mängelfälle bei Tierhaltenden (mit unrechtmässigem Heimtierpass) und der Tierärzteschaft (wegen unrechtmässig ausgestellten Heimtierpasses). Neben zusätzlichem Aufwand sind die inhaltlichen Risiken wegen Tollwut erhöht. <p>Dem erheblichen Mehraufwand, den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung von Halterinnen und Haltern von Hunden gegenüber, wodurch die Unverhältnismässigkeit der Änderung belegt ist.</p>	<p>Beibehaltung des geltenden Wortlauts von Art. 34.</p> <p>Weglassen der Abs. 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34.</p>
Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3	Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.	<p>... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips ...</p> <p>Teilsatz in Abs. 3 weglassen.</p>

	<p>Der Teilsatz in Abs. 3 ist wegzulassen, da keine Heimtierpässe zu Halterinnen und Haltern ausgestellt werden dürfen, die keinen Wohnsitz in der Schweiz haben.</p>	
--	---	--

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Kanton Zürich begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweisungen.	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweisungen.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Der Kanton Zürich begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweisungen.	

Bundesamt für
Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern



20. November 2023

Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten 2023

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 21. August 2023 geben Sie uns die Gelegenheit, zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten Stellung zu nehmen.

Der Kanton Solothurn begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64 der EDAV-DS). Jedoch ist es bedauerlich, dass Export-Bescheinigungen im neuen e-Cert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können.

Die übrigen Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst, insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Hingegen lehnt der Kanton Solothurn aufgrund Vollzugsproblemen den Vorschlag ab, einen Schweizer Heimtierpass für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz haben. Dies stellt eine nicht vertretbare Lockerung der bestehenden Verordnung dar.

Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme und Berücksichtigung unserer Anliegen.

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES


Brigit Wyss
Frau Landammann


Andreas Eng
Staatsschreiber

Beilage: Ausgefülltes Formular mit detaillierter Stellungnahme



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Veterinärdienst Solothurn
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : Amt für Landwirtschaft
Adresse, Ort : Hauptgasse 72, 4509 Solothurn
Kontaktperson : Dr med. vet. Chantal Ritter
Telefon : 032 627 25 25
E-Mail : chantal.ritter@vd.so.ch
Datum : 19.9.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Kanton Solothurn dankt für die Möglichkeit, sich zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten äussern zu können. Grundsätzlich befürwortet der Kanton Solothurn den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64 der EDAV-DS).

Es ist bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Der Kanton Solothurn beantragt, dass E-Cert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Gründe sind der erhöhte Aufwand gemäss dem Ist-Zustand und die erhöhte Fehleranfälligkeit. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen 5 Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist. Auch soll die Schreibweise von e-Cert definiert werden. Auf der BLV-Homepage wird e-Cert mit kleinem «e» geschrieben, in der EDAV-DS hingegen gross (E-Cert).



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)		
Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 18 Abs. 4 Bst. b und 5	Der Unterschied zwischen kontrollpflichtigen Paketsendungen und Tierprodukten, die in Paketen transportiert werden ist nicht klar	
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen und dass damit <u>bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.</u>
Art. 49 Abs. 1	«Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung eine vom BLV freigegebene Vorlage...» → obsolet, da gemäss Art. 50 in eCert nur vom BLV-validierte Vorlagen aufgeschaltet sein sollten	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 49 Abs. 1 Bst. c	«... im Informationssystem.» Bitte das Informationssystem präzisieren.	
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt
Abs 1' neu	Der Kanton Solothurn bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden.	Abs 1' neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen Kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art. 49 Abs. 3	«.. so muss der Exporteur diese im Informationssystem E-Cert nach...» → Sonderfall Gesundheitsbescheinigung Schweinefleisch nach CN: HC in eCert aufgeschaltet, aber Verhandlung/Abklärung ob das neue Layout akzeptiert würde, ist unseres Wissens noch ausstehend, dh Artikel in diesem Fall aktuell nicht vollziehbar!	
Art. 52 Abs. 1 Bst. a Fussnote	Die Angabe im EDAV-DS stimmt nicht mit der Angabe in der EDAV-DS-EDI überein. zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/488, ABI. L 100 vom 28.3.2022, S. 6.	EDAV-DS-EDI bei Nr. 26 zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/384, ABI. L 78 vom 8.3.2022, S. 1.
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an den kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Ersetzen durch " ..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab".
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland	In Buchstabe e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen.

	<p>durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.</p> <p>Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.</p>	<p>(Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarztes.</p>
Art. 102q	<p>Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden.</p> <p>Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.</p>	<p>(neu) Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.</p>



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Der Kanton Solothurn begrüsst insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Der Kanton Solothurn bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Der Kanton Solothurn ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz- und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)		
Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 8 Abs. 1 und 2	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 6, Abs. 4	Der Absatz wurde in der französischen Version falsch nummeriert.	2. "2" durch "4" ersetzen
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS In der französischen Fassung lässt die Formulierung "consigner tout acte de cession" vermuten, dass es sich um die Protokollierung eines Dokuments handelt.	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse. Ersetzen durch "consigner toute cession".
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig	Ersetzen durch "Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen"
31 Abs. 1	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die	Ergänzung gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der Gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Kanton Solothurn lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht. Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	In Sinne des Kommentars prüfen
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Der Kanton Solothurn ersucht um Prüfung der Streichung des Erfordernisses Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für Halterinnen, Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29 Abs. 1	Der Kanton Solothurn ersucht um folgende Ergänzung in Art. 29 EDAV-Ht, da diese für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es ist immer die kantonale Behörde zuständig, wo der Verstoss festgestellt wurde.	..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft
Neu: Art. 29 Abs. 4	Da die Unterbringung der Tiere in einer Quarantäne mit hohen Kosten verbunden und notwendig ist, ist eine Kautions zu ermöglichen. Die Quarantänedauer kann bis 120 Tage betragen, weshalb zur Durchführung	Neu: Art. 29 Abs. 4: "Im Falle einer Beschlagnahme kann die Behörde bei den Tierhaltenden eine Kautions zur Sicherung von

	eine Kostendeckung gesichert sein muss. Damit kann verhindert werden, dass bei zahlungsunfähigen Tierhaltenden der Kanton diese hohen Kosten übernehmen muss.	Forderungen aus der Unterbringung und Pflege des Tieres verlangen. Wird die Kautions nicht erbracht, kann die Behörde die sofortige Euthanasie anordnen."
Art. 34	<p>Die Aufteilung in 2 Artikel macht gesetzestechnisch Sinn. Als hauptsächlich betroffene zuständige Behörde (kant. Veterinärdienste) lehnen wir es wie folgt begründet ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen / Tierärzten den Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was den Kant Veterinärdienst zusätzlich belastet und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestellttem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand, den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung von Halterinnen und Haltern gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	<p>Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Artikel 34</p> <p>Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34</p>
Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Haltern ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind.</p>	<p>.... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....</p> <p>Teilsatz in Absatz 3 streichen</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Kanton Solothurn begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche

8

Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 52 Abs. 1 Bst. a Fussnote	Die Angabe im EDAV-DS stimmt nicht mit der Angabe in der EDAV-DS-EDI überein. zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/488, ABl. L 100 vom 28.3.2022, S. 6.	EDAV-DS-EDI bei Nr. 26 zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2022/384, ABl. L 78 vom 8.3.2022, S. 1.
Ziff. 1 Fussnote Anhang 3 (Art.3)	Die Fussnote in der aktuellen EDAV-DS-EDI bei Ziff. 1 ist «12», also weder «1» noch «2».	Zahl entsprechend korrigieren

9

Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

--

10

Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Procédure de consultation au sujet de la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

(du 21.8. au 21.11. 2023)

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : État de Vaud

Sigle entreprise / organisation / service : VD

Adresse, lieu : Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud, Place du Château 4, 1014 Lausanne

Interlocuteur : Giovanni Peduto, vétérinaire cantonal et directeur de la Direction des affaires vétérinaires (DAVI)

Téléphone : 021 316 39 11

Courriel : giovanni.peduto@vd.ch

Date : 17.10.2023

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.
3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 21 novembre 2023 à l'adresse suivante :
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

1 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

La majorité des adaptations proposées sont saluées, notamment le renforcement des contrôles liés à une suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire (art. 64), la possibilité offerte à l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public à des risques sanitaires dans les aéroports (ajout de l'al. 4 à l'art. 295a de l'ordonnance sur les épizooties) et l'interdiction d'importation d'animaux de rente ayant été traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux). En lien avec ce dernier point et par souci de protection du consommateur, il est considéré que l'aspect de l'importation de la viande dite aux hormones doit également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des facteurs de croissance, par souci de protection du consommateur, les conditions dérogatoires concernant l'importation de viande de bœuf en provenance d'États qui permettent l'utilisation de substances à action hormonales, devrait également être interdite.

Le projet intègre des dispositions relatives au nouveau système d'information (SI) eCert permettant de traiter électroniquement les demandes de certificats sanitaires pour l'exportation d'animaux et de produits animaux. Il est toutefois regrettable que ce nouveau système ne soit pas complètement dématérialisé et que les coûts d'émission « prennent l'ascenseur » avec une facturation à double, cantonale et fédérale. Par ailleurs, les art.102j à 102p et 102r, soulèvent les questions suivantes : quels sont les rôles de l'OSAV et des autorités cantonales d'exécution s'agissant du SI eCert ? En l'espèce, qui détermine le contenu et la finalité du SI eCert ? L'OSAV et les cantons sont-ils co-responsables de traitement ? Comme dans de nombreux projets ayant trait à la centralisation de données par la Confédération, il serait judicieux de le préciser, à tout le moins dans le commentaire de l'ordonnance.



2 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 5a	Le renforcement de la sécurité alimentaire par l'introduction de cette disposition est salué. En revanche, il est difficile de comprendre, dans une optique de protection du consommateur, comment on peut maintenir la possibilité d'importer des denrées alimentaires issues d'animaux ayant été traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance, si celles-ci contiennent des produits d'origine végétale. Cette dérogation réduit drastiquement la portée de l'al. 2. Dans les faits, toutes les préparations carnées contenant des épices pourraient continuer à être importées. Les exceptions des let. a et b sont aussi de nature à réduire la portée de la disposition, notamment si le gibier, les amphibiens, les mollusques et les insectes proviennent d'élevages.	Préciser aux let. a et b qu'il s'agit d'animaux d'élevage. Supprimer l'al. 3 let. f.
Art. 13 al. 2	Une information aux voyageurs serait également bienvenue dans les principales gares ferroviaires et aux postes de douanes routières. En effet, des voyageurs pourraient arriver en Suisse en provenance de pays tiers en train, en voiture ou en bus.	Ajouter les gares ferroviaires principales et les douanes routières.
Art. 17 al. 3	Il semble irréaliste d'aspirer à une communication immédiate d'un changement d'adresse et cela n'est pas nécessaire dans la majorité des cas.	Remplacer « immédiatement » par « dans la semaine ».
Art. 18 al. 4 let. b	La notification préalable permet d'anticiper un éventuel problème. Il est donc bienvenu de prolonger le délai entre la notification et l'arrivée du lot. Cela étant,	Remplacer par « pour les produits animaux : avant le chargement du lot »

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

	dans bien des cas, une notification 4 heures avant l'atterrissage n'apporte pas plus de marge de manœuvre aux autorités d'exécution que si la notification est effectuée lors de l'atterrissage. Une réaction préventive des autorités n'est possible que si la notification est effectuée avant le chargement du lot dans le pays de provenance.	
Art. 19a	Cet article pertinent devrait aussi avoir son pendant dans l'OFE. En effet, des mouvements de bourdons en Suisse peuvent également provenir d'échanges qui ne sont pas directement en lien avec l'importation.	Prévoir le pendant de cette disposition dans l'OFE
Art. 49 al. 1	Il est regrettable qu'un système électronique comme eCert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger. Le gain technique et sécuritaire paraît dès lors dérisoire et ne va pas dans le sens d'une simplification pour les autorités. Il faut donc introduire la possibilité de validation électronique, ce qui permettrait également d'éviter une rupture de support.	Remplacer la lettre b par « elle signe électroniquement le certificat » et supprimer la lettre c.
Art. 61 à 67	« Trois jours » est peu précis et tous les autres délais ont été indiqués en heures.	Remplacer par « trois jours » par « 72 heures »
Art. 83 al. 2	Le moment où l'OFDF informe l'autorité cantonale est le facteur qui détermine l'efficacité de l'éventuelle mesure à prendre. En cas d'infraction à la législation sur les épizooties, la mesure doit être prise sans qu'un éventuel agent pathogène soit disséminé. Ainsi, il est essentiel que l'annonce de l'OFDF intervienne avant la libération du lot de la part de celui-ci. Cela permet à l'autorité cantonale de garder le contrôle sur le lot.	Remplacer par « ..., avant de libérer le lot, il en informe l'autorité compétente du canton sur le territoire duquel le contrôle a été effectué ».
Art. 91 à 93	De manière générale, les tâches effectuées à la frontière par les vétérinaires ou les assistants revêtent un caractère officiel. Il serait donc opportun de maintenir les termes définis dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public (RS 916.402), à savoir « vétérinaire officiel » et « assistant officiel » au lieu de vétérinaire de frontière et assistant SVF. Il en va de même pour la formation. S'il est compréhensible que le perfectionnement suive une voie indépendante de celle fixée dans l'ordonnance précitée, la formation de base devrait quant à elle s'inscrire dans le concept de formation officiel du service vétérinaire public	Utiliser la même terminologie que celle utilisée dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public (RS 916.402) et opérer les renvois idoines à cette législation lorsqu'il est question de formation de base.
Art. 92 al. 2 let. a	Pour plus de cohérence avec l'art. 91 qui traite d'animaux aquatiques, il convient d'ajouter à l'al. 2, la notion d'aquaculture. À défaut, les poissons d'élevage ne seraient pas forcément couverts par la disposition alors que ce contrôle pourrait malgré tout être assuré par des assistants SVF.	Remplacer par « lots de produits de la pêche et l'aquaculture ».
Art. 102k	L'article prévoit de renseigner le système sur le type de conservation et d'élimination. Ces opérations sont généralement réalisées à l'étranger et	À la let. e, supprimer « le type de conservation et d'élimination ».

	l'autorité d'exécution ne dispose pas de tous les éléments pour renseigner correctement cette rubrique.	
Art. 102n	Cet article prévoit que les droits des personnes concernées en matière de protection des données sont dépendants du destinataire de la demande. Ainsi, si la personne concernée s'adresse à l'OSAV, ce sera la loi du 25 septembre 2020 sur la protection des données (et non celle du 12 juin 1992 comme inscrit dans le projet) qui s'appliquera alors que si cette personne adresse la même demande au Canton de Vaud, ce sera la loi vaudoise sur la protection des données personnelles (LPrD) qui s'appliquera. Le système proposé pourrait être compris si l'OSAV et les cantons ne disposent pas du même set de données personnelles. Il le serait beaucoup moins si les données personnelles concernées sont les mêmes. En effet, soumettre les mêmes données personnelles à deux législations différentes (dont les droits et les obligations diffèrent parfois) en fonction de l'entité publique destinataire de la demande suscite le questionnement. Par ailleurs, la formulation « droit de collecte de données » n'est pas claire. Elle ne correspond à aucun des droits prévus par les art. 25 ss LPrD.	



3 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Le fait que le DFI puisse exiger des garanties additionnelles pour toutes les espèces et produits si la Suisse a obtenu le statut indemne est salué au même titre que le renforcement de la traçabilité en matière d'importation de bourdons.

Il est en néanmoins regretté que l'occasion de la présente révision n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les intervenants, que ce soit le vendeur, l'intermédiaire ou l'acheteur afin de lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En effet, le droit en vigueur met la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les infractions sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal notamment d'animaux de compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent fréquemment mal identifiés. L'acheteur est, quant à lui, considéré comme une victime, bien qu'il soit le bénéficiaire final du lot importé. Une responsabilisation sans équivoque de tous les intervenants permettrait certainement de sanctionner de manière plus systématique les infractions commises dans le processus d'importation. Cette responsabilité plus claire rendrait, à n'en pas douter, le commerce issu d'importations illégales moins attractif et à terme contribuerait à freiner ce phénomène. La responsabilité des intervenants, non seulement de l'importateur, mais également de l'acheteur devrait dès lors être renforcée.



4 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 1 al. 1 let. a	L'Islande a disparu.	Rajouter l'Islande.
Art. 6 al. 4	L'alinéa a été mal numéroté dans la version française.	Remplacer le 2 ^e « 2 » par « 4 »
Art. 19a	Dans la version française, la formulation « consigner tout acte de cession » laisse penser qu'il s'agit de consigner un document.	Remplacer par « consigner toute cession ».
Art. 20	L'art. 20 concerne également les établissements ayant importé des bourdons. La formulation choisie, du moins dans la version française, est ambiguë	Remplacer par « Les établissements de destination » visés aux art. 19 et 19a.

5 Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

La présente révision vise essentiellement à adapter la législation suisse au droit européen ensuite du retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Cela étant, cette adaptation constitue dans certains cas un assouplissement des règles d'importation, notamment lorsqu'il s'agit de délivrer un passeport suisse à des animaux appartenant à des non-résidents. Si l'objectif de la modification est de faciliter les démarches administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, cela se traduira très vite par une complexification du travail du vétérinaire traitant qui devra, sur la base de demandes très diverses, statuer sur la possibilité de la délivrance d'un passeport, sans parler des problèmes d'exécution auxquels seront confrontés les vétérinaires cantonaux qui devront rendre des décisions sujettes à recours contre le refus de délivrance d'un passeport pour un animal qui aurait été importé illégalement. La proposition de modification de l'art. 34 est dès lors rejetée.

6 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 14 al. 3bis	La phrase de l'ordonnance ne fait aucune mention de « réimportation » contrairement au texte explicatif. Il en découle un manque de clarté.	Reformuler l'al. 3bis.
Art. 34	<p>L'article ne fixe pas de critères stricts. L'al. 2 let. a laisse une marge d'appréciation extrêmement importante pour déterminer si le requérant remplit les critères de délivrance d'un passeport. Qu'entend-on par « plusieurs fois par an » (let. a) ? Est-ce que la somme des séjours doit être équivalente à 4 mois (période annoncée à la let. b) ? Si tel n'est pas le cas, un touriste qui passerait plusieurs week-ends par année en Suisse serait éligible à l'obtention de ce document.</p> <p>Si la démarche vise une simplification administrative pour les détenteurs, celle-ci complexifie notablement l'exécution, avec le risque de multiplier les demandes de délivrance de passeports suisses avec les dérives qui pourraient y être associées.</p> <p>En vertu de l'art. 34a, la compétence de délivrance d'un passeport est principalement donnée aux vétérinaires traitants. La tâche nécessitant de nombreuses vérifications de plausibilité en lien avec la durée des séjours ou les garanties sanitaires, il semble peu vraisemblable de penser que celle-ci puisse être assumée par un vétérinaire dans sa pratique de cabinet. Par ailleurs, il y a lieu de se poser la question de savoir comment gérer le cas de l'animal de compagnie qui dispose de deux passeports que son propriétaire peut faire valoir à sa convenance.</p>	Maintenir la teneur actuelle de l'art. 34.

Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

L'extension aux camélidés et aux cervidés des garanties relatives à la rhinotrachéite bovine infectieuse (IBR) est saluée.

7

Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)

8 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

L'extension aux camélidés et aux cervidés des garanties relatives à la rhinotrachéite bovine infectieuse (IBR) est saluée.

9 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)

Procédure de consultation au sujet de la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux

(du 21.8. au 21.11. 2023)

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : République et Canton du Jura / Département de l'économie et de la santé / Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Sigle entreprise / organisation / service : RCJU / DES / SCAV

Adresse, lieu : Hôtel du Gouvernement, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont

Interlocuteur : Jacques Gerber

Téléphone : +41 32 420 52 80

Courriel : secr.vet@jura.ch

Date : 14 novembre 2023

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.
3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 21 novembre 2023 à l'adresse suivante : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
Tél. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.osav.admin.ch

1 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Le Gouvernement jurassien remercie le Département fédéral de l'intérieur de lui avoir donné la possibilité de s'exprimer sur la révision des ordonnances relatives à l'importation, au transit et à l'exportation d'animaux et de produits animaux. Sur le fond, le Gouvernement jurassien est favorable au projet et salue la plupart des adaptations prévues, notamment le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire (article 64), la possibilité pour l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports (ajout à l'article 295a, alinéa 4 de l'ordonnance sur les épizooties) et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des améliorateurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, le Gouvernement jurassien estime que l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones doit également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des facteurs de croissance, les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux traités avec des perturbateurs endocriniens doivent être supprimées pour des raisons de protection des consommateurs.

Il est regrettable que les certificats ne puissent pas être établis de manière entièrement électronique dans le nouveau système eCert. Le Gouvernement jurassien demande que le développement technique d'eCert soit poursuivi le plus rapidement possible de manière à ce que l'établissement des certificats d'exportation pour les pays tiers puisse être effectué entièrement de manière électronique. Un système qui n'est que partiellement numérisé est sujet à des erreurs et entraîne une augmentation des frais d'exécution. En outre, il faut ajouter au projet que les exigences des cantons en matière d'archivage doivent également être satisfaites en ce qui concerne eCert.

En raison de la modification de la désignation de l'OFDF, il convient de vérifier dans les 5 projets de modification si le terme "douane" utilisé à différents endroits est encore correct.

2 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 5a	Le renforcement de la sécurité alimentaire par l'introduction de cette disposition est accueilli favorablement. Toutefois, du point de vue de la protection des consommateurs, il est difficile de comprendre pourquoi l'importation de denrées alimentaires animales provenant d'animaux traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance est maintenue lorsque ces denrées contiennent des produits à base de composants végétaux. Cette dérogation limite drastiquement la portée de la disposition prévue au paragraphe 2. De facto, toutes les préparations de viande contenant des épices pourraient continuer à être importées. Les exceptions a et b réduisent également la portée de la disposition, notamment lorsque du gibier, des amphibiens, des mollusques et des insectes sont élevés.	Préciser aux points a) et b) qu'il s'agit d'animaux d'élevage. Supprimer le paragraphe 3, point f)
Art 13, al. 2	Une information pour les voyageurs est également bienvenue dans les principales gares et aux postes frontières. En effet, les voyageurs pourraient également venir en Suisse en train ou en voiture/bus en provenance de pays tiers.	Cette disposition devrait également s'appliquer aux gares principales et aux bureaux de douane.
Art. 18, Al. 4, Let. b	La notification préalable permet de faire face à un éventuel problème à l'avance. C'est pourquoi le délai entre l'annonce préalable et l'arrivée de l'envoi doit être prolongé. Cependant, dans de nombreux cas, une notification	Remplacer par "pour les produits animaux : avant le chargement du lot".

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
 des affaires vétérinaires OSAV
 Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
 Tél. +41 58 463 30 33
 info@blv.admin.ch
 www.osav.admin.ch

	<p>préalable quatre heures avant l'atterrissage n'apporte pas plus de marge de manœuvre aux autorités d'exécution qu'une notification à l'atterrissage. Une réaction préventive des autorités n'est possible que si la déclaration préalable est effectuée avant le chargement de l'envoi dans le pays d'origine.</p> <p>La différence entre les envois de colis soumis à contrôle et les produits animaux transportés dans des colis n'est pas claire.</p>	
Art. 19a	<p>La nouvelle obligation d'enregistrement est correcte et constitue la condition préalable pour pouvoir garantir le suivi en cas d'apparition d'un foyer de coléoptères butineurs.</p> <p>Etant donné que de tels envois peuvent être redistribués une deuxième fois et que des bourdons peuvent être transmis, voire qu'une production de bourdons pourrait être établie en Suisse, l'obligation équivalente doit être inscrite dans l'ordonnance sur les épizooties sous les modifications d'autres actes législatifs.</p>	Intégrer une disposition équivalente dans l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs.
Art. 24, Al. 4	Bien que la protection des animaux ne soit pas mentionnée dans la version actuelle, l'OSAV ne peut pas accorder de dérogation à la procédure si cela implique des restrictions du bien-être des animaux vivants.	... à condition qu'il soit possible de garantir que le risque d'introduction d'épizooties n'en est pas accru <u>et qu'elles n'entraînent aucune restriction du bien-être des animaux vivants.</u>
Art. 49, Al. 1	La formulation du paragraphe 1 n'est pas forcément appropriée. Elle suggère qu'il existe deux types de certificats.	Retravailler la formulation
Art. 49, Al. 1, Let. d	<p>L'autorité cantonale ne peut pas être tenue responsable de joindre l'original du certificat à l'envoi d'exportation. Selon le type d'exportation, il se peut qu'il n'y ait pas de contrôle de la marchandise sur place et que le certificat soit envoyé à l'exportateur par la poste. Il est donc de la responsabilité de l'exportateur de joindre l'original du certificat à l'envoi.</p> <p>Le Gouvernement jurassien regrette qu'un système électronique comme eCert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger les certificats. Le gain technique et sécuritaire semble donc très faible et ne constitue pas une simplification pour les autorités et les autres acteurs. La possibilité de validation électronique doit être introduite le plus rapidement possible.</p>	<p>Elle remet l'original du certificat sanitaire signé à l'exportateur, qui le joint à l'envoi d'exportation.</p> <p>Alinéa 1' nouveau : L'OFAG veille au développement du système eCert afin de pouvoir procéder dès que possible à l'établissement des certificats de manière entièrement électronique. Il communique aux autorités cantonales compétentes la date du passage à l'électronique.</p>
Art. 61, Al. 1, Let. b et c	En ce qui concerne les animaux, la let. C'est superflue, car les animaux sont de toute façon déjà contrôlés dès qu'ils quittent l'avion, conformément à la let. b, ch. 1.	"Animaux et produits animaux transportés par voie terrestre depuis l'aéroport".

Art. 61, Al. 2, Let. a	Bien que le rapport parle d'un assouplissement des règles, la formulation "plus de trois jours" n'est pas correcte au regard de l'objectif de l'article 61, qui introduit des contrôles.	Remplacer "plus de trois jours" par "pas plus de trois jours".
Art. 64, Al. 1 et 3	Les examens de laboratoire ne sont pas pertinents en cas de lacunes en matière de santé animale. Compléter l'al. 3 par la protection des animaux	Remplacer examen de laboratoire et résultat de laboratoire par "examen plus approfondi" et résultat de laboratoire avec "résultat d'examen". Alinéa 3 : "En cas de risque généralement élevé en ce qui concerne le respect des normes de police sanitaire, de protection des animaux ou d'hygiène alimentaire dans un pays d'origine,".
Art 61 à 67	"trois jours" est imprécis et tous les autres délais ont été exprimés en heures.	Remplacer par "72 heures".
Art. 91 à 93	En général, les tâches effectuées par les vétérinaires ou les assistants à la frontière ont un caractère officiel. Il serait donc souhaitable de conserver les termes définis dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public, à savoir vétérinaire officiel et assistant officiel spécialisé au lieu de vétérinaire frontalier et assistant SVF. Il en va de même pour la formation. Les contenus de la formation postgraduée sont définis de manière large dans le cadre de l'ordonnance sur la formation et peuvent ainsi présenter des contenus ciblés. La formation de base doit toutefois être intégrée dans le concept de formation officiel du Service vétérinaire public.	Utiliser la terminologie de l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public (RS 916.402). Se référer à cette législation lorsqu'il s'agit de formation initiale.
Art. 100, Al. 2. Let. a	Cela signifierait que les cantons devraient désormais prendre en charge les formations pour les entreprises de destination, les importateurs et les transitaires.	² Il organise en outre les formations des personnes visées à l'art. 17. Aucun émoluments n'est perçu pour la participation à ces formations. ³ Les responsables TRACES des services cantonaux organisent les formations pour : a. les vétérinaires officiels et les inspecteurs cantonaux des denrées alimentaires qui utilisent TRACES dans le cadre de leur activité.
Art. 102 k	L'article prévoit que le système contienne le type de conservation et d'élimination. Ces opérations sont généralement effectuées à l'étranger et l'autorité d'exécution ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour remplir correctement cette rubrique.	Au point e), supprimer "conservation et élimination".

	En outre, il convient d'ajouter un nouvel alinéa 2 afin que, sans adaptation de l'ordonnance, l'ensemble des certificats d'exportation vers des pays tiers puisse être fait le plus rapidement possible au sein d'eCert et de manière numérique. Pour ce faire, il convient d'accorder à l'OSAV les compétences nécessaires.	Al. 2 nouveau : A partir de la date fixée par l'OSAV, E-Cert contient également la signature électronique du vétérinaire officiel compétent pour les envois à l'exportation.
Art. 102 q	Un nouvel alinéa doit être ajouté, car les droits d'archivage des cantons sont différents et non réglementés. Les cantons ont des données qu'ils ont eux-mêmes élaborées dans eCert et ont donc le droit de pouvoir les archiver selon leurs propres directives. Il convient de mettre l'accent sur l'adoption commune du plan d'archivage. Comme dans d'autres applications spécialisées gérées par la Confédération, les droits d'archivage des cantons doivent être fixés par la loi. Cette thématique doit également être traitée de manière générale au sein de la nouvelle commission permanente TIC du Service vétérinaire suisse.	(Nouveau) Les cantons qui ont des exigences en matière d'archivage des données relevant de leur compétence les adressent à l'OSAV. Un plan d'archivage répondant aux exigences légales de la Confédération et des cantons est adopté en commun.
Art.103. Al. 1, Let.c	S'aligner sur l'art. 64	Les frais d'examens complémentaires au sens de l'art. 64, al. 3, ainsi que les frais d'envoi
Ordonnance sur les épizooties	Rédactionnel Art. 295a, al. 4 nouveau	... indépendant
	Insertion d'un article en raison de la remise de bourdons, voir proposition relative à l'article 19a OITE-PT	



3 Remarques générales sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Les adaptations sont justifiées et largement saluées. Le Gouvernement jurassien salue notamment le fait que le DFI puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie. Elle se félicite également de l'amélioration de la traçabilité lors de l'importation de bourdons.

En revanche, le Gouvernement jurassien regrette que l'occasion de la révision actuelle n'ait pas été saisie pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs, que ce soit le vendeur, l'intermédiaire ou l'acheteur, afin de mieux lutter contre le commerce illégal d'animaux de compagnie. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent flous. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé. Une responsabilisation claire de toutes les parties concernées permettrait certainement de sanctionner plus systématiquement les infractions dans le processus d'importation. La clarification de la responsabilité univoque rendrait sans aucun doute le commerce résultant d'importations illégales moins attractif et contribuerait à long terme à freiner ce phénomène. Le Gouvernement jurassien estime donc qu'il faut renforcer la responsabilité des parties prenantes, non seulement de l'importateur mais aussi de l'acheteur, et propose de l'inclure dans la révision en cours.

En outre, il faut des compléments concernant la protection des données et l'archivage, comme indiqué ci-dessous.

4 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 1, Al. 1, Let. a	L'Islande a été oubliée par erreur.	Ajouter l'Islande
Art. 8, Al. 1 et 2	Rédactionnel	... certificat de santé...
Art. 6, Abs. 4	L'alinéa a été mal numéroté dans la version française.	Remplacer « 2 » par « 4 »
Art. 19a	Cf. proposition relative à l'art. 19a OITE-UE. Dans la version française, l'expression "consigner tout acte de cession" laisse supposer qu'il s'agit de la consignation d'un document.	Compléter l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs. Remplacer par "consigner toute cession".
Art. 20	L'art. 20 concerne également les exploitations qui ont importé des bourdons. La formulation choisie est ambiguë, du moins dans la version française	Remplacer par "Les organismes de destination mentionnés aux articles 19 et 19 bis".
Nouvel art. 21a	Extension des responsabilités en matière de respect des dispositions légales en vigueur tout au long du flux d'animaux et de marchandises à l'importation et en transit, dans le but d'empêcher autant que possible le commerce illégal d'animaux et de produits animaux (voir également les remarques générales).	Extension des responsabilités aux vendeurs, aux intermédiaires et aux acheteurs
Art. 31, Al. 1	Rédactionnel	... certificat de santé...
7. Section sur le système	Les dispositions relatives à la protection des données et aux archives font totalement défaut. Comme pour les systèmes d'information OITE et eCert,	Compléments selon commentaire

Office fédéral de la sécurité alimentaire et
 des affaires vétérinaires OSAV
 Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
 Tél. +41 58 463 30 33
 info@blv.admin.ch
 www.osav.admin.ch

d'information TRACES	de telles dispositions doivent être examinées et complétées. Pour plus d'explications, voir le commentaire de l'art. 102q OITE-UE. La diversité des systèmes d'information rend nécessaire d'analyser également de manière coordonnée les aspects de protection des données et d'archivage et de les réglementer de manière appropriée.	
Art. 42a	Les références à l'applicabilité des dispositions communes aux systèmes d'information OITE et eCert doivent être adaptées aux modifications selon le présent projet.	Adaptation des références selon le commentaire

5 Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

L'objectif principal de cette révision est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et n'a qu'un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, il s'agirait d'un travail d'examen plus complexe pour le vétérinaire traitant qui devrait décider, sur la base de demandes très différentes et de documents non univoques, si l'établissement d'un passeport peut être autorisé. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Le Gouvernement jurassien rejette donc le nouvel article 34.

6 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Art. 3, Art. 6a et 7	<p>Les explications ne justifient pas pourquoi le nombre maximal d'animaux de compagnie pouvant être importés de manière facilitée selon l'OITE-AC est supprimé pour toutes les espèces animales sauf les chiens, les chats et les furets, et pourquoi il ne l'est justement pas pour les chiens, les chats et les furets.</p> <p>Il convient donc d'examiner si la limitation du nombre maximal d'animaux ne pourrait pas être totalement supprimée, sans risque accru. Il faut bien sûr s'assurer qu'une personne mandatée ne puisse pas importer facilement des animaux de compagnie de différents propriétaires en même temps.</p>	Vérifier dans l'esprit du commentaire
Art. 12, Al. 3, Let. a et Art. 13, Al. 4, Let. a	<p>Le Gouvernement jurassien demande d'examiner la suppression de l'exigence de la déclaration du propriétaire : cette exigence n'apporte pas une plus grande sécurité, car le détenteur ne peut pas remplir cette déclaration sur la base d'informations sûres, puisqu'il n'a pas gardé le chiot tout le temps et ne l'a pas contrôlé. Si cette exigence est compatible avec les obligations envers l'UE, elle doit être supprimée.</p>	Examen de la suppression de l'art. 12, al. 3, let. a, et de l'art. 13, al. 4, let. a
Art. 14, Al. 3 ^{bis}	<p>Cet allègement pour les détenteurs et l'OSAV implique un risque accru en raison de la rage. Elle entraînera en outre un surcroît de travail pour les autorités cantonales en raison de la multiplication et de la complexité des cas de non-conformité. Elle doit donc être supprimée. Seul le certificat vétérinaire indique la date à laquelle l'animal a été introduit dans les États visés à l'art. 6, al. 1, let. a. S'il n'y a plus de certificat vétérinaire, la traçabilité (présentation complète des faits) n'est plus possible.</p>	Supprimer l'al. 3 ^{bis} sans le remplacer
Nouveau Art. 29, Al. 4	<p>Étant donné que l'hébergement des animaux en quarantaine peut être lié à des coûts élevés tout en étant nécessaire, il convient de prévoir une caution. Lors de la mise en place d'une quarantaine, il s'agit d'obtenir une large couverture des coûts, de sorte que le canton ne doive pas prendre en charge les frais élevés en cas d'insolvabilité des détenteurs d'animaux.</p>	<p>Nouveau : Art. 29 al. 4 :</p> <p>"En cas de séquestre, l'autorité peut exiger des détenteurs d'animaux le versement d'une caution pour garantir les créances liées à l'hébergement et aux soins de l'animal. Si la caution n'est pas fournie, l'autorité peut ordonner l'euthanasie immédiate".</p>

<p>Art. 34</p>	<p>La division en 2 articles est logique du point de vue de la technique législative.</p> <p>Les autorités compétentes principalement concernées (services vétérinaires cantonaux) s'opposent toutefois à ce que des passeports pour animaux de compagnie puissent être délivrés à des personnes ne résidant pas en Suisse, et ce pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le passeport pour animaux de compagnie en tant que document univoque est considérablement affaibli, ce qui entraîne des risques supplémentaires. - Les critères déterminant quand un passeport pour animaux de compagnie peut être délivré à des détenteurs non domiciliés en Suisse sont souples et indéterminés. On ne peut pas demander aux vétérinaires autorisés à exercer de décider de la recevabilité / du refus d'une demande de passeport pour animaux de compagnie. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un critère compréhensible à tout moment : le domicile. - Dans certains cas, les vétérinaires demandent souvent au service vétérinaire cantonal de se prononcer sur la recevabilité. Cela entraînera un surcroît de travail important, car le contrôle des documents n'est pas simple. - Il y aura une augmentation considérable des cas de non-conformité, ce qui constituera une charge supplémentaire pour le Service vétérinaire cantonal, tant pour les détenteurs d'animaux (avec un passeport non conforme) que pour les vétérinaires (en raison d'un passeport pour animaux de compagnie délivré de manière non conforme) et donc des risques accrus. <p>La charge de travail supplémentaire considérable et les risques accrus sont compensés par un allègement minime pour les détenteurs, ce qui rend la modification globalement disproportionnée.</p>	<p>Maintenir le texte actuel de l'article 34.</p> <p>Supprimer les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 proposé.</p>
<p>Art. 34a, Al. 2, Let. a et Al. 3</p>	<p>Il faut ajouter ici que non seulement la date d'implantation doit être enregistrée, mais aussi la date de lecture pour un chien déjà pucé.</p> <p>La phrase partielle de l'alinéa 3 doit être supprimée, car aucun passeport pour animaux de compagnie ne peut être délivré à des détenteurs d'animaux qui ne sont pas domiciliés en Suisse.</p>	<p>.... moment de l'implantation ou de la lecture de la puce électronique....</p> <p>Supprimer la partie de la phrase du paragraphe 3</p>

7 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Le Gouvernement jurassien salue l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

8 Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE-PT-DFI)

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Annexe 1, No. 26	L'indication dans l'OITE-PT ne correspond pas à l'indication dans l'OITE-PT-DFI. modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2022/488, JO L 100 du 28.3.2022, p. 6.	OITE-PT-FDI au no 26 modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2022/384 du 8.3.2022, p. 1.
Chiffre 1, Note de bas de page, Annexe 3 (Art.3)	La note de bas de page dans l'actuel OITE-PT-DFI au chiffre 1 est "12", donc ni "1" ni "2".	Corriger le chiffre en conséquence

9 Remarques générales sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Le Gouvernement jurassien salue l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.

10 **Remarques sur les différentes dispositions sur l'ordonnance du DFI réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)**

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
----------------	---------------------------------	--



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Regierungsrat des Kantons Bern
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt :
Adresse, Ort : Postgasse 68, Postfach, 3000 Bern 8
Kontaktperson :
Telefon : 031 633 75 11
E-Mail : info.sta@be.ch
Datum : 18. Oktober 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich befürworten wir den Entwurf und begrüßen die meisten der vorgesehenen Anpassungen. Insbesondere begrüßen wir die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Verbot, Nutztiere oder Produkte dieser Tiere die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, einzuführen.

Bedauerlich ist, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Wir beantragen, dass E-Cert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Ein nur teilweise digitalisiertes System ist fehleranfällig und führt zu einem erhöhten Vollzugsaufwand. Weiter muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüßt. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr weiterhin zulässig ist, wenn diese Lebensmittel pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Wirksamkeit der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b schmälern ebenfalls die Wirksamkeit der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den Buchstaben a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f streichen
Art 13 Abs. 2	Reisende aus Drittländern kommen auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz. Entsprechend soll auch an den wichtigsten Bahnhöfen und an Strassengrenzstellen Reisende informiert werden können.	Die Bestimmung sollte auf Bahnhöfe und Strassenzollstellen ausgeweitet werden.
Art. 18, Abs. 4, Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich,	Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung".

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung im Herkunftsland erfolgt.	
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle eines Beutekäfer-Ausbruchs die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 3	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen</u> .
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	Wir bedauern, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse auszudrucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Dieser nicht vollständig digitalisierte Prozess stellt keine Vereinfachung für die Behörden und die anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden. so nimmt die zuständige Behörde im Informationssystem E-Cert <u>bis auf Weiteres</u> nach ... folgende Letzter Satz neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen Kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art 61 bis 67	"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben	Ersetzen durch "72 Stunden".
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Veterinärbehörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der Veterinärbehörde abgewartet wird. Dies ermöglicht es dem kantonalen Vollzug, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Ersetzen durch " ..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab".

Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärztinnen/Tierärzten oder Assistentinnen/Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Grundausbildung ist in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 92 Abs. 2 Bst. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Absatz 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.	Ersetzen durch "Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen".
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen. Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne erneute Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten vollständig digital abgewickelt werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	In Buchstabe e "Aufbewahrung und Entsorgung" streichen. (Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarztes.
Art. 102q	Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die von den Kantonen in E-Cert erarbeiteten Daten müssen gemäss kantonalen Vorgaben archiviert werden können. Wie in anderen vom Bund betriebenen Fachapplikationen sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	(neu) Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten in ihrem Zuständigkeitsbereich, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kantonen genügender Archivierungsplan verabschiedet.
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 neu	... unabhängig
	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Wir begrüssen insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Tierarten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den Status «Seuchenfrei» erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Wir bedauern hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um alle Beteiligten (Verkäufer, Zwischenhändler, Käufer) stärker in die Pflicht zu nehmen, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Das geltende Recht legt die Verantwortung für den Einfuhrprozess alleine auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Wir sind daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden muss und stellen den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig	Ersetzen durch "Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen"
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halterin oder Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz hat, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, führte dies auf der anderen Seite zu komplexeren Prüfarbeiten durch die praktizierenden Tierärztinnen und Tierärzte, die auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutiger Dokumente entscheiden müssten, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre oder nicht. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die kantonalen Veterinärämter konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Regierungsrat lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht. Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	In Sinne des Kommentars prüfen
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Wir ersuchen um Prüfung der Streichung des Erfordernisses «Besitzererklärung»: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für Halterinnen/Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29 Abs. 1	Wir ersuchen um folgende Ergänzung in Art. 29 EDAV-Ht, da diese für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es ist immer die kantonale Behörde zuständig, wo der Verstoss festgestellt wurde.	..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft
Art. 34	Die Aufteilung in 2 Artikel macht gesetzestechisch Sinn. Als hauptsächlich betroffene zuständige Behörde (kantonale Veterinärdienste) lehnen wir es wie folgt begründet ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen:	Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Artikel 34 Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34

	<ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eineindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen und Tierärzten der Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf einen Schweizer Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Es wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestelltem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand und den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung für ausländische Halterinnen und Halter gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	
<p>Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3</p>	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Haltern ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind.</p>	<p>.... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....</p> <p>Teilsatz in Absatz 3 streichen</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Regierungsrat, 9102 Herisau

Eidgenössisches Departement
des Inneren
Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 3. November 2023

Eidg. Vernehmlassung; Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Das eidgenössische Departement des Innern (EDI) hat am 21. August 2023 das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten eröffnet. Die Vernehmlassungsfrist dauert bis 21. November 2023.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

Er begrüsst im Grundsatz die Änderungen der Verordnungen über die Ein-, Durch und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten zur Anpassung an die neue Importkontrollgesetzgebung der EU. In einigen Änderungsvorschlägen, wie der Regelung der Verantwortlichkeiten in Bezug auf den illegalen Handel, den Datenschutzbestimmungen und dem Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, sieht der Regierungsrat aber dennoch Handlungsbedarf.

Für die detaillierte Stellungnahme verweisen wir auf das ausgefüllte Antwortformular in der Beilage.



Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates

Dr. iur. Roger Nobs, Ratschreiber

Beilage

ausgefülltes Antwortformular



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Kanton Appenzell Ausserrhoden
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : AR
Adresse, Ort : Regierungsgebäude, Obstmarkt 3, 9100 Herisau
Kontaktperson : Roger Nobs, Ratschreiber
Telefon : +41 71 353 61 11
E-Mail : kantonskanzlei@ar.ch
Datum : 31. Oktober 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich werden der Entwurf und die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 der Tierseuchenverordnung), und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere) begrüsst.

In Bezug auf den letzten Punkt ist der Regierungsrat der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmeregelungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des Bundesamtes für Zoll und Grenzsicherheit (BAZG) ist in allen fünf Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittelprodukte pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein.	In den Buchstaben a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Abs. 3 lit. f ist zu streichen.
Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen, an den Grenzstellen und grösseren Autobahnraststätten sowie Busbahnhöfen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug, Auto oder Bus in die Schweiz kommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe, Zollstellen, Autobahnraststätten, Busbahnhöfe gelten.
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergeht.</u>
Art. 49 Abs. 1	<p>Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs und nicht der kantonalen Behörde das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.</p> <p>Es wird bedauert, dass ein elektronisches System wie «eCert» die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll eingeführt werden.</p>	
Art. 64 Abs. 3	Abs. 3 sollte mit Ausführungen zum Tierschutz ergänzt werden.	Abs. 3 ergänzen: Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <u>tierschutzrechtlichen</u> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,...
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Ersetzen durch «..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab».
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüssen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in	Terminologien wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.

	das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.	
Art. 102q	Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in «eCert» und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden. Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die vorgeschlagenen Anpassungen werden begrüsst. Insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat, wird befürwortet. Begrüsst wird auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Der Regierungsrat bedauert es, dass die aktuelle Revision nicht genutzt wird, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Der Regierungsrat ist daher der Ansicht, dass die Thematik der Verantwortung der Beteiligten in die laufende Revision aufzunehmen sei.

Es fehlen zudem Bestimmungen betreffend Datenschutz- und Archivierung, wie nachfolgend dargelegt.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für die Informationssysteme EDAV und «eCert» müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der Gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und «eCert» müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

In einigen Fällen stellt die vorgeschlagene Anpassung eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, ist nicht vertretbar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nichteindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Die Streichung des Erfordernisses der Besitzererklärung soll geprüft werden: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit. Denn der Halter kann diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3bis	Diese Erleichterung für Halterinnen und Halter sowie das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko in Bezug auf Tollwut. Es wird zudem aufgrund vermehrter und komplexerer Mängelfälle ein Mehraufwand bei den kantonalen Behörden erwartet.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
Art. 34	Dieser Artikel soll im derzeitigen Wortlaut beibehalten werden.	

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Kanton Thurgau
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : DIV
Adresse, Ort : Promenadenstrasse 8, 8510 Frauenfeld
Kontaktperson : Sonja Rütimann
Telefon : 058 345 54 68
E-Mail : sonja.ruetimann@tg.ch
Datum : 03.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich befürwortet der Kanton Thurgau den Entwurf und begrüsst die vorgesehenen Anpassungen mehrheitlich, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

Auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch sollte behandelt werden. Der neu eingeführte Art. 5a Abs. 1 lit. b EDAV-DS hat zur Folge, dass keine Tierprodukte mehr in die Schweiz eingeführt werden dürfen, die mit antimikrobiellen Arzneimitteln zur Förderung des Wachstums erzeugt wurden. Somit entfällt auch eine allfällige Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (Landwirtschaftliche Deklarationsverordnung, LDV; SR 916.51). Wir begrüssen diesen Entscheid im Sinne der öffentlichen Gesundheit, der auch den Vollzug aus unserer Sicht erleichtern wird. Entsprechend soll in Analogie zur EU-Gesetzgebung auch die Einfuhr von mit hormonaktiven Substanzen behandelten Tieren und Tierprodukten zukünftig verboten werden.

Es ist bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Die Anpassung von Art. 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Vollzugsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bisher haben die Kantone ausschliesslich die Registrierung im TRACES von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, übernommen. Neu sollen die Kantone alle Betriebe, ausser die anmeldepflichtigen Personen, erfassen. Diese Verschiebung der Aufgaben vom Bund zu den Kantonen ist nur schon aufgrund des Mengengerüstes für kleinere und mittlere Kantone nicht sinnvoll und fehleranfällig. Diese Anpassung wird abgelehnt, die bisherige Organisation soll mit unveränderten Zuständigkeiten weitergeführt werden. Es wird zudem beantragt, dass eCert baldmöglichst technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Gründe sind der erhöhte Aufwand gemäss Ist-Zustand und die erhöhte Fehleranfälligkeit. Zudem sollte im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend eCert erfüllt werden müssen. Gemäss dem Entwurf zur Vernehmlassung von Art. 100 Abs. 2 lit. a liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem enormen Mehraufwand für die Kantone und zu einer Verlagerung der Kompetenzen, die nicht sinnvoll ist. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.

Schliesslich wird empfohlen, dass aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG in allen fünf Änderungsvorlagen geprüft wird, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff „Zoll“ noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, weshalb die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelten Tieren stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Erzeugnisse pflanzlichen Ursprungs enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Abs. 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen in Abs. 3 lit. a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In Abs. 3 lit. a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Abs. 3 lit. f streichen.
Art. 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist für die Information der Reisenden zu sorgen, da Reisende aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen könnten.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 17 Abs. 2	Die Zuständigkeiten der kantonalen Behörde sollen unverändert bleiben. Die Ergänzung mit dem Begriff des Speditionsunternehmens wird begrüsst.	<p>a. von Bestimmungsbetrieben <i>und Importeuren, die gleichzeitig auch Bestimmungsbetriebe</i>: bei der zuständigen kantonalen Behörde;</p> <p>b. von anmeldepflichtigen Personen, <i>Speditionsunternehmen oder Importeuren, die nicht gleichzeitig Bestimmungsbetriebe sind</i>: beim BLV.</p>
Art. 17 Abs. 3	Eine unverzügliche Mitteilung einer Adressänderung anzustreben, erscheint unrealistisch und ist in den meisten Fällen auch nicht notwendig.	„Unverzüglich“ durch „innerhalb einer Woche“ ersetzen.
Art. 18 Abs. 4 lit. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher ist die Verlängerung der Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung zu begrüssen. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen keinen grösseren Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung erst bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	„Vier Stunden vor der Landung des Flugzeugs“ durch „bei Tierprodukten: vor dem Verladen der Sendung“ ersetzen.
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, dass im Falle eines Beutekäfer-Ausbruchs die Nachverfolgung sichergestellt werden kann. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden wäre.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <i>und keine Einschränkung des Wohlergehens von lebenden Tieren einhergehen</i> .

<p>Art. 49 lit. 1 lit. d</p>	<p>Die kantonale Behörde kann nicht für die Beilage der unterzeichneten Gesundheitsbescheinigung im Original zur Exportsendung zuständig und verantwortlich sein. Je nach Export erfolgt keine Kontrolle der Ware vor Ort und die Bescheinigung wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es muss deshalb in der Verantwortung des Exporteurs liegen, der Sendung die Bescheinigung im Original beizulegen.</p> <p>Es wird bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörden noch immer dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung sollte schnellst möglich eingeführt werden.</p>	<p>d. Sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung dem Exporteur, welcher sie im Original der Exportsendung beilegt</p> <p>neuer Absatz: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von eCert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.</p>
<p>Art. 61, Abs. 1 lit. b und c</p>	<p>In Bezug auf die Tiere ist lit. c überflüssig, da Tiere gem. lit. b Ziff. 1 ohnehin kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.</p>	<p>„Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden“</p>
<p>Art. 64 Abs. 1 und 3</p>	<p>Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei TSch-Mängeln.</p> <p>Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen</p>	<p>Abs. 1: Laboruntersuchung ersetzen durch „weitergehende Untersuchung“ und Laborbefund ersetzen durch „Untersuchungsbefund“.</p> <p>Abs. 3: Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <i>tierschutzrechtlichen</i> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat...</p>
<p>Art. 61 bis 67</p>	<p>Die Zeitangabe „drei Tage“ ist ungenau. Zudem wurden alle anderen Fristen in Stunden angegeben.</p>	<p>„Drei Tage“ ersetzen durch „72 Stunden“.</p>
<p>Art. 83 Abs. 2</p>	<p>Ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist, ist abhängig davon, zu welchem Zeitpunkt das BAZG die kantonale Behörde informiert. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es</p>	<p>Wie folgt abändern: ..., so informiert es <i>vor der Freigabe der Sendung</i> die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte <i>und wartet deren Entscheidung ab</i>.</p>

	<p>von entscheidender Bedeutung, dass vor der Freigabe der Sendung die Meldung an die kantonalen Behörden durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abgewartet wird. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.</p>	<p>Diese Ergänzung ist zwingend auch in EDAV-EU (Art. 36 Abs. 1) und EDAV-Ht (Art. 28) aufzunehmen.</p>
<p>Art. 84, neuer Absatz</p>	<p>Wie die Vollzugspraxis in den vergangenen Jahren gezeigt hat, schleichen sich im Exportprozess bei den Teilnehmerinnen und Teilnehmern des Warenflusses aus Unachtsamkeit und ohne Absicht Fehler bei der Anmeldung / Deklaration der aus einem Drittstaat zu exportierenden Ware ein. Die möglichen Massnahmen der kantonalen Behörden zur Beseitigung der Mängel und zur Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit im Falle von Tierprodukten, bei denen die Einfuhrbedingungen nicht erfüllt sind, sind in Art. 84 Abs. 4 abschliessend aufgezählt. Folgende Beispiele aus unserer Praxis zeigen Fälle auf, in denen diese Massnahmen nicht möglich sind, und es deshalb – in Ermangelung weiterer möglicher Massnahmen und da eine Rücksendung der Ware zu kostenintensiv ist – aus administrativen Gründen zu deren Vernichtung kommt, obwohl es sich um einwandfreie, sichere Lebensmittel handelt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Thunfisch-Konserven wurden bei der Zollanmeldung versehentlich als Ananas-Konserven deklariert. Beim Eintritt in die EU erfolgte keine grenztierärztliche Untersuchung (GTU). Der Fehler wird bei der Abrechnung der Mehrwertsteuer im Bestimmungsbetrieb entdeckt, kann aber nicht durch eine Massnahme nach Art. 84 Abs. 4 EDAV-DS beseitigt werden. - Rindsfilet aus Uruguay (High-Vacuum-gereift) ist zur GTU in Barcelona angemeldet. Das Flugzeug hat Verspätung, und die Sendung wird in Barcelona direkt auf den Flug nach Amsterdam umgeladen und gelangt erst danach in die Schweiz. <p>Unter der Voraussetzung, dass die Rückverfolgbarkeit der Ware gewährleistet ist und die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt, sollte es der kantonalen Vollzugsbehörde möglich sein, die mangelhafte Ware nach deren Prüfung ohne weitere Massnahme freizugeben.</p>	<p>Handelt es sich beim festgestellten Mangel um ein offensichtliches und nicht beabsichtigtes Versehen, verursacht durch einen Teilnehmer am Import- und Exportprozess, so kann die kantonale Behörde, sofern die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt und die Rückverfolgbarkeit vollständig belegt werden kann, im Einzelfall deren Inverkehrbringen ohne Auflagen verfügen.</p>

Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 92 Abs. 2 lit. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Art. 91, in dem von Wassertieren die Rede ist, sollte in Abs. 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrollen trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.	„Fischereierzeugnisse“ ersetzen durch „Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen“.
Art. 100 Abs. 2 lit. a	Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen sollen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.	<p>² Das BLV führt zudem die Schulungen der Personen nach Art. 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p> <p>a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>
Art. 102k	<p>Der Artikel sieht vor, dass das System Angaben zur Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt, und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.</p> <p>Ausserdem ist ein neuer Abs. 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-</p>	<p>In lit. e „Aufbewahrung und Entsorgung“ streichen.</p> <p>Neuer Abs. 2: Ab einem vom BLV zu bestimmenden Zeitpunkt enthält eCert auch zu Ausfuhrsendungen die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des zuständigen Amtstierarztes.</p>

	Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von eCert digital erstellt werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	
Art. 102q	Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in eCert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden. Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	Neuer Abs.: Kantone richten ihre Ansprüche an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.
Art.103 Abs. 1 lit. c	Die Formulierung ist anzupassen an Art. 64.	„die Kosten der <i>weitergehenden Untersuchungen</i> nach Art. 64 Abs. 3 sowie für den Versand“.
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 neu	... unabhängig
	Einfügen eines neuen Art. betreffend Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Art. 19a EDAV-DS.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden begrüsst, insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Bedauert wird hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert, und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, sollte gestärkt werden, weshalb der Antrag gestellt wird, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.

Gemäss Art. 40 Abs. 2 lit. a des Entwurfs zur Vernehmlassung liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem enormen Mehraufwand für die Kantone und zu einer Verlagerung der Kompetenzen, die nicht sinnvoll ist. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, lit. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen.
Art. 8 Abs. 1 und 2	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse.
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben.	Ersetzen durch „Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen“.
Art. 31 Abs. 1	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und eCert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die	Ergänzung gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	
Art. 40 Abs. 2 lit. a	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben.	<p>Ergänzung: Das BLV führt zudem die Schulungen der Personen nach Art. 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>3 Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p> <p>a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und eCert müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden.	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar.

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit für den behandelnden Tierarzt, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutiger Dokumente entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der neue Art. 34 wird daher abgelehnt.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	<p>In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht.</p> <p>Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Es ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.</p>	In Sinne des Kommentars prüfen.
Art. 12 Abs. 3 lit. a und 13 Abs. 4 lit. a	<p>Es wird um Prüfung der Streichung des Erfordernisses der Besitzererklärung ersucht. Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Informationen ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte.</p> <p>Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.</p>	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 lit. a sowie Art. 13 Abs. 4 lit. a.
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	<p>Diese Erleichterung für Halterinnen, Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 lit. a eingeführt wurde.</p> <p>Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.</p>	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen.
Art. 29 Abs. 1	<p>Wenn die Meldung vom BAZG erst mit einiger Verzögerung bei der Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung eintrifft, befindet sich das Tier bereits nicht mehr beim Zoll, sondern teilweise in einem anderen Kanton.</p>	Die von der VSKT beantragte Ergänzung „...., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft“ ist dezidiert abzulehnen.

	<p>Wenn dann die Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig ist, wird es insbesondere mit der Umsetzung der Massnahmen sehr kompliziert, wenn Veterinärbehörde A im Kanton B Massnahmen treffen muss. Dies ergibt keinen Sinn und ist für einen effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug, wie dies in der Begründung angegeben wird, nicht förderlich oder verursacht das Gegenteil. Es ist daher insbesondere nicht nachvollziehbar, wie dadurch – wie von der VSKT behauptet – ein „effizienter, effektiver und reibungsloser Vollzug“ sichergestellt werden soll.</p>	
Art. 34	<p>Die Aufteilung in zwei Artikel ist gesetzestechnisch sinnvoll. Abgelehnt wird, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen, denn:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. Vgl. dazu die Argumente GE - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen / Tierärzten der Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher gab es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestelltem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet. <p>Dem erheblichen Mehraufwand und den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung für Halterinnen und Halter gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	<p>Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Art. 34.</p> <p>Streichen der Abs. 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34.</p>
Art. 34a Abs. 2 lit. a und Abs. 3	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p>	<p>.... Zeitpunkt der Implantation <i>bzw. des Ablesens des Mikrochips</i>....</p>

	Der Teilsatz in Abs. 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Haltern ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaften sind.	Teilsatz in Abs. 3 streichen.
--	---	-------------------------------

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche wird begrüsst.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche wird begrüsst.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Swissgenetics
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt :
Adresse, Ort : Meielenfeldweg 12, 3052 Zollikofen
Kontaktperson : Dr. U. Witschi
Telefon : +41 910 62 57
E-Mail : ulrich.witschi@swissgenetics.ch
Datum : 06.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Wir begrüßen grundsätzlich alle Bestrebungen, die Schweizer Vorschriften mit den entsprechenden Vorgaben der EU konsistent zu gestalten. Insbesondere wenn dadurch die Anforderungen und Abläufe klarer werden und etwelche Differenzen abgebaut werden können.

Dies betrifft auch die Einfuhr von Waren aus Drittstaaten in die Schweiz. Die Schweiz ist Teil des «Veterinär-raumes EU» und wendet die gleichen Regeln an wie die EU.

Es ist dafür zu sorgen, dass essentielle Anpassungen in der EU Gesetzgebung, die für den Handel mit der EU relevant sind, zügig in die Schweizerische Gesetzgebung einzugliedern sind, um Friktionen zu vermeiden.

Ein wichtiger Teil der vorliegenden Änderung ist die Einführung von «eCert». Hier werden die gesetzlichen Grundlagen für dessen Betrieb geschaffen. An und für sich ist es begrüßenswert, wenn auch beim Handel mit Drittländern (analog zu Traces) Gesundheitsbescheinigungen digital eingereicht werden können.

Swissgenetics ist als Genetikanbieter stark von der Einführung von “eCert” betroffen. Die in den Erläuterungen hervor gehobenen Vorteile für die Betriebe sind unseres Erachtens nicht wirklich plausibel, solange wir nicht wissen, wie eCert dann im Routinebetrieb läuft.

Die Abläufe beim Ausstellen der Gesundheitsbescheinigungen sind bei uns sehr gut etabliert und entsprechend effizient. Wir befürchten, sicher in der Anfangsphase, deutlichen Mehraufwand zum Erfassen von Gesundheitsbescheinigungen. Zudem fällt eine zusätzliche Gebühr von CHF 30.00 pro ausgestellte Gesundheitsbescheinigung an. Diese Zusatzkosten können wir vermutlich intern nicht einsparen. Wir rechnen auch damit, dass die Aufwände beim Kanton für das Ausstellen der Bescheinigungen im Bereich Genetik eher ansteigen werden.

Wir erwarten, dass auf das Verrechnen dieser Gebühren bis auf weiteres verzichtet wird, bis sich das System eCert über längere Zeit ohne wesentliche Störungen bewährt hat.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art.28 Abs 1	<p>Die folgenden Begleitdokumente müssen bis zum Bestimmungsbetrieb mit der Sendung mitgeführt werden:</p> <p>a) das GGED in Papierform oder in elektronischer Form mit einer gültigen elektronischen Signatur</p> <p>Wie genau ist das Mitführen in elektronischer Form gemeint, muss die für die Sendung verantwortliche Person ein elektronisches Gerät mitführen, auf dem das digital signierte GGED abrufbar ist?</p>	
Art. 48 Abs 3	<p>Es fehlt der Hinweis, dass vom BLV frei gegebene Vorlagen auch ausserhalb von eCert angewendet werden können, solange diese nicht im eCert zur Verfügung steht. Dies kann auch sinnvoll sein, falls eine Vorlage neu verhandelt wurde, diese in Papierform zur Verfügung steht, aber noch nicht im eCert integriert ist.</p>	<p>zusätzlich Art. 48 Abs 3bis Ist die Vorlage nicht im eCert integriert, so wird die Vorlage in Papierform ausgefüllt und der kantonalen Behörde eingereicht.</p>
Art 49 Abs 1	<p>Hier gelten die gleichen Anmerkungen wie zu Art. 48 Abs 3 Die Formulierung erlaubt grundsätzlich auch das Ausstellen einer Bescheinigung ausserhalb eCert.</p>	<p>Zusätzlich Art 49 Abs 1bis Ist die freigegebene Vorlage nicht im eCert verfügbar, so wird die Gesundheitsbescheinigung in Papierform ausgestellt. Die zu unterzeichnende Vorlage muss einer vom BLV frei gegebenen Vorlage entsprechen.</p>

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

		Die zuständige kantonale Behörde unterzeichnet sie, wenn sichergestellt ist, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind
	<p>Gebührenverordnung BLV Art. 24bis Benutzung des Informationssystems E-Cert Die Einführung von eCert bringt zusätzliche Kosten und Aufwände, verbunden mit einer Unsicherheit, wie benutzerfreundlich und effizient das neue System sein wird. Deshalb soll in der Einführungsphase auf den Einzug der vorgesehenen Gebühr verzichtet werden.</p>	<p>Neu Abs 2 Das BLV verzichtet in der Einführungsphase (bis 30.06.2024) auf das Erheben der Gebühr von CHF 30.00.</p>



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Keine Bemerkungen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	Keine Bemerkungen	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Keine Bemerkungen

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	Keine Bemerkungen	

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	Keine Bemerkungen	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
	Keine Bemerkungen	



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : Kt. AI
Adresse, Ort : Marktgasse 2, 9050 Appenzell
Kontaktperson : Markus Dörig, Ratschreiber
Telefon : 071 788 93 11
E-Mail : info@rk.ai.ch
Datum : 7. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Die Ständekommission befürwortet den Entwurf grundsätzlich. Sie begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist die Ständekommission der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, die von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht worden sind, verboten werden.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen fünf Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.

Der neue Art. 5a Abs. 1 lit. b EDAV-DS hat zur Folge, dass keine Tierprodukte mehr in die Schweiz eingeführt werden dürfen, welche mit antimikrobiellen Arzneimitteln zur Förderung des Wachstums erzeugt wurden. Damit entfällt auch eine allfällige Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (LDV, SR 916.51). Dieser Entscheid wird im Sinne der öffentlichen Gesundheit begrüsst. Er dürfte auch den Vollzug erleichtern. Entsprechend soll in Analogie zur EU-Gesetzgebung auch die Einfuhr von mit hormonaktiven Substanzen behandelten Tieren und Tierprodukten zukünftig verboten werden.

Die Anpassung von Art. 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Vollzugsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bisher haben die Kantone ausschliesslich die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeurinnen und Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES vorgenommen. Neu sollen die Kantone mit Ausnahme der anmeldepflichtigen Personen alle Betriebe erfassen. Diese Verschiebung der Aufgaben vom Bund zu den Kantonen ist nur schon aufgrund des Mengengerüsts für kleinere Kantone sinnlos und fehleranfällig. Die Anpassung wird abgelehnt; die bisherige Organisation soll mit unveränderten Zuständigkeiten weitergeführt werden.

Gemäss dem Vernehmlassungsentwurf von Art. 100 Abs. 2 lit. a EDAV-DS soll die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen liegen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Daher wird diese Anpassung der Zuständigkeiten abgelehnt. Es wird vorgeschlagen, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeurinnen und Importeuren sowie Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden. Die zentrale Schulung durch den Bund stellt zudem die einheitliche Schulung der verantwortlichen Personen und eine harmonisierte Struktur der im TRACES erfassten Daten sicher.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden, stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel-Produkte pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Abs. 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den lit. a und lit. b ist zu präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Abs. 3 lit. f ist zu streichen.
Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen, an den Grenzstellen und grösseren Autobahnraststätten sowie Busbahnhöfen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug, Auto oder Bus in die Schweiz kommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe, Zollstellen, Autobahnraststätten, Busbahnhöfe gelten.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 17, Abs. 3	Eine unverzügliche Mitteilung einer Adressänderung anzustreben, erscheint unrealistisch und ist in den meisten Fällen auch nicht notwendig.	Das Wort «unverzüglich» ist durch «innerhalb einer Woche» zu ersetzen.
Art. 17 Abs. 2 lit. a und lit. b	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben. Die Ergänzung durch den Begriff des Speditionsunternehmens wird begrüsst.	a. von Bestimmungsbetrieben, Importeuren die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind und: bei der zuständigen kantonalen Behörde; b. von anmeldepflichtigen Personen, Speditionsunternehmen oder Importfirmen, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind: beim BLV
Art. 18 Abs. 4 lit. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung 4h vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	Lit. b ist zu ersetzen durch «bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung».
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter «Änderungen anderer Erlasse» aufzunehmen.	Es ist eine äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die Tierseuchenverordnung aufzunehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	Ergänzung durch: «... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.</u> »

<p>Art. 49 Abs. 1 lit. d</p> <p>Abs 1 (neu)</p>	<p>Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt gegebenenfalls keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird der Exporteurin oder dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung der Exporteurin oder des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.</p> <p>Die Standeskommission bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und andere Akteurinnen und Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellstmöglich eingeführt werden.</p>	<p>Wir schlagen folgenden Wortlaut vor: «sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt»</p> <p>«Abs 1 (neu): Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.»</p>
<p>Art. 61 Abs. 1 lit. b und lit. c</p>	<p>In Bezug auf die Tiere ist lit. c überflüssig, da Tiere gemäss lit. b, Ziff. 1 sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.</p>	<p>«Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden»</p>
<p>Art. 64 Abs. 1 und Abs. 3</p>	<p>Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei TSch-Mängeln.</p> <p>Abs. 3 ist mit dem Tierschutz zu ergänzen.</p>	<p>Die Begriffe «Laboruntersuchung und Laborbefund» ersetzen durch «weitergehende Untersuchung und Laborbefund mit Untersuchungsbefund»</p> <p>Abs. 3: «Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <i>tierschutz</i>rechtlichen oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,»</p>
<p>Art 61 bis Art. 67</p>	<p>Die Bezeichnung «drei Tage» ist ungenau, da anderen Fristen in Stunden angegeben wurden.</p>	<p>Ersetzen durch «72 Stunden»</p>
<p>Art. 83 Abs. 2</p>	<p>Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und</p>	<p>Ersetzen durch «..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab».</p>

	das BAZG die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	
Art. 91 bis Art. 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärztinnen und -ärzten oder Assistentinnen und Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüssen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdiensts einzubinden.	Die Terminologie ist wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen zu verwenden. Es ist auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 92 Abs. 2 lit. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Art. 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Abs. 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrollen trotz allem von GTD-Assistentinnen und -Assistenten durchgeführt werden können.	Ersetzen durch «Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen».
Art. 100 Abs. 2 lit. a	Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeurinnen und Importeuren sowie Speditionsunternehmen sollen sinnvollerweise weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.	« ² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Art. 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für: a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.»
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland	In lit. e ist «Aufbewahrung und Entsorgung» zu streichen.

	<p>durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.</p> <p>Ausserdem ist ein neuer Abs. 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.</p>	<p>«Abs. 2 (neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarzts.»</p>
Art. 102q	<p>Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitete Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden.</p> <p>Wie in anderen vom Bund betriebenen Fachapplikationen sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdensts Schweiz.</p>	<p>(neu) «Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.»</p>
Art.103 Abs. 1 lit. c	Der Artikel ist an Art. 64 anzupassen.	«die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Abs. 3 sowie für den Versand»
Tierseuchenverordnung	Art. 295a Abs. 4 ist redaktionell anzupassen	«... unabhängig ...»
	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	
Gebührenverordnung BLV	Die Ständekommission verzichtet auf eine Stellungnahme.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Insbesondere auch die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat und auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Wir bedauern hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es der Verkäuferin oder des Verkäufers, der Zwischenhändlerin oder des Zwischenhändlers oder der Käuferinnen und Käufer, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf die Importeurinnen und Importeure. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen der Verkäuferin oder dem Verkäufer, der Transporteurin oder dem Transporteur (oder Vermittlerin oder Vermittler) und der Käuferin oder des Käufers verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben die Verkäuferin oder der Verkäufer und die Zwischenhändlerin oder der Zwischenhändler häufig unklar. Die Käuferin oder der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl sie oder er die oder der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Die Ständekommission ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur der Importeurin oder des Importeurs, sondern auch der Käuferin oder des Käufers, gestärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt wird.

Gemäss Art. 40 Abs. 2 lit. a des EDAV-EU-Entwurfs soll die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen liegen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung und Dezentralisierung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Daher wird diese Anpassung der Zuständigkeiten abgelehnt. Es wird vorgeschlagen, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeurinnen und Importeuren sowie Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 lit. a	Island fehlt fälschlicherweise.	Island ist hinzuzufügen.
Art. 8 Abs. 1 und Abs. 2	Wir beantragen eine redaktionelle Änderung.	«... Gesundheitsbescheinigungen ...»
Art. 6 Abs. 4	Der Absatz wurde in der französischen Version falsch nummeriert.	2. «2» durch «4» ersetzen
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS In der französischen Fassung lässt die Formulierung «consigner tout acte de cession» vermuten, dass es sich um die Protokollierung eines Dokuments handelt.	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse. Ersetzen durch «consigner toute cession».
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig.	Ersetzen durch «Die in Art. 19 und Art. 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen».
31 Abs. 1	Wir beantragen eine redaktionelle Änderung.	«... Gesundheitsbescheinigungen ...»

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für die Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar
Art. 40 Abs. 2 lit. a	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben.	«Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für: a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.»
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der Gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden.	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halterinnen und Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit der behandelnden Tierärztin oder des behandelnden Tierarzts, die oder der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärztinnen und

Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Die Stadeskommission lehnt daher den neuen Art. 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und Art. 7	<p>In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katzen und Frettchen gerade nicht.</p> <p>Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Selbstverständlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümerinnen und Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.</p>	Die Bestimmung ist im Sinne des Kommentars zu prüfen.
12 Abs. 3 lit. a und Art. 13 Abs. 4 lit. a	Wir ersuchen um Prüfung der Streichung des Erfordernisses Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da die Halterin oder der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da sie oder er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 lit. a sowie Art. 13 Abs. 4 lit. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für Halterinnen und Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu einem Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Aus der Veterinärbescheinigung geht nur hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 lit. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.	Abs. 3 ^{bis} ist ersatzlos zu streichen.
Art. 29 Abs. 1	Art. 29 EDAV-Ht ist zu ergänzen, da diese für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es ist immer die kantonale Behörde zuständig, wo der Verstoss festgestellt wurde.	«..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Orts der Feststellung zuständig und trifft ...»

<p>Art. 34</p>	<p>Die Aufteilung in zwei Artikel macht gesetzestechnisch Sinn. Wir lehnen es im Sinne der hauptsächlich betroffenen zuständigen kantonalen Behörden (kantonale Veterinärdienste) ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen. Dies aus folgenden Gründen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halterinnen und Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen und Tierärzten darf der Entscheid über Zulässigkeit oder Ablehnung eines Antrags auf einen Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war der Wohnsitz ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Es wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet, und zwar bei Tierhaltenden mit unrechtmässigem Pass und Tierärztinnen und Tierärzten wegen unrechtmässig ausgestelltem Heimtierpass und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand, den erhöhten Risiken, steht eine nur kleine Erleichterung von Halterinnen und Haltern gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	<p>Der derzeitige Wortlaut von Art. 34 ist beizubehalten.</p> <p>Die Abs. 2 und Abs. 3 des vorgeschlagenen Art. 34 sind zu streichen</p>
<p>Art. 34a Abs. 2 lit. a und Abs. 3</p>	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Abs. 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Halterinnen und Haltern ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind.</p>	<p>«... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips...»</p> <p>Der Teilsatz in Abs. 3 ist zu streichen.</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Die Ständekommission begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Wir sind damit grundsätzlich einverstanden und verzichten auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	
Anhang 5	Wir sind damit grundsätzlich einverstanden und verzichten auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Die Ständekommission begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Wir sind damit grundsätzlich einverstanden und verzichten auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	



KANTON AARGAU

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

17. Nov. 2023
BLV
Elektronisch erfasst!

EINGEGANGEN
17. Nov. 2023
Registratur GS EDI

A-Post Plus

Eidgenössisches Departement des
Innern
Herr Bundespräsident
Alain Berset
Inselgasse 1
3003 Bern

15. November 2023

Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten; Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundespräsident

Mit Schreiben vom 21. August 2023 hat das Eidgenössische Departement des Innern die oben genannte Revision eröffnet und die Kantone zur Stellungnahme eingeladen. Der Regierungsrat des Kantons Aargau bedankt sich für die Möglichkeit, zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten Stellung nehmen zu können.

Grundsätzlich befürwortet der Regierungsrat den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht und das Einfuhrverbot von Nutztieren und Produkten solcher Tiere, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden. Nicht einverstanden ist der Regierungsrat mit den in Art. 17 der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS) sowie Art. 31 der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedsstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU) geplanten Änderungen betreffend Registrierungen im europäischen Informationssystem für den Handel mit Tieren und Waren vorwiegend tierischen Ursprungs (TRACES) und den TRACES-Schulungen (Art. 100 EDAV-DS sowie Art. 40 EDAV-EU), die eine unnötige Aufgabenverschiebung vom Bund zu den Kantonen vorsehen. Der Regierungsrat ist zudem der Ansicht, dass auch die Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch beschränkt werden muss. Wie bei den Reserveantibiotika und den Wachstumsförderern, sollen auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden. Konkrete Anliegen zu einzelnen Punkten finden Sie in der Beilage.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats


Jean-Pierre Gallati
Landammann


Joana Filippi
Staatsschreiberin

Beilage

- Antwortformular

z.K. an

- vernehmlassungen@blv.admin.ch



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Regierungsrat Kanton AG
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : Kanton Aargau
Adresse, Ort : 5000 Aarau
Kontaktperson : Barbara Thür
Telefon : 062 835 29 73
E-Mail : barbara.thuer@ag.ch
Datum : 15. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich befürwortet der Regierungsrat den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Art. 64), die Möglichkeit für das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV), die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 Tierseuchenverordnung [TSV]) und das Einfuhrverbot von Nutztieren und Produkten solcher Tiere, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (Art. 5a). Nicht einverstanden ist der Regierungsrat mit den in Art. 17 geplanten Änderungen betreffend Registrierungen im europäischen Informationssystem für den Handel mit Tieren und Waren vorwiegend tierischen Ursprungs (TRACES) und den TRACES-Schulungen (Art. 100), die eine unnötige Aufgabenverschiebung vom Bund zu den Kantonen vorsehen.

Der neu eingeführte Art. 5a Abs. 1 Bst. b hat zur Folge, dass nun keine Tierprodukte mehr in die Schweiz eingeführt werden dürfen, welche mit antimikrobiellen Arzneimitteln zur Förderung des Wachstums erzeugt wurden. Somit entfällt auch eine allfällige Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (Landwirtschaftliche Deklarationsverordnung, LDV; 916.51). Der Regierungsrat begrüsst diesen Entscheid, der den Vollzug erleichtern wird.

Der Regierungsrat ist der Ansicht, dass auch die Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch beschränkt werden muss. Wie bei den Reserveantibiotika und den Wachstumsförderern, sollen auch die Ausnahmerebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Der Regierungsrat bemängelt, dass Bescheinigungen im neuen E-Cert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können. Er beantragt, dass E-Cert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Begründet wird der Antrag mit dem erhöhten Aufwand und der erhöhten Fehleranfälligkeit bei der heutigen Abwicklung. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass betreffend E-Cert auch die Archivierungsansprüche der Kantone erfüllt werden müssen.

Die Anpassung von Art. 17 betreffend Registrierungen im TRACES bedeutet für die kantonalen Amtsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bis anhin haben die Kantone nur die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES übernommen. Neu sollen die Kantone alle Betriebe, ausser die anmeldepflichtigen Personen, erfassen. Diese Verschiebung vom Bund zu den Kantonen macht nur schon aufgrund des Mengengerüsts für kleinere Kantone keinen Sinn. Die bisherige Organisation ist aus Sicht des Regierungsrats weiterzuführen.

Gemäss Entwurf zur Vernehmlassung liegt nach Art. 100 Abs. 2 Bst. a die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem enormen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen kamen bis anhin nur in

einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Der Regierungsrat empfiehlt, die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen nach wie vor zentral durch das BLV durchführen zu lassen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des Bundesamts für Zoll und Grenzsicherheit (BAZG) ist in allen fünf Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff "Zoll" noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)		
Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Auch wenn das EU-Recht eine vergleichbare Bestimmung vorsieht, ist es aus Sicht des Verbraucherschutzes schwer verständlich, warum der Einfuhr von verarbeiteten tierischen Lebensmitteln von mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelten Tieren erlaubt ist, wenn diese Lebensmittel pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung ein. Die Ausnahme in Absatz 3 Bst. b schränkt das Verbot im Falle der Zucht von Amphibien, Weichtieren und Insekten unnötig ein.	Art. 5a Abs. 3 Bst. b b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Art. 5a Abs. 3 Bst. f streichen
Art. 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.
Art. 17 Abs. 2 Bst. a und b	Die zuständigen kantonalen Behörden haben bisher nur die TRACES-Registrierung für Importeure übernommen, die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind. Das BLV übernimmt die Registrierung von reinen Importeuren.	a. von Bestimmungsbetrieben, Importeuren (gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb) und Speditionsunternehmen: bei der zuständigen kantonalen Behörde; b. von anmeldepflichtigen Personen oder reinen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

		Importfirmen, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind: beim BLV
Art. 17 Abs. 3	Eine unverzügliche Mitteilung einer Adressänderung anzustreben, erscheint unrealistisch und ist in den meisten Fällen auch nicht notwendig.	Ersetzen "unverzüglich" durch "innerhalb einer Woche".
Art. 18 Abs. 4 Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen für die Vollzugsbehörden nur einen geringen Vorteil gegenüber der Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung im Herkunftsland erfolgt.	Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung und mindestens vier Stunden vor der Landung des Flugzeugs."
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und im Falle eines Beutekäfer-Ausbruchs Voraussetzung, um die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Eine äquivalente Verpflichtung ist in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen von Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	"... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.</u> "
Art. 49 Abs. 1	Der Regierungsrat bedauert, dass ein elektronisches System wie E-Cert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und andere Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellstmöglich eingeführt werden.	Neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art. 49 Abs. 1 Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt keine Kontrolle der Ware vor Ort, und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	"sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt."
Art. 61 Abs. 1 Bst. b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst. c überflüssig, da Tiere gemäss Bst. b bereits kontrolliert werden müssen, sobald sie das Flugzeug verlassen.	" Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden "

Art. 64	<p>Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei Tierschutz-Mängeln, daher sind die Absätze 1–3 allgemeiner zu formulieren.</p> <p>Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen</p>	<p>Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch "... einer weitergehenden Untersuchung ..." und "... bei günstigem Untersuchungsbefund..."</p> <p>Absatz 3: "Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <u>tierschutz</u>rechtlichen oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,"</p>
Art. 67 Abs. 2	"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben	Ersetzen durch "72 Stunden".
Art. 84, neuer Absatz	<p>Wie die Vollzugspraxis in den vergangenen Jahren gezeigt hat, schleichen sich im Exportprozess bei den Teilnehmern des Warenflusses aus Unachtsamkeit und ohne Absicht Fehler bei der Anmeldung / Deklaration der aus einem Drittstaat zu exportierenden Ware ein. Betreffend der "mit Mängeln" in die Schweiz eingeführten Ware sind vor dem Inverkehrbringen Massnahmen wie eine "Behandlung" oder "Verarbeitung" zu treffen, um die Lebensmittelsicherheit zu gewährleisten.</p> <p>Folgendes Beispiel zeigt auf, dass diese Massnahmen nicht in jedem Fall möglich sind, und es deshalb zu deren Vernichtung kommt, da eine Rücksendung zu kostenintensiv ist:</p> <p>Thunfisch-Konserven wurden bei der Zollanmeldung versehentlich als Ananas-Konserven deklariert. Beim Eintritt in die EU erfolgte keine grenztierärztliche Untersuchung (GTU). Der Fehler wird bei der Abrechnung der Mehrwertsteuer im Bestimmungsbetrieb entdeckt, kann aber nicht durch eine Massnahme nach Art. 84 EDAV-DS beseitigt werden.</p> <p>Unter der Voraussetzung, dass die Rückverfolgbarkeit der Ware gewährleistet ist und die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt, sollte es der kantonalen Vollzugsbehörde beispielsweise durch Prüfung der "mangelhaften" Ware ermöglicht werden, diese ohne Massnahme freizugeben.</p>	<p>Handelt es sich beim festgestellten Mangel um ein offensichtliches und nicht beabsichtigtes Versehen, verursacht durch einen Teilnehmer am Import-beziehungsweise Exportprozess, so kann die kantonale Behörde im Einzelfall deren Inverkehrbringen ohne Auflagen bewilligen, sofern die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt und die Rückverfolgbarkeit vollständig belegt werden kann.</p>
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Der Regierungsrat würde es deshalb begrüssen, wenn die in der	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen (SR 916.402) verwenden. Es ist auf

	Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent, statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Grundausbildung ist in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdiensts einzubinden.	diese Gesetzgebung zu verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 100 Abs. 2	Würde bedeuten, dass neu die Kantone die Schulungen für Bestimmungsbetriebe, Importeure und Speditionsunternehmen übernehmen müssen. Dies bedeutet eine unnötige Aufgabenverschiebung vom Bund zu den Kantonen, die der Regierungsrat ablehnt.	² Das BLV führt zudem die Schulungen der Personen nach Art. 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen für die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren durch, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt, und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen. Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	In Bst. e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen. Absatz 2 (neu) "Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarztes."
Art. 102q	Die Kantone führen ihre erarbeiteten Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können.	Den Kantonen muss die Möglichkeit gewährt werden, ihre eigens erarbeiteten Daten nach ihren kantonalen gesetzlichen Vorgaben zu archivieren.
Fremdänderung: Tierseuchenverordnung (SR 916.401)	Art. 295a Abs. 4 neu: Das BLV soll nicht nur an den Landesflughäfen Informationen platzieren können, sondern auch an grossen Bahnhöfen oder Zollstellen. Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS	Art. 295a Abs. 4 ergänzen, so dass auch an Zollstellen und Bahnhöfen Informationsmaterial platziert werden kann.



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden vom Regierungsrat umfassend begrüsst. Der Regierungsrat begrüsst insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Auch begrüsst er die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Der Regierungsrat bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, damit alle Beteiligten mehr Verantwortung im Kampf gegen den illegalen Handel mit Heimtieren übernehmen müssen, sei es die Verkäuferin respektive der Verkäufer, die Zwischenhändlerin/der Zwischenhändler oder die Käuferin/der Käufer. Das geltende Recht legt die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert, und die Verantwortung wird zwischen die Verkäuferin/dem Verkäufer, der Transporteurin/dem Transporteur (oder Vermittlerin/Vermittler) und der Käuferin/dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, müssen Strafverfahren häufig eingestellt werden. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben die Verkäuferin/der Verkäufer und die Zwischenhändlerin/der Zwischenhändler oft unbekannt. Die Käuferin/der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl sie/er die/der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Eine eindeutige Verantwortlichkeit würde langfristig die illegale Einfuhr und den illegalen Handel unattraktiv machen und eindämmen. Der Regierungsrat ist daher der Ansicht, dass alle Beteiligten, nicht nur Importeure, Verantwortung übernehmen müssen. Er stellt deshalb den Antrag, dieses Anliegen in die laufende Revision aufzunehmen.

Zusätzlich benötigt es in der Revision Ergänzungen betreffend Datenschutz- und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassung von Art. 31 betreffend Registrierungen im TRACES bedeutet für die kantonalen Amtsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bis anhin haben die Kantone nur die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES übernommen. Neu sollen die Kantone alle Betriebe, ausser die anmeldepflichtigen Personen, erfassen. Diese Verschiebung vom Bund zu den Kantonen macht nur schon aufgrund des Mengengerüsts für kleinere Kantone keinen Sinn. Die bisherige Organisation ist aus Sicht des Regierungsrats weiterzuführen.

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 8 Abs. 1	Formatierungsfehler beim Begriff "Gesundheitsbescheinigungen"	
Art. 19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	Ergänzung der Tierseuchenverordnung unter Änderung anderer Erlasse
Neuer Artikel (21a)	Ausweitung der Verantwortlichkeiten zur Einhaltung der geltenden rechtlichen Bestimmungen entlang des gesamten Tier- und Warenflusses bei Ein- und Durchfuhr mit dem Ziel, damit den illegalen Handel mit Tieren und Tierprodukten möglichst zu verhindern (siehe auch allgemeine Bemerkungen).	Ausweitung der Verantwortlichkeiten auf Verkäuferin/Verkäufer, Zwischenhändlerin/Zwischenhändler und Käuferin/Käufer
Art. 31 Abs. 1	Formatierungsfehler beim Begriff "Gesundheitsbescheinigungen"	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 40 Abs. 2	Würde bedeuten, dass neu die Kantone die Schulungen für Bestimmungsbetriebe, Importeure und Speditionsunternehmen übernehmen müssen. Dies bedeutet eine unnötige Aufgabenverschiebung vom Bund zu den Kantonen, die der Regierungsrat ablehnt.	<p>² Das BLV führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen für die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren durch, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden.	Mit Datenschutz- und Archivbestimmungen ergänzen

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Dazu zählt beispielsweise der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz, sondern nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, müsste der behandelnde Tierarzt auf Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Ohne zusätzliche Präzisierungen wären die Kantonstierärzte mit massiven Vollzugsproblemen und einer Erhöhung der Rechtsunsicherheit konfrontiert, da sie die beschwerdefähigen Entscheide über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Regierungsrat steht deshalb dieser Bestimmung in der jetzigen Form kritisch bis ablehnend gegenüber.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3 Art. 6a und 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird. Es soll deshalb geprüft werden, ob ohne erhöhtes Risiko die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann. Gleichzeitig ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	In Sinne des Kommentars prüfen
Art. 12 Abs. 3 Bst. a und Art. 13 Abs. 4 Bst. a	Der Regierungsrat ersucht um Prüfung der Streichung des Erfordernisses Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da die Halterin beziehungsweise der Halter diese Erklärung oft nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da sie/er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn dies mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar ist, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung betreffend Möglichkeit zur Streichung von Art. 12 Abs. 3 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Die Erleichterung wird zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden führen, weil dadurch zusätzliche und komplexere Mängelfällen erwartet werden. Aus der Veterinärbescheinigung geht nur hervor, wann das Tier in Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit aufgrund einer lückenlosen Sachverhaltsdarstellung nicht mehr möglich. Eine Streichung ist deshalb zu prüfen.	Absatz 3 ^{bis} Streichung ist zu prüfen
Art. 29 Abs. 1	Für einen effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug ist es nötig, dass immer die kantonale Behörde zuständig ist, auf dessen Gebiet der Verstoss festgestellt wurde. Art. 29 ist deshalb entsprechend zu ergänzen.	"Sind bei Heimtieren die Voraussetzungen für die Ein- oder Durchfuhr nicht erfüllt, <u>so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft die zum Schutz der Gesundheit von Mensch und Tier erforderlichen Massnahmen.</u> "
Neu: Art. 29 Abs. 4	Da die Unterbringung der Tiere in einer Quarantäne mit hohen Kosten verbunden, aber zugleich erforderlich ist, ist eine Kautio n vorzusehen. Bei Durchführung einer Quarantäne soll dadurch eine weitgehende	Neu: Art. 29 Abs. 4: "Im Falle einer Beschlagnahme kann die Behörde bei den Tierhaltenden eine Kautio n zur Sicherung von Forderungen aus der Unterbringung und Pflege des

	Kostendeckung erreicht werden, so dass bei zahlungsunfähigen Tierhaltenden nicht der Kanton die hohen Kosten übernehmen muss.	Tieres verlangen. Wird die Kautions nicht erbracht, kann die Behörde die sofortige Euthanasie anordnen."
Art. 34 Abs. 2 Bst. a	<p>Da die kantonalen Veterinärdienste die hauptsächlich betroffenen Behörden sind, beurteilt der Regierungsrat es als kritisch, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen. Dies aus folgenden Gründen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Kriterium unter Bst. a, das bestimmt, ob ein Heimtierpass für Tierhaltende ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, ist zu ungenau. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen und Tierärzten der Entscheid über Zulässigkeit beziehungsweise Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war der Wohnsitz ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium. • Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. <p>Es wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen befürchtet, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet. Dem erheblichen Mehraufwand und den erhöhten Risiken steht eine nur geringfügige Erleichterung für Tierhaltende gegenüber. Die geplante Neuregelung lässt sich ohne entsprechende Präzisierungen nicht mit einem angemessenen Aufwand umsetzen.</p>	Es sind genaue Präzisierungen für eine zulässige Abgabe der Heimtierpässe an Personen mit Wohnsitz im Ausland zu machen, so dass Tierärztinnen und Tierärzte dies ohne Nachfrage an die zuständige Behörde umsetzen können.
Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3	Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.	"... Zeitpunkt der Implantation beziehungsweise des Ablesens des Mikrochips..."

7

Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Der Regierungsrat begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise.	



2023.04230

23. Okt. 2023
BLV
Elektronisch erfasst!

P.P. CH-1951
Sion

Poste CH SA

Monsieur Alain Berset
Conseiller fédéral
Département fédéral de l'intérieur (DFI)
Inselgasse 1
3003 Berne



Date **18 OCT. 2023**

Modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux - Procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions pour votre invitation du 21 août 2023 relative à l'objet cité en marge et vous faisons part ci-après de notre prise de position.

Le Gouvernement valaisan salue globalement les modifications proposées, en émettant toutefois des réserves, notamment concernant l'exception prévue à l'interdiction d'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels des perturbateurs endocriniens ont été administrés, ainsi que concernant l'introduction de la possibilité d'émettre des passeports suisses pour des animaux de compagnie dont les propriétaires ne résident pas en Suisse. Nous estimons par ailleurs que la responsabilité des importateurs d'animaux de compagnie devrait davantage être prise en compte afin de disposer de plus de moyens de limiter le commerce et l'importation illégale d'animaux de compagnie.

Le détail de la position du canton du Valais figure dans le formulaire annexé.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous prononcer sur ce sujet et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre parfaite considération.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président


Christophe Darbellay



La chancelière


Monique Albrecht

Annexe ment.
Copie à vernehmlassungen@blv.admin.ch



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Canton du Valais /Département de la santé des affaires sociales et de la culture
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : DSSC /SCAV
Adresse, Ort : 1950 Sion
Kontaktperson : Eric Kirchmeier
Telefon : 027 606 74 50
E-Mail : eric.kirchmeier@admin.vs.ch
Datum : 09 octobre 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Office fédéral de la sécurité alimentaire et de la santé publique
Services vétérinaires OFAG
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Remarques générales concernant l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux dans le trafic avec les pays tiers (OITE-PT)

D'une manière générale, le canton du Valais est favorable au projet et salue la plupart des adaptations prévues, en particulier le renforcement des contrôles en cas de suspicion d'infraction à la législation vétérinaire ou sanitaire (article 64), la possibilité pour l'OSAV de pouvoir sensibiliser le public aux risques sanitaires dans les aéroports (ajout à l'article 295a, alinéa 4 de l'ordonnance sur les épizooties) et l'interdiction d'importer des animaux de rente traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance (ou des produits issus de ces animaux).

En ce qui concerne ce dernier point, l'aspect de l'importation de viande dite aux hormones devrait également être traité. Comme pour la question des antibiotiques de réserve et des stimulateurs de croissance, il convient, pour des raisons de protection des consommateurs, de supprimer les conditions d'exception pour l'importation de viande bovine provenant d'animaux auxquels on a administré des perturbateurs endocriniens.

Enfin, il est regrettable que les certificats ne puissent pas être établis de manière entièrement électronique dans le nouveau système eCert ; le développement technique d'E-Cert devrait être poursuivi dans les meilleurs délais de manière à ce que l'établissement des certificats d'exportation pour les pays tiers puisse se faire entièrement par voie électronique.



2 Remarques sur les différentes dispositions de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux dans le trafic avec les pays tiers (OITE-PT)		
Article	Commentaires / remarques	Demande de proposition de modification (proposition de texte)
Art. 5a	Le renforcement de la sécurité alimentaire par l'introduction de cette disposition est bienvenu. Toutefois, du point de vue de la protection des consommateurs, il est difficile de comprendre pourquoi l'importation de denrées alimentaires animales provenant d'animaux traités avec des antibiotiques de réserve ou des facteurs de croissance est maintenue lorsque ces denrées alimentaires contiennent des produits à composante végétale. Cette dérogation limite drastiquement la portée de la disposition prévue au paragraphe 2. De facto, toutes les préparations de viande contenant des épices pourraient continuer à être importées. Les exceptions a et b réduisent également la portée de la disposition, notamment lorsque du gibier, des amphibiens, des mollusques et des insectes sont élevés.	Préciser aux points a) et b) qu'il s'agit d'animaux d'élevage. Supprimer le paragraphe 3, point f)
Art 13, alinéa 2	Une information pour les voyageurs est également bienvenue dans les principales gares et aux postes frontières. En effet, les voyageurs pourraient également venir en Suisse en train ou en voiture/bus en provenance de pays tiers.	Cette disposition devrait également s'appliquer aux gares principales et aux bureaux de douane.
	Il ne semble pas réaliste de vouloir communiquer immédiatement un changement d'adresse et, dans la plupart des cas, ce n'est pas nécessaire.	Remplacer "immédiatement" par "dans un délai d'une semaine".

Office fédéral de la sécurité alimentaire et de la santé publique
Services vétérinaires OFAG
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 17, alinéa 3		
Art. 18, al. 4, let. b	La notification préalable permet de faire face à un éventuel problème à l'avance. C'est pourquoi le délai entre l'annonce préalable et l'arrivée de l'envoi doit être prolongé. Toutefois, dans de nombreux cas, une notification préalable quatre heures avant l'atterrissage n'apporte pas plus de marge de manœuvre aux autorités d'exécution qu'une notification à l'atterrissage. Une réaction préventive des autorités n'est possible que si l'annonce préalable a lieu avant le chargement de l'envoi dans le pays d'origine.	Remplacer par "pour les produits animaux : avant le chargement du lot".
Art. 19a	La nouvelle obligation d'enregistrement est juste et constitue la condition préalable pour pouvoir garantir le suivi en cas d'apparition d'un foyer de coléoptères de la ruche. Etant donné que de tels envois peuvent être répartis une deuxième fois et que des bourdons peuvent être transmis, voire qu'une production de bourdons pourrait être établie en Suisse, l'obligation équivalente doit être inscrite dans l'ordonnance sur les épizooties sous les modifications d'autres actes législatifs.	Intégrer une disposition équivalente dans l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs.
Art. 49, al. 1, let. d Alinéa 1' nouveau	L'autorité cantonale ne peut pas être tenue responsable de joindre l'original du certificat à l'envoi d'exportation. Selon le type d'exportation, il se peut qu'il n'y ait pas de contrôle de la marchandise sur place et que le certificat soit envoyé à l'exportateur par la poste. Il est donc de la responsabilité de l'exportateur de joindre l'original du certificat à l'envoi. Il est regrettable qu'un système électronique tel qu'eCert oblige l'autorité à imprimer, signer, scanner et télécharger des certificats. Le gain technique et sécuritaire semble donc très faible et ne constitue pas une simplification pour les autorités et les autres acteurs. La possibilité de validation électronique doit être introduite le plus rapidement possible.	il remet l'original du certificat sanitaire signé à l'exportateur, qui le joint à l'envoi à l'exportation Alinéa 1' nouveau : L'OSAV veille au développement de E-Cert afin de pouvoir procéder dès que possible à l'établissement des certificats de manière entièrement électronique. Il communique aux autorités cantonales compétentes la date du passage au nouveau système.
Art. 83, al. 2	Le moment où l'OFDF informe l'autorité cantonale est déterminant pour savoir si une éventuelle mesure à prendre est efficace. En cas d'infraction à la législation sur les épizooties, la mesure doit être prise sans qu'un éventuel agent pathogène ait déjà pu se propager. Il est donc essentiel que la notification aux autorités cantonales soit faite avant la libération du lot par	Remplacer par " ..., avant de libérer l'envoi, il informe l'autorité compétente du canton sur le territoire duquel le contrôle a été effectué et attend sa décision".

	l'OFDC et qu'elle attende la décision de l'autorité compétente. Cela permet à l'autorité cantonale de garder le contrôle de l'envoi.	
Art. 91 à 93	En général, les tâches effectuées par les vétérinaires ou les assistants à la frontière ont un caractère officiel. Il serait donc souhaitable de conserver les termes définis dans l'ordonnance concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public, à savoir vétérinaire officiel et assistant officiel spécialisé au lieu de vétérinaire de frontière et Assistants SVF. Il en va de même pour la formation. Les contenus de la formation postgraduée sont définis de manière large dans le cadre de l'ordonnance sur la formation et peuvent ainsi présenter des contenus ciblés. La formation de base doit toutefois être intégrée dans le concept de formation officiel du Service vétérinaire public.	Utiliser la terminologie comme dans l'ordonnance sur la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public. Se référer à cette législation lorsqu'il s'agit de formation initiale.
Art. 102k	L'article prévoit que le système contienne le type de conservation et d'élimination. Ces opérations sont généralement effectuées à l'étranger et l'organe de gestion ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour remplir correctement cette rubrique. En outre, il convient d'ajouter un nouvel alinéa 2 afin que l'ensemble des certificats d'exportation vers des pays tiers puissent être réalisés le plus rapidement possible dans le cadre d'E-Cert et de manière numérique, sans adaptation de l'ordonnance. Pour ce faire, il convient d'accorder les compétences nécessaires à l'OFAG.	Au point e), supprimer "Conservation et élimination". (al. 2 nouveau) A partir de la date fixée par l'OSAV, E-Cert contient également la signature électronique du vétérinaire officiel compétent pour les envois à l'exportation.
Art. 102q	Un nouvel alinéa doit être ajouté, car les droits d'archivage des cantons sont différents et non réglementés. Les cantons ont eux-mêmes élaboré des données dans E-Cert et ont donc le droit de pouvoir les archiver selon leurs directives. L'adoption commune du plan d'archivage doit être soulignée. Comme dans d'autres applications spécialisées, exploitées par la Confédération, les droits d'archivage des cantons doivent être fixés par la loi. Cette thématique doit également être traitée de manière générale au sein de la nouvelle commission permanente IKT du Service vétérinaire suisse.	(nouveau) Les cantons qui ont des exigences en matière d'archivage des données relevant de leur compétence les adressent à l'OSAV. Un plan d'archivage répondant aux exigences légales de la Confédération et des cantons est adopté en commun.
Art. 103, al. 1, let. c	S'aligner sur l'art. 64	les frais d'examens complémentaires au sens de l'art. 64, al. 3, ainsi que les frais d'envoi
Ordonnance sur les épizooties	Rédactionnel Art. 295a al. 4 nouvelle insertion d'un article en raison du transfert des bourdons, voir proposition relative à l'article 19a de l'Ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers.	... indépendant ...



3 Remarques générales concernant l'ordonnance relative à l'importation, au transit et à l'exportation d'animaux et de produits animaux avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)

Le canton du Valais salue les adaptations qui sont pour la plupart justifiées : en particulier le fait que le DFI puisse exiger des garanties supplémentaires pour toutes les espèces et tous les produits lorsque la Suisse a atteint le statut indemne d'épizootie de même que l'amélioration de la traçabilité lors de l'importation de bourdons.

En revanche, il est regrettable que la révision actuelle ne renforce pas la responsabilité de tous les acteurs impliqués dans le commerce d'animaux de compagnie, qu'il s'agisse du vendeur, de l'intermédiaire ou de l'acheteur, afin de mieux lutter contre le marché illégal. En fait, le droit actuel fait reposer la responsabilité du processus d'importation sur l'importateur. Cependant, cette notion reste mal définie et la responsabilité est diluée entre le vendeur, le transporteur (ou l'intermédiaire) et l'acheteur. Faute de pouvoir établir correctement les responsabilités, les procédures pénales pour infraction sont très souvent classées sans suite. Dans le cadre du commerce illégal, notamment d'animaux de compagnie, le vendeur et l'intermédiaire restent souvent inconnus. L'acheteur est considéré comme une victime alors qu'il est le bénéficiaire final du lot importé. Une responsabilisation claire de toutes les parties concernées permettrait certainement de sanctionner plus systématiquement les infractions dans le processus d'importation. La clarification de la responsabilité univoque rendrait sans aucun doute le commerce résultant d'importations illégales moins attractif et contribuerait à long terme à freiner ce phénomène. Nous estimons donc que la responsabilité des parties prenantes, non seulement de l'importateur mais aussi de l'acheteur, doit être renforcée et incluse à cet effet dans la révision en cours.

En outre, des compléments sont nécessaires concernant la protection des données et l'archivage, comme expliqué ci-dessous.



4 Remarques sur les différentes dispositions de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux dans le trafic avec les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE)		
Article	Commentaires / remarques	Demande de proposition de modification (proposition de texte)
Art. 1, al. 1, let. a	L'Islande devrait manquer par erreur.	Ajouter l'Islande
Art. 8, al. 1 et 2	réductionnel	... Certificats de santé ...
Art. 6, alinéa 4	Le paragraphe a été mal numéroté dans la version française.	2. remplacer "2" par "4"
Art. 19a	Cf. proposition relative à l'art. 19a OITE-DS Dans la version française, l'expression "consigner tout acte de cession" laisse supposer qu'il s'agit de la consignation d'un document.	Compléter l'ordonnance sur les épizooties en modifiant d'autres actes législatifs. Remplacer par "consigner toute cession".
31 al. 1	réductionnel	... Certificats de santé ...
Section 7 Système d'information TRACES	Les dispositions relatives à la protection des données et aux archives font totalement défaut. Comme pour les systèmes d'information EDAV et E-Cert, de telles dispositions doivent être examinées et complétées. Pour plus d'explications, voir le commentaire de l'art. 102q ODEA-DS. La diversité des systèmes d'information rend nécessaire d'analyser également de manière	Complément selon commentaire

Office fédéral de la sécurité alimentaire et de la santé publique
Services vétérinaires OFAG
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Berne
41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	coordonnée les aspects de protection des données et d'archivage et de les réglementer de manière appropriée.	
--	--	--

5 Remarques générales sur l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

L'objectif principal de cette révision est d'adapter la législation suisse au droit européen, suite à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans certains cas, cette adaptation constitue toutefois un assouplissement des dispositions d'importation. En particulier, la proposition d'autoriser la délivrance d'un passeport suisse pour animaux de compagnie à des animaux dont le détenteur n'est pas domicilié en Suisse et a seulement un lien étroit avec la Suisse constitue un assouplissement qui n'est pas défendable. Même si l'objectif de la modification est de simplifier les procédures administratives pour les détenteurs d'animaux de compagnie, il s'agirait d'un travail d'examen plus complexe pour le vétérinaire traitant. Pourtant, ce dernier devrait pouvoir prendre une décision relative à l'établissement d'un passeport suisse sur la base de documents univoques malgré des demandes variées. En outre, cela entraînerait des problèmes d'exécution massifs et augmenterait l'insécurité juridique à laquelle seraient confrontés les vétérinaires cantonaux, puisqu'ils devraient prendre les décisions susceptibles de recours concernant le refus de délivrer un passeport à un animal importé illégalement. Nous sommes donc opposés à la modification proposée de l'article 34.

6 Remarques sur les différentes dispositions de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de compagnie (OITE-AC)

Article	Commentaires / remarques	Demande de proposition de modification (proposition de texte)
Art. 3, art. 6a et art. 7	<p>Les explications ne justifient pas pourquoi le nombre maximal d'animaux de compagnie pouvant être importés de manière facilitée selon l'OITE-AC est supprimé pour toutes les espèces animales sauf les chiens, les chats et les furets et pourquoi il ne l'est justement pas pour les chiens, les chats et les furets.</p> <p>Il convient donc d'examiner si la limitation du nombre maximal d'animaux ne pourrait pas être totalement supprimée, sans risque accru. Il faut bien sûr s'assurer qu'une personne mandatée ne puisse pas importer facilement des animaux de compagnie de différents propriétaires en même temps.</p>	Vérifier dans l'esprit du commentaire
12 al. 3 let. a et 13 al. 4 let. a	<p>La possibilité de supprimer l'exigence de la déclaration du propriétaire devrait être examinée : cette exigence n'apporte pas une plus grande sécurité, car le détenteur ne peut pas remplir cette déclaration sur la base d'informations sûres, puisqu'il n'a pas gardé le chiot tout le temps et ne l'a pas contrôlé. Si cette exigence est compatible avec les obligations envers l'UE, elle doit être supprimée.</p>	Examen de la suppression de l'art. 12, al. 4, let. a, et de l'art. 13, al. 4, let. a
Art. 14, al. 3 ^{bis}	<p>Cet allègement pour les détenteurs et l'OSAV implique un risque accru de rage. Elle entraînera en outre un surcroît de travail pour les autorités cantonales. Les autorités doivent faire face à des cas plus nombreux et plus complexes. Elle doit donc être supprimée. Seul le certificat vétérinaire indique quand l'animal a été importé dans les pays visés à l'art. 6, al. 1, let. a. S'il n'y a plus de certificat vétérinaire, la traçabilité (présentation complète des faits) n'est plus possible.</p>	Supprimer l'alinéa 3 ^{bis} sans le remplacer
29 al. 1	<p>Une précision est nécessaire à l'art. 29 OITE-AC pour une exécution effective, efficace et sans problème. C'est toujours l'autorité cantonale où l'infraction a été constatée qui est compétente.</p>	..., l'autorité vétérinaire cantonale du lieu de constatation est compétente et prend les mesures nécessaires
Art. 34	<p>La division en deux articles est logique du point de vue de la technique législative.</p>	Maintien du libellé actuel de l'article 34

	<p>En tant qu'autorité administrative cantonale, nous nous opposons, pour les raisons suivantes, à ce que des passeports pour animaux de compagnie puissent être délivrés à des personnes ne résidant pas en Suisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le passeport pour animaux de compagnie en tant que document univoque ne représenterait plus une garantie sanitaire due au statut épizootique de notre pays - Les critères d'admissibilité d'un passeport pour animaux de compagnie pour les détenteurs non domiciliés en Suisse sont souples et indéterminés. Il sera extrêmement difficile pour les vétérinaires autorisés à exercer de décider de manière factuelle et fiable de l'admissibilité ou du refus d'une demande de passeport pour animaux de compagnie, surtout dès lors que la demande est celle de leur client. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un critère compréhensible à tout moment : le domicile. - Les vétérinaires demandent souvent au Service vétérinaire cantonal de se prononcer sur la question. Le service vétérinaire se renseignera sur l'admissibilité. Cela entraînera un surcroît de travail important, car le contrôle des documents ne sera pas simple. - Il y aura une augmentation considérable des cas d'anomalies, ce qui constituera une charge supplémentaire pour l'administration cantonale (service vétérinaire cantonal), tant pour les propriétaires d'animaux (avec un passeport illégal) que pour les vétérinaires (en raison d'un passeport pour animaux de compagnie délivré illégalement) et donc de risques accrus. <p>Cette modification est globalement disproportionnée, car l'important surcroît de travail et l'augmentation des risques ne sont compensés que par un allègement minime pour les détenteurs d'animaux.</p>	<p>Suppression des paragraphes 2 et 3 de la proposition d'article 34</p>
<p>Art. 34a, al. 2, let. a, et al. 3</p>	<p>Il faut ajouter ici que non seulement la date d'implantation doit être enregistrée, mais aussi la date de lecture pour un chien déjà pucé.</p> <p>La partie de la phrase de l'alinéa 3 doit être supprimée, car aucun passeport pour animaux de compagnie ne peut être délivré à des détenteurs qui ne sont pas domiciliés en Suisse.</p>	<p>.... Moment de l'implantation ou de la lecture de la puce électronique....</p> <p>Supprimer la partie du paragraphe 3</p>

7 Remarques générales concernant l'ordonnance du DFI concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux dans le trafic avec les Etats tiers (OITE-PT-DFI)

L'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés est saluée.

8 Remarques générales concernant l'ordonnance du DFI concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux dans le trafic avec les Etats membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE-DFI)

Nous saluons l'extension des garanties IBR aux camélidés et aux cervidés.



Gesundheitsdirektion, Postfach, 6301 Zug

Per E-Mail

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern

T direkt +41 41 728 35 01
martin.pfister.rr@zg.ch
Zug, 17. November 2023

Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrter Herr Bundespräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 21. August 2023 eröffnete das Eidgenössische Departement des Innern eine Vernehmlassung betreffend Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten. Gerne äussern wir uns wie folgt:

Der Kanton Zug befürwortet die Anpassung der fünf Verordnungen an die Importkontrollgesetzgebung der Europäischen Union. Begrüsst wird insbesondere die Erweiterung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstösse gegen die Tierschutzgesetzgebung an den Grenzen (Art. 64 der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten [EDAV-DS; SR 916.443.10]) sowie die Möglichkeit der vermehrten Öffentlichkeitsarbeit betreffend Gesundheitsrisiken bei Tierseuchen (Art. 295a Abs. 4 der Tierseuchenverordnung [TSV; SR 916.401]).

Besonders unterstützt wird auch die Neueinführung des Einfuhrverbots von Nutztieren und Produkten von Tieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden und die damit einhergehende Stärkung der Lebensmittelsicherheit. Die Änderung von Art.5a EDAV-DS betrifft jedoch alleine «antimikrobielle» Arzneimittel, weshalb Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnisse, die im Ausland möglicherweise mit hormonellen Stoffen versetzt wurden, nicht erfasst sind. In der Schweiz und in der EU ist es verboten, Hormone in der Tiermast einzusetzen; in der EU gilt zusätzlich ein Einfuhrverbot für Tierprodukte, die mit hormonellen Stoffen versetzt sind. Ein Einfuhrverbot auch in der Schweiz, würde gleichwertige Ein- und Durchfuhrbedingungen im EU-Raum, sowie eine erhöhte Lebensmittelsicherheit für die Konsumentinnen und Konsumenten schaffen.

Seite 2/2

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Gesundheitsdirektion



Martin Pfister
Regierungsrat

Kopie an:

- vernehmlassung@blv.admin.ch (PDF- und Word-Dokument)
- Amt für Verbraucherschutz (info.avs@zg.ch; PDF)
- Direktion des Innern (info.dis@zg.ch; PDF)
- Volkswirtschaftsdirektion (info.vds@zg.ch; PDF)

Regierungsrat
Rathaus
8750 Glarus

Eidgenössisches Departement
des Innern
3003 Bern

Glarus, 31. Oktober 2023
Unsere Ref: 2023-1183

Vernehmlassung i. S. Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten

Hochgeachteter Herr Bundespräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Departement des Innern gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und lassen uns gerne gemäss dem beiliegenden Antwortformular des Amtes für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit vernehmen.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr Bundespräsident, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

Für den Regierungsrat



Benjamin Mühlemann
Landammann



Arpad Baranyi
Ratsschreiber

Beilage:

- Antwortformular des Amtes für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit vom 17. Oktober 2023

E-Mail an (PDF- und Word-Version):

- vernehmlassungen@blv.admin.ch



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Amt für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : ALT
Adresse, Ort : Ringstrasse 10, 7001 Chur
Kontaktperson : Giochen Bearth
Telefon : 081 257 24 11
E-Mail : giochen.bearth@alt.gr.ch
Datum : 17. Oktober 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Das ALT dankt für die Möglichkeit, sich zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten äussern zu können. Grundsätzlich befürwortet das ALT den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist das ALT der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmeregelungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, die von Tieren stammt, welchen unter hormonell wirksamen Substanzen verabreicht wurden ist, verboten werden.

Schliesslich ist es bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können und dass die Ausstellung mit der zusätzlichen Gebührenerhebung durch das BLV sehr stark zunehmen. Das ALT beantragt, dass E-Cert baldmöglichst technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Gründe sind der erhöhte Aufwand gemäss dem Ist-Zustand und die erhöhte Fehleranfälligkeit. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen 5 Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art 4 Bst. h	Die Definition für den Begriff "Sendung" bildet die Basis für die stringente Rückverfolgbarkeit insbesondere in der Lebensmittelgesetzgebung. Eine "Sendung" muss identifizierbar sein (siehe sinngemäss Art. 83 und 91 LGV). Es ist für den Vollzug wie für die Handelsbeteiligte essentiell, dass ein Warenbegleitpapier (z.B. GGDE) nebst der Sendungsidentifikation und Versanddatum auch den Abgangs- und Bestimmungsbetrieb nennt.	Keine Änderung der bisherigen Formulierung
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum der Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Produkte pflanzlichen Komponente enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b sind schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den Buchstaben a und b präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f streichen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen.	Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.
Art. 17, Abs. 3	Eine unverzügliche Mitteilung einer Adressänderung anzustreben, erscheint unrealistisch und ist in den meisten Fällen auch nicht notwendig.	Ersetzen "unverzüglich" durch "innerhalb einer Woche".
Art. 18, Abs. 4, Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung".
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutkäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen</u> .
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt
Abs 1' neu	Die VSKT bedauert, dass ein elektronisches System wie eCert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu	Abs 1' neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung

	scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden.	gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen Kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art. 61, Abs. 1 Bst b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst c überflüssig, da Tiere gem. Bst b Ziff. 1. sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	"Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden"
Art. 64 Abs. 1 und 3	Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei TSch-Mängeln Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen	Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch "weitergehende Untersuchung" und Laborbefund mit Untersuchungsbefund Abs. 3: "Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <i>tierschutzrechtlichen</i> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,"
Art 61 bis 67	"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben	Ersetzen durch "72 Stunden".
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an den kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Ersetzen durch " ..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab".
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüssen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.

	würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	
Art. 92 Abs. 2 Bst. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertieren geht, soll in Absatz 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.	Ersetzen durch "Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen".
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen. Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	In Buchstabe e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen. (Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des Amtstierarztes.
Art. 102q	Ein neuer Absatz ist einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich und nicht geregelt sind. Die Kantone haben selber erarbeitet Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden. Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	(neu) Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.
Art.103 Abs. 1 Bst.c	Anpassen an Art. 64	die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Absatz 3 sowie für den Versand
Tierseuchenverordnung	Redaktionell Art. 295a Abs. 4 neu	... unabhängig ...
	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS	
Gebührenverordnung BLV	Die VSKT verzichtet auf eine Stellungnahme.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Das ALT begrüsst insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Das ALT bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Das ALT ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz- und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
Art. 8 Abs. 1 und 2	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig	Ersetzen durch "Die in Art. 19 und 19a erwähnten Bestimmungseinrichtungen"
31 Abs. 1	redaktionell	... Gesundheitsbescheinigungen ...
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar
Art. 42a	Die Verweise auf die Anwendbarkeit der Gemeinsamen Bestimmungen für die Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen den Änderungen gemäss dieser Vorlage angepasst werden	Anpassung der Verweise gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nichteindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Das ALT lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für Hunde, Katze und Frettchen gerade nicht. Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	In Sinne des Kommentars prüfen
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Die VSKT ersucht um Prüfung der Streichung des Erfordernisses Besitzererklärung: Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar, ist diese Anforderung zu streichen.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für Halterinnen, Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko wegen Tollwut. Es wird zudem zu Mehrauswand bei den kant. Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29 Abs. 1	Die VSKT ersucht um folgende Ergänzung in Art. 29 EDAV-Ht, da diese für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es ist immer die kantonale Behörde zuständig, wo der Verstoss festgestellt wurde.	..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft
Art. 34	Die Aufteilung in 2 Artikel macht gesetzestechisch Sinn. Als hauptsächlich betroffene zuständige Behörden (kant. Veterinärdienste) lehnen wir es wie folgt begründet ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen:	Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Artikel 34 Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34

	<ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eineindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. Vgl. dazu die Argumente GE - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen / Tierärzten den Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den Kant. Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die Kant Veterinärdienst zusätzlich belastet und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestellttem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand, den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung von Halterinnen und Haltern gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	
<p>Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3</p>	<p>Hier muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Haltern ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaften</p>	<p>.... Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....</p> <p>Teilsatz in Absatz 3 streichen</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Das ALT begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Das ALT begrüsst die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden, Verzicht auf Prüfung der einzelnen Verweise	



Per E-Mail

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
3003 Bern

Vernehmlassungen@blv.admin.ch

Gesundheitsdepartement
Oberer Graben 32
CH-9001 St.Gallen
+41 58 229 35 70
info.gdgs@sg.ch
www.gesundheit.sg.ch

St.Gallen, 8. November 2023

Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten; Stellungnahme des Gesundheitsdepartementes des Kantons St.Gallen

Sehr geehrter Herr Bundespräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Möglichkeit, zu oben erwähnten Änderungen verschiedener Verordnungen Stellung nehmen zu können. Gern äussern wir uns wie folgt:

1 *Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)*

Der Kanton St.Gallen ist der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, denen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden. Die Einfuhr soll verboten werden.

Schliesslich ist es bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen eCert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können und dass die Ausstellung mit der zusätzlichen Gebührenerhebung durch das BLV sehr stark zunehmen. Der Kanton St.Gallen beantragt, dass E-Cert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann.

2 *Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)*

Der Kanton St.Gallen bedauert, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie



vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstößen sehr häufig eingestellt. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstößen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen.

Der Kanton St.Gallen ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

3 *Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)*

Der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, stellt eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nichteindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Der Kanton St.Gallen lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

Die übrigen Verordnungsänderungen begrüsst der Kanton St.Gallen. Die Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen finden Sie im beiliegenden Formular.

Freundliche Grüsse

Bruno Damann
Regierungsrat

Beilage: Antwortformular Stellungnahme



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Proviande
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt :
Adresse, Ort : Brunnhofweg 37
Kontaktperson : Regula Kennel
Telefon : 031 309 41 21
E-Mail : regula.kennel@proviande.ch
Datum : 17.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Nachvollzug der Anpassungen der EU im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten mit dem Ziel der Weiterführung des gemeinsamen Veterinärraumes mit der EU ist für Proviande nachvollziehbar. Zur «Heimtier-Verordnung» nehmen wir keine Stellung und überlassen die Beurteilung den Fachleuten.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
<p>Art. 5a <i>Art. 5a</i> Nutztiere, die mit bestimmten antimikrobiellen Arzneimitteln behandelt worden sind, und aus diesen Nutztieren gewonnene Tierprodukte (neu)</p> <p>2 Tierprodukte dürfen nur eingeführt werden, wenn sie von Nutztieren nach Absatz 1 stammen.</p>	<p>Das vorgesehene Verbot der Einfuhr von Tieren, die mit antimikrobiellen Wirkstoffen gefüttert wurden, die eigentlich für den Einsatz beim Menschen reserviert sind, ist mit Blick auf die mögliche Verbreitung von Resistenzen klar zu unterstützen.</p> <p>Nicht aber Art. 5a Absatz 2: Ein generelles Verbot der Einfuhr von Lebensmitteln von Tieren gewonnen werden, die mit antimikrobiellen Substanzen zur Förderung des Wachstums bzw. zur Steigerung der Ertragsleistung behandelt wurden, lehnen wir hingegen klar ab.</p> <p>Die obligatorischen Angaben gemäss Landwirtschaftlicher Deklarationsverordnung (LDV) haben sich bewährt, sind WTO konform und reichen aus.</p>	<p>Streichen des Nebensatzes Absatz 5a bzw. Verweis auf die LDV:, und aus diesen Nutztieren gewonnene Tierprodukte (neu)</p> <p>Und des Absatz 2 Tierprodukte dürfen nur eingeführt werden, wenn sie von Nutztieren nach Absatz 1 stammen.</p>

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 48 Abs. 3	«Liegt eine vom BLV freigegebene Vorlage im Informationssystem E-Cert vor, so muss der Exporteur diese im E-Cert nach den [...] weiterleiten. □ .»	Ergänzen durch: Liegt eine vom BLV freigegebene Vorlage im Informationssystem E-Cert vor, muss der Exporteur diese im System ausfüllen und elektronisch an die Behörde weiterleiten
Art. 49 Abs. 1	Art. 49 Abs. 1 1 Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung einer vom BLV freigegebenen Vorlage und ist sichergestellt, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind, so nimmt die zuständige kantonale Behörde im Informationssystem E-Cert nach den Artikeln 102j–102l folgende Arbeiten vor: a. sie füllt im Informationssystem	<i>Art. 49 Abs. 1</i> 1 Entspricht die zu unterzeichnende Gesundheitsbescheinigung einer vom BLV freigegebenen Vorlage im E-Cert-System und ist sichergestellt, dass alle in der Gesundheitsbescheinigung genannten Bedingungen erfüllt sind, so nimmt die zuständige kantonale Behörde im Informationssystem E-Cert nach den Artikeln 102j–102l folgende Arbeiten vor:



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

7

Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Departement des Innern des Kantons Schaffhausen
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : DI SH
Adresse, Ort : Mühlentalstrasse 105, 8200 Schaffhausen
Kontaktperson : --
Telefon : 052 632 74 61
E-Mail : sekretariat.di@sh.ch
Datum : 16.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich wird der Entwurf und die meisten der vorgesehenen Anpassungen begrüsst. Insbesondere wird die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht, die Sensibilisierung der Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken auf Flughäfen und das Einfuhrverbot von mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelten Nutztieren befürwortet. Mit dem letztgenannten Aspekt entfällt auch die Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (SR 916.51, LDV), was nicht nur die öffentliche Gesundheit fördern, sondern auch den Vollzug erleichtern dürfte. Entsprechend wäre in Analogie zur EU-Gesetzgebung auch die Einfuhr von mit hormonaktiven Substanzen behandelten Tieren und Tierprodukten künftig zu verbieten.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG wird in allen 5 Änderungsvorlagen angeregt, zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt sei.

Aus Verbraucherschutz erscheint es nur schwer verständlich, warum der Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, welche von mit Reserveantibiotika oder mit Wachstumsförderern behandelten Tieren stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel pflanzliche Komponenten enthalten. Eine solche Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite im Folgeabsatz 2 stark ein. Ausserdem wäre in den Buchstaben a und b zu Art. 5a Abs. 1 zu präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt.

Die Anpassung von Artikel 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Vollzugsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bisher haben die Kantone ausschliesslich die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES vorgenommen. Neu sollen die Kantone mit Ausnahme der anmeldepflichtigen Personen alle Betriebe erfassen. Diese Verschiebung der Aufgaben von Bund zu Kantonen ist nur schon aufgrund des Mengengerüstes für kleinere Kantone fehleranfällig. Diese Anpassung wird daher abgelehnt. Die bisherige Organisation soll mit unveränderten Zuständigkeiten weitergeführt werden.

Bei Art. 83 Abs. 2 EDAV-DS ist der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, für die Wirksamkeit einer allfälligen Massnahme entscheidend. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung müssen Massnahmen ergriffen werden, bevor sich ein möglicher Krankheitserreger verbreitet. Daher ist es von ausschlaggebender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonale Behörde vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet.

Gemäss dem Entwurf zur Vernehmlassung von Artikel Art. 100 Abs. 2 Bst. a EDAV-DS soll die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen liegen. Dies führt erneut zu einem Mehraufwand für die Kantone. Weil kantonale Lebensmittelkontrolle bisher nur selten mit TRACES zu tun gehabt haben, wird vorgeschlagen, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden. Dadurch wird auch eine einheitliche Schulung der verantwortlichen Personen sichergestellt.

Da die Kantone selber Daten in E-Cert erarbeitet haben, haben sie auch einen Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Daher soll Art. 102q EDAV-DS um einen neuen Absatz ergänzt werden, welcher die Archivansprüche der Kantone regelt. Es wird die Verabschiedung des Archivierungsplans angeregt.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus der Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum der Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, welche von mit Reserveantibiotika oder mit Wachstumsförderern behandelten Tieren stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel pflanzliche Komponenten enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b schmälern ebenfalls die Reichweite der Bestimmung, vor allem dann, wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	In den Buchstaben a und b zu Art. 5a Abs. 1 ist zu präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f ist hingegen ersatzlos zu streichen.
Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen,	Die Bestimmung könnte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	zumal diese aus Drittländern auch mit dem Zug, mit dem Bus oder mit dem Auto in die Schweiz anreisen können.	
Art. 17 Abs. 2 Bst. a und b	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben. Die Ergänzung durch den Begriff des Speditionsunternehmens wird begrüsst.	a. von Bestimmungsbetrieben, Importeuren die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind und: bei der zuständigen kantonalen Behörde; b. von anmeldepflichtigen Personen, Speditionsunternehmen oder Importfirmen, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind: beim BLV.
Art. 18, Abs. 4, Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Sendungsankunft verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung, welche vier Stunden vor der Landung erfolgt, in vielen Fällen für die Vollzugsbehörden nicht mehr Handlungsspielraum als eine Anmeldung bei der Landung selber. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	Ersetzen durch "bei tierischen Erzeugnissen: vor dem Verladen der Sendung".
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist.	... abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen <u>und dass damit bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.</u>
Art. 49, Abs. 1, Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht für die Beilage der unterzeichneten Gesundheitsbescheinigung im Original zur Exportsendung zuständig und verantwortlich sein.	d. sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original dem

	<p>Insbesondere kann von ihr nicht erwartet werden, dass sie Zeugnisoriginal der Exportsendung beilegt. Je nach Export erfolgt keine Kontrolle der Ware vor Ort und die Bescheinigung wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, der Sendung das Zeugnisoriginal beizulegen.</p>	<p>Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt.</p>
<p>Art. 64 Abs. 1 und 3</p>	<p>Laboruntersuchungen sind bei TSch-Mängeln nicht relevant.</p> <p>Abs. 3 wäre mit Tierschutz zu ergänzen.</p>	<p>Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch "weitergehende Untersuchung" und Laborbefund mit Untersuchungsbefund</p> <p>Abs. 3: "Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, <i>tierschutzrechtlichen</i> oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,"</p>
<p>Art 61 bis 67</p>	<p>Der Ausdruck "drei Tage" erscheint ungenau, zumal alle anderen Fristen in Stunden angegeben worden sind.</p>	<p>Ersetzen durch "72 Stunden".</p>
<p>Art. 83 Abs. 2</p>	<p>Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist für die Frage entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, bevor sich ein möglicher Krankheitserreger schon verbreiten kann. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. So wird die kantonale Behörde die Kontrolle über die Sendung behalten.</p>	<p>Ersetzen durch " ..., bevor es die Sendung freigibt, informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte und wartet dessen Entscheidung ab".</p>
<p>Art. 91 bis 93</p>	<p>Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen</p>	<p>Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen</p>

	<p>Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.</p>	<p>im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.</p>
<p>Art. 92 Abs. 2 Bst. a</p>	<p>Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Absatz 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.</p>	<p>Ersetzen durch "Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen".</p>
<p>Art. 100 Abs. 2 Bst. a</p>	<p>Die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen müssten weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.</p>	<p>² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p> <p>a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>

<p>Art. 102k</p>	<p>Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden jedoch in der Regel im Ausland durchgeführt, sodass die Vollzugsbehörde nicht über alle Informationen verfügt, um diese Rubrik korrekt ausfüllen zu können.</p> <p>Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert in digitaler Form zugänglich gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.</p>	<p>In Buchstabe e " Aufbewahrung und Entsorgung" streichen.</p> <p>(Abs. 2 neu) Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt enthält das Informationssystem E-Cert auch Daten zu Ausfuhrsendungen, welche die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des zuständigen Amtstierarztes zum Inhalt haben.</p>
<p>Art. 102q</p>	<p>Es ist ein neuer Absatz einzufügen, da die Archivansprüche der Kantone unterschiedlich ausfallen und ungeregelt bleiben.</p> <p>Da die Kantone selber Daten in E-Cert erarbeitet haben, müssten sie auch einen Anspruch darauf haben, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Wie bei anderen vom Bund betriebenen Fachapplikationen wären daher die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Es wird dabei betont, dass die gemeinsame Verabschiedung eines Archivierungsplans nötig erscheint.</p> <p>Diese umfassende Thematik scheint auch einer generellen Aufarbeitung in der neu zu schaffenden Ständigen Kommission des Veterinärdienstes Schweiz zu bedürfen.</p>	<p>(neu) Regelung der Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs. Diese müssten sich ans BLV richten. Hierzu wäre gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan zu verabschieden.</p>
<p>Art.103 Abs. 1 Bst.c</p>	<p>Anpassen an Art. 64</p>	<p>Die Kosten der weitergehenden Untersuchungen sowie für den Versand nach Art. 64 Absatz 3 anpassen.</p>



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend befürwortet. Begrüsst wird insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Weiter wird die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln begrüsst.

Hingegen wird bedauert, dass die aktuelle Revision nicht dazu genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Das geltende Recht legt faktisch die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur bzw. dem Vermittler und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr oft eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen einzudämmen. Daher wird die Ansicht vertreten, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, gestärkt werden sollte. Dieser Aspekt müsste in die laufende Revision ebenfalls aufgenommen werden.

Laut Artikel Art. 40 Abs. 2 Bst. a des EDAV-EU-Entwurfs soll die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen liegen. Eine solche Regelung dürfte zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer Verlagerung und

Dezentralisierung der Kompetenzen führen. Dies wird nicht als sinnvoll erachtet, zumal kantonale Stellen der Lebensmittelkontrolle bis anhin nur im kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung gekommen sind. Daher wird die beabsichtigte Anpassung der Zuständigkeiten abgelehnt und stattdessen vorgeschlagen, die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchzuführen. So wird auch eine einheitliche Schulung der verantwortlichen Personen und eine harmonisierte Struktur der im TRACES erfassten Daten sichergestellt.

Des Weiteren werden Ergänzungen bezüglich des Datenschutzes und der Archivierungen benötigt.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssten solche geprüft und ergänzt werden. Für weitere Ausführungen wird auf den obigen Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS verwiesen. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und umfassend zu regeln.	Ergänzung gemäss obigem Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS.
Art. 40 Abs. 2 Bst. a	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben.	Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

		a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.
--	--	---

5	Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)	
	Die vorgeschlagenen Änderungen werden grundsätzlich begrüsst.	

6		
Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)		
Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird. Es ist nicht ersichtlich, warum ausgerechnet diese drei Tierarten betroffen sind. Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung ohne ein erhöhtes Risiko nicht ganz weggelassen werden	Prüfung im Sinne des Kommentars.

	könnte. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Es wird angeregt, die Streichung des Erfordernisses einer Besitzererklärung zu prüfen. Dies bringt keine grössere Sicherheit, da der Halter eine solche Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, zumal er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn es mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar ist, wäre diese Anforderung zu streichen. Die Besitzererklärung müsste vielmehr durch die Züchterin oder den Züchter unterzeichnet sein, wobei anzumerken ist, dass bei diesem Lösungsansatz allerdings die Plausibilität durch die Vollzugsorgane in der Schweiz nicht möglich wäre.	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a.
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für die Halterin oder den Halter erhöht zugleich wegen der Tollwut das allgemeine Risiko. Sie führt ausserdem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden, weshalb sie zu streichen ist. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt worden ist. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit im Sinne einer lückenlosen Sachverhaltsdarstellung nicht mehr möglich.	Ersatzlose Streichung von Abs. 3 ^{bis} .
Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3	Es wäre zu ergänzen, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund. Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips....

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche wird grundsätzlich begrüsst.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Ein grundsätzliches Einverständnis unter Verzicht auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	
Anhang 5	Ein grundsätzliches Einverständnis unter Verzicht auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche wird grundsätzlich begrüsst.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Ein grundsätzliches Einverständnis unter Verzicht auf eine Prüfung der einzelnen Verweise.	



Sitzung vom

14. November 2023

Mitgeteilt den

14. November 2023

Protokoll Nr.

881/2023

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
3003 Bern



Per E-Mail an:

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten
Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundespräsident

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 21. August 2023 in erwähnter Sache und bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Der Kanton Graubünden begrüsst grundsätzlich die angedachte Revision der Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten. Unseres Erachtens muss jedoch die Einführung von E-Cert rascher ausgebaut und implementiert werden, so dass die Verfahren gänzlich elektronisch abgewickelt werden können. Des Weiteren wäre es wünschenswert, wenn der illegale Handel mit Tieren besser bekämpft werden könnte, namentlich indem die Verantwortung der einzelnen Akteure und Akteurinnen bei der Einfuhr von Tieren besser definiert und festgelegt werden würde. Schliesslich sehen wir in einigen Vorschlägen der Revision die Gefahr einer Lockerung der Einfuhrbestimmungen, was aus unserer Sicht vermieden werden muss, da es zu Vollzugsproblemen führt und eine Erhöhung der Rechtsunsicherheit nach sich zieht.

Die detaillierten Antworten von Seiten des Kantons Graubünden finden Sie im beigelegten Antwortformular.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Namens der Regierung

Der Präsident:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Peyer".

Peter Peyer

Der Kanzleidirektor:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Spadin".

Daniel Spadin



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Kanton Graubünden
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : GR
Adresse, Ort : Amt für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit, Ringstrasse 10, 7001 Chur
Kontaktperson : Giochen Bearth
Telefon : 081 257 24 11
E-Mail : giochen.bearth@alt.gr.ch
Datum : 3. November 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Grundsätzlich befürwortet der Kanton Graubünden den Entwurf und begrüsst die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist der Kanton Graubünden der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, welches von Tieren stammt, denen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Schliesslich ist es bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen E-Cert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können und dass die Ausstellung mit der zusätzlichen Gebührenerhebung durch das BLV sehr stark zunehmen. Der Kanton Graubünden beantragt, dass E-Cert baldmöglich technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Gründe sind der erhöhte Aufwand gemäss dem Ist-Zustand und die erhöhte Fehleranfälligkeit. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 4 lit. h	Die Definition für den Begriff "Sendung" bildet die Basis für die stringente Rückverfolgbarkeit insbesondere in der Lebensmittelgesetzgebung. Eine "Sendung" muss identifizierbar sein (siehe sinngemäss Art. 83 und 91 LGV). Es ist für den Vollzug wie für die Handelsbeteiligte essentiell, dass ein Warenbegleitpapier (z.B. GGDE) nebst der Sendungsidentifikation und Versanddatum auch den Abgangs- und Bestimmungsbetrieb nennt.	Keine Änderung der bisherigen Formulierung
Art. 5a	Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüsst. Aus Sicht des Verbraucherschutzes ist es jedoch schwer verständlich, warum der Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel Produkte pflanzlichen Komponente enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Reichweite der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen a und b sind schmälern ebenfalls die	In den Buchstaben a und b von Absatz 1 präzisieren, dass es sich um gezüchtete Tiere handelt. Absatz 3 Buchstabe f streichen

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	Reichweite der Bestimmung, insbesondere wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten gezüchtet werden.	
Art. 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen. Das BLV soll darauf bedacht sein die Information an allen möglichen Grenzstellen durchzuführen.	
Art. 18 Abs. 4 lit. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem möglichen Problem im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung in das Herkunftsland erfolgt.	Neuformulierung von Abs. 4 lit. b: "bei Tierprodukten: vor dem Verladen der Sendung".
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbruch die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung unter Änderung anderer Erlasse in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist. Es versteht sich von selbst, dass auch die Tierschutzgesetzgebung zu beachten ist.	Änderung von Abs. 4: [...] abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen einhergeht <u>und bei lebenden Tieren keine Einschränkung ihres Wohlergehens zu befürchten ist.</u>
Art. 49 Abs. 1 lit. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden, dass das Zeugnisoriginal der Exportsendung beigelegt wird. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der	Änderung von Abs. 1 lit. d: [...] sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beizulegen hat.

	Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	
(neu) Art. 49 Abs. 1 ^{bis}	Der Kanton Graubünden bedauert, dass ein elektronisches System wie E-Cert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden. Daher soll das BLV damit beauftragt werden E-Cert möglichst rasch weiterzuentwickeln.	Abs 1 ^{bis} neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den zuständigen Kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
Art. 61 Abs. 1 lit. b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst c überflüssig, da Tiere gem. Bst b Ziff. 1. sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	Streichen von Tieren in Buchstabe c: "Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden"
Art. 64 Abs. 1 und 3	Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei Tierschutzmängeln. Des Weiteren ist die Begrenzung auf Laboruntersuchungen zu eng, es soll der breitere Begriff "weitergehende Untersuchung" verwendet werden, welcher eine allfällige Laboruntersuchungen mitbeinhaltet. Abs. 3 mit Tierschutz ergänzen	Änderung von Abs. 1: die Begriffe "Laboruntersuchung" durch "weitergehende Untersuchung" und "Laborbefund" durch "Untersuchungsbefund" ersetzen. Ergänzung von Abs. 3: "Bei einem generell erhöhten Risiko in Bezug auf die Einhaltung der tierseuchen-, tierschutzrechtlichen oder lebensmittelhygienischen Vorschriften in einem Herkunftsstaat,"
Art. 61 bis 67	"drei Tage" ist ungenau und alle anderen Fristen wurden in Stunden angegeben.	Änderung von Art. 61 Abs. 2 lit. a, Art. 62 Abs. 2 lit. a und Art. 67 Abs. 2: den Begriff "drei Tage" durch "72 Stunden" ersetzen
Art. 83 Abs. 2	Der Zeitpunkt, zu dem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam ist. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden, ohne dass ein möglicher Krankheitserreger sich schon verbreiten kann. Daher ist es von	Ergänzung des Abs. 2: " [...] so informiert es die zuständige Behörde des Kantons, auf dessen Gebiet die Kontrolle erfolgte <i>bevor es die Sendung freigibt und wartet dessen Entscheidung ab</i> ".

	entscheidender Bedeutung, dass die Meldung an den kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüssen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
Art. 92 Abs. 2 lit. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Absatz 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrolle trotz allem von GTD-Assistenten durchgeführt werden können.	Ergänzung von Abs. 2 lit. a : "Sendungen mit Fisch- und anderen <i>Aquakulturerzeugnissen</i> ".
Art. 102k	Der Artikel sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen. Ausserdem ist ein neuer Absatz 2 einzufügen, damit ohne Verordnungsanpassung schnellstmöglich die gesamten Export-Zeugnisse nach Drittstaaten innerhalb von E-Cert und digital gemacht werden können. Dazu sind dem BLV die Kompetenzen zu gewähren.	Änderung von lit. e: Begriffe " <i>Aufbewahrung und Entsorgung</i> " streichen. Neuer Abs. 2: <i>Ab dem vom BLV bestimmten Zeitpunkt, enthält E-Cert auch zu Ausfuhrsendungen, die elektronische Unterschrift der zuständigen Amtstierärztin oder des zuständigen Amtstierarztes.</i>
Art. 102q	Das Archivierungsgesetz des Bundes gilt nicht für die Kantone, diese verfügen alle über eigene Gesetze und Regelungen, um Klarheit zu schaffen ist daher ein neuer Absatz einzufügen, Die Kantone erarbeiten selber Daten in E-Cert und haben deshalb Anspruch darauf,	Neuer Abs. 4: "Die Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs, richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den

	diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung des Archivierungsplans betont werden. Wie in anderen Fachapplikationen, betrieben vom Bund, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten. Diese Thematik bedarf auch der generellen Aufarbeitung in der neu geschaffenen Ständigen Kommission IKT des Veterinärdienstes Schweiz.	gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet."
Art.103 Abs. 1 lit. c	Anpassen an den Änderungsvorschlag von Art. 64	Änderung von Abs. 1 lit. c: "[...] die Kosten der <i>weitergehenden Untersuchungen</i> nach Art. 64 Absatz 3 sowie für den Versand;"
Tierseuchenverordnung	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a EDAV-DS.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Der Kanton Graubünden begrüsst insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Auch begrüsst wird die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Bedauert wird hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unbekannt. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Eine geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Der Kanton Graubünden ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern auch des Käufers, hervorgehoben werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen.

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt wird.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 lit. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	Island hinzufügen
7. Abschnitt Informationssystem TRACES (Art. 39 und 40 des Entwurfs)	Es fehlen gänzlich Datenschutz- und Archivbestimmungen. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Halter keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine komplexere Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheidungen über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier treffen müssten. Der Kanton Graubünden lehnt daher den neuen Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und Art. 7	In den Erläuterungen wird nicht begründet, weshalb die Höchstzahl von Heimtieren zur erleichterten Einfuhr nach der EDAV-Ht für alle Tierarten ausser Hund, Katze und Frettchen gestrichen wird und weshalb für genannten Heimtiere gerade nicht. Es soll deshalb geprüft werden, ob die Höchstzahlbeschränkung nicht ganz weggelassen werden kann, ohne erhöhtes Risiko. Natürlich ist sicherzustellen, dass eine beauftragte Person nicht von verschiedenen Eigentümern gleichzeitig Heimtiere erleichtert einführen darf.	In Sinne des Kommentars prüfen
Art. 12 Abs. 3 lit. a und	Es soll geprüft werden ob die Erklärung des Besitzers nach Art. 12 Abs. 3 lit. a resp. Art. 13 Abs. 4 lit. a gestrichen werden kann. Diese Anforderung bringt	Prüfung auf Streichung von Art. 12 Abs. 3 lit. a sowie Art. 13 Abs. 4 lit. a

Art. 13 Abs. 4 lit. a	keine grössere Sicherheit, da der Halter diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen kann, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten und unter Kontrolle hatte. Wenn es mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar ist, dann soll diese Anforderung gestrichen werden.	
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung für Halterinnen und Halter und das BLV beinhaltet ein erhöhtes Risiko der Einschleppung der Tollwut. Es wird zudem zu einem Mehraufwand bei den kant. Behörden führen, da mehr und komplexeren Mängelfällen anfallen werden. Sie ist deshalb zu streichen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Lit. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich.	Änderung: Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29 Abs. 1	Da Art. 29 EDAV-Ht für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird, soll der Abs. 1 ergänzt werden. Es soll immer die kantonale Behörde zuständig sein, in deren Kanton der Verstoß festgestellt wurde.	Änderung von Abs. 1: Sind bei Heimtieren die Voraussetzungen für die Ein- oder Durchfuhr nicht erfüllt, <i>so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig</i> und trifft die zuständige kantonale Veterinärbehörde die zum Schutz der Gesundheit von Mensch und Tier erforderlichen Massnahmen.[...]
Art. 34	Die Aufteilung in zwei Artikel macht gesetzestechnisch Sinn. Der Kanton Graubünden lehnt es hingegen ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen, dies da es die Arbeit der kantonalen Vollzugsbehörden erschwert. Namentlich ergeben sich insbesondere folgende Probleme: <ul style="list-style-type: none"> - Der Heimtierpass als eineindeutiges Dokument wird erheblich geschwächt, was zu zusätzlichen Risiken führt. Vgl. dazu die Argumente GE - Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind weich und unbestimmt. Es darf den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen / Tierärzten den Entscheid über Zulässigkeit / Ablehnung eines Antrags auf Heimtierpass nicht zugemutet werden. Bisher war es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium: Wohnsitz. 	Änderung: Beibehaltung des derzeitigen Wortlauts von Art. 34. Alternativvorschlag: Streichen der Abs. 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34.

	<ul style="list-style-type: none"> - Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den Kant. Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung nicht einfach sein wird. - Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die Kant. Veterinärdienst zusätzlich belastet und zwar bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) und Tierärzten (wegen unrechtmässig ausgestellttem Heimtierpass) und dadurch erhöhten Risiken. <p>Dem erheblichen Mehraufwand, den erhöhten Risiken steht eine nur kleine Erleichterung von Halterinnen und Haltern gegenüber, was die Änderung insgesamt unverhältnismässig macht.</p>	
Art. 34a Abs. 2 lit. a und Abs. 3	<p>Bei Abs. 2 lit. a ist zu ergänzen, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.</p> <p>Der Teilsatz in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe an Halter ausgestellt werden sollen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind.</p>	<p>Änderung von Abs. 2 lit. a: [...]: "Zeitpunkt der Implantation <i>bzw. des Ablesens des Mikrochips</i> sowie Nummer und Lokalisation des angebrachten Mikrochips;"</p> <p>Änderung von Abs. 3 entsprechend dem Kommentar.</p>

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden. Keine Bemerkungen.	
Anhang 5	Grundsätzlich einverstanden. Keine Bemerkungen.	

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Anhang 1	Grundsätzlich einverstanden. Keine Bemerkungen.	



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Veterinärdienst Luzern
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VETD LU
Adresse, Ort : Meyerstrasse 20, 6002 Luzern
Kontaktperson : Dr. Martin Brügger
Telefon : 041 228 61 35
E-Mail : Martin.Bruegger@lu.ch
Datum : 26. September 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Kanton Luzern dankt für die Möglichkeit, sich zur Revision der Verordnungen über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten äussern zu können. Grundsätzlich befürworten wird den Entwurf und begrüßen die meisten der vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht (Artikel 64), die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen sensibilisieren zu können (Ergänzung von Artikel 295a Absatz 4 der Tierseuchenverordnung) und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere).

In Bezug auf den letzten Punkt ist der Kanton Luzern der Ansicht, dass auch der Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch behandelt werden muss. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.

Schließlich ist es bedauerlich, dass Bescheinigungen im neuen E-Cert-System nicht vollständig elektronisch erstellt werden können und dass der Aufwand für die Ausstellung mit der zusätzlichen Gebührenerhebung durch das BLV sehr stark zunehmen wird. Der Kanton Luzern beantragt, dass E-Cert baldmöglichst technisch so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer gänzlich elektronisch abgewickelt werden kann. Zudem muss im Entwurf ergänzt werden, dass die Archivierungsansprüche der Kantone auch betreffend E-Cert erfüllt werden müssen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG ist in allen 5 Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Ingress	Schreibfehler 19994	...1994...
5a, Abs. 3	<p>Die Stärkung der Lebensmittelsicherheit durch die Einführung dieser Bestimmung wird begrüßt. Die Ausnahmen sollen aber sehr restriktiv verwendet werden.</p> <p>Es ist schwer verständlich, warum die Einfuhr von tierischen Lebensmitteln, die von Tieren die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden stammen, aufrechterhalten wird, wenn diese Lebensmittel auch Erzeugnisse pflanzlichen Ursprungs enthalten. Diese Ausnahmeregelung schränkt die Wirksamkeit der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung drastisch ein. De facto könnten alle Fleischzubereitungen, die Gewürze enthalten, weiterhin importiert werden. Die Ausnahmen in Buchstabe a und b schmälern in der aktuellen Formulierung ebenfalls die Wirksamkeit der Bestimmung ein, insbesondere, wenn Wild, Amphibien, Weichtiere und Insekten explizit gezüchtet worden sind.</p> <p>Wenn Produkte nicht für den menschlichen Verzehr vorgesehen sind, können sie auch bei einem anderen Verwendungszweck (z.B. Verfütterung an Tiere) zu unerwünschten Problemen (Resistenzproblematik) führen.</p>	<p>a. ...sofern sie nicht gezüchtet wurden</p> <p>b. ...sofern sie nicht gezüchtet wurden</p> <p>Buchstaben f. und g. streichen</p>

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

13, Abs.2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen ist eine Information für Reisende willkommen. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen.	...an den Landesflughäfen sowie Grenzkontrollstellen und- bahnhöfen...
18, Abs. 4, Bst. b	Die Voranmeldung ermöglicht es, einem allfällig nicht konformen Import im Voraus zu begegnen. Daher soll die Frist zwischen der Voranmeldung und der Ankunft der Sendung verlängert werden. Allerdings bringt eine Voranmeldung vier Stunden vor der Landung in vielen Fällen nicht mehr Handlungsspielraum für die Vollzugsbehörden als eine Anmeldung bei der Landung. Eine präventive Reaktion der Behörden ist nur möglich, wenn die Voranmeldung vor dem Verladen der Sendung im Herkunftsland erfolgt.	b. ... vor dem Verlad ins Flugzeug
19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dar, z.B. im Falle eines Beutekäfer-Ausbruchs die Nachverfolgung sicherstellen zu können. Da solche Sendungen auch ein weiteres Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können, oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist eine äquivalente Bestimmung in die Tierseuchenverordnung unter «Änderungen anderer Erlasse» aufzunehmen.	Äquivalente Bestimmung in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
24, Abs. 4	Es soll die Gelegenheit ergriffen werden, in diesem Absatz noch die Anliegen des Tierschutzes zu verankern.	... der Einschleppung von Seuchen und bei lebenden Tieren keine Einschränkung des Wohlergehens einhergehen.
29, Abs.1	Frist von 3 Tagen für die Meldung beibehalten, erzeugt ggf. nur zusätzliche Mängel, die nicht von hoher Relevanz sind.	Bestehenden Text beibehalten
41, Abs. 1	Die Bezeichnung 3 Tage gibt zu Diskussionen Anlass. Es ist zielführender die Dauer in Stunden anzugeben, damit ist dann klar, von wann bis wann die Frist läuft	Abs. 1: ...die innerhalb von 72 Stunden von einem...
41, Abs. 2	Die Bezeichnung 3 Tage gibt zu Diskussionen Anlass. Es ist zielführender die Dauer in Stunden anzugeben, damit ist dann klar, von wann bis wann die Frist läuft	Abs. 2:...von Tierprodukten 72 Stunden , so muss...
49, Abs. 1, Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht dafür verantwortlich gemacht werden das Zeugnisoriginal der Exportsendung beizulegen. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	d. sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt
49, Abs. 1 ^{bis}	Wir bedauern, dass ein elektronisches System wie E-Cert die Behörde dazu zwingt, Zeugnisse zu drucken, zu unterschreiben, zu scannen und herunterzuladen. Der technische und sicherheitstechnische Gewinn erscheint daher sehr gering und stellt keine Vereinfachung für die Behörden und	neu: Das BLV sorgt für die Weiterentwicklung von E-Cert, um baldmöglichst die Zeugnisausstellung gänzlich elektronisch ausführen zu können. Sie teilt den

	anderen Akteure dar. Die Möglichkeit der elektronischen Validierung soll schnellst möglich eingeführt werden.	zuständigen kantonalen Behörden den Zeitpunkt der Umstellung mit.
61, Abs. 1, Bst. c	In Bezug auf die Tiere ist Bst. c überflüssig, da Tiere gem. Bst b Ziff. 1 sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	Tiere und -Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden
61, Abs. 2, Bst. a	Die Bezeichnung 3 Tage gibt zu Diskussionen Anlass. Es ist zielführender die Dauer in Stunden anzugeben, damit ist dann klar, von wann bis wann die Frist läuft. Zudem haben wir den Verdacht, dass der Satz nicht korrekt formuliert ist. Wir können uns nicht vorstellen, dass es um Tierprodukte geht, die länger als drei Tage auf dem Flughafen bleiben	Abs. 2: ...die nicht (?) länger als 72 Stunden auf dem...
62, Abs. 2, Bst. a	Die Bezeichnung 3 Tage gibt zu Diskussionen Anlass. Es ist zielführender die Dauer in Stunden anzugeben, damit ist dann klar, von wann bis wann die Frist läuft.	Abs. 2: ...die innerhalb von 72 Stunden von einem...
64, Abs. 1 und 3	Es soll die Gelegenheit ergriffen werden, in diesem Absatz noch die Anliegen des Tierschutzes korrekt zu verankern. Deshalb soll nicht von Laboruntersuchungen alleine die Rede sein, sondern dies in allgemeinerer Form festgehalten werden.	Abs. 1: ... Sendungen beschlagnahmt, einer weiterführenden Untersuchung unterzogen und nur bei günstigem Untersuchungsbefund freigegeben werden Abs. 3: ... auf die Einhaltung der tierseuchen- und tierschutzrechtlichen sowie lebensmittelhygienischen ... Norwegen einer weiterführenden Untersuchung unterzogen und nur bei günstigem Untersuchungsbefund freigegeben wird
67, Abs. 2	Die Bezeichnung 3 Tage gibt zu Diskussionen Anlass. Es ist zielführender die Dauer in Stunden anzugeben, damit ist dann klar, von wann bis wann die Frist läuft	Abs. 2: ...und länger als 72 Stunden auf dem...nach Ablauf dieser 72 Stunden als mangelhaft...
83, Abs. 1 und 2	Der Zeitpunkt, zu welchem das BAZG die kantonale Behörde informiert, ist entscheidend, ob eine allfällig zu treffende Massnahme wirksam sein kann. Im Falle eines Verstosses gegen die Tierseuchengesetzgebung muss die Massnahme ergriffen werden können, bevor ein möglicher Krankheitserreger sich weiterverbreitet. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Information an die kantonalen Behörden vor der Freigabe der Sendung durch das BAZG erfolgt und die Entscheidung der zuständigen Behörde abwartet. Dies ermöglicht es der kantonalen Behörde, die Kontrolle über die Sendung zu behalten.	Beide Absätze: ...so informiert es, bevor es die Sendung freigibt ...
91-93	Es wäre zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe,	Terminologie wie in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen

	namentlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, verwendet würden.	Veterinärwesen verwenden. Auf diese Gesetzgebung verweisen, wenn es um Grundausbildung geht.
92 Abs. 2, Bst. a	Zur besseren Übereinstimmung mit Artikel 91, in welchem es um Wassertiere geht, soll in Abs. 2 der Begriff Aquakultur hinzugefügt werden. Andernfalls würden Zuchtfische nicht unbedingt unter die Bestimmung fallen, obwohl diese Kontrollen von amtlichen Fachassistenten/innen durchgeführt werden können.	Abs. 2: Sendungen mit Fisch- und anderen Aquakulturerzeugnissen ;
97, Abs. 1	Schreibfehler	Abs. 1: ...Verkehrsaufkommen, neue gesetzliche Vorgaben oder...
102k, Bst. e	Es ist nicht klar, was mit Aufbewahrung und Entsorgung gemeint ist. Falls Eigenschaften am Bestimmungsort gemeint sind, dann können diese nicht von der zuständigen, kantonalen Behörde ausgefüllt werden, weil die entsprechenden Informationen fehlen	Entweder Bst. e streichen oder präzisieren, was gemeint ist
102q, Abs. 4 (neu)	Die Archivansprüche der Kantone sind unterschiedlich. Die Kantone haben die Daten in E-Cert selber erstellt und haben deshalb Anspruch darauf, diese nach ihren Vorgaben archivieren zu können. Es soll die gemeinsame Verabschiedung eines Archivierungsplans festgehalten werden. Wie in anderen vom Bund betriebenen Fachapplikationen, sind die Archivansprüche der Kantone gesetzlich festzuhalten.	neu: Ansprüche von Kantonen an die Archivierung der Daten ihres Zuständigkeitsbereichs richten diese ans BLV. Es wird gemeinsam ein den gesetzlichen Anforderungen von Bund und Kanton genügender Archivierungsplan verabschiedet.
103, Abs., Bst. c	Anpassung der Formulierung an den Änderungsvorschlag von Art. 64, Abs. 3	c. die Kosten für die weiterführenden Untersuchungen nach Art. 64...
Änderung TSV	Schreibfehler Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Artikel 19a	Abs. 4: von Tierseuchen unabhängig von...



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die Anpassungen sind begründet und werden umfassend begrüsst. Wir begrüssen insbesondere die Tatsache, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Sie begrüsst auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln.

Die Regierung des Kantons Luzern bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten zu stärken, sei es des Verkäufers, des Zwischenhändlers oder des Käufers, um den illegalen Handel mit Heimtieren besser bekämpfen zu können. Tatsächlich legt das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess auf den Importeur. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer hin und her geschoben. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleiben der Verkäufer und der Zwischenhändler häufig unklar. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eineindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Wir sind daher der Ansicht, dass die Verantwortung der Beteiligten, nicht nur des Importeurs, sondern z.B. auch des Käufers, verstärkt werden muss und stellt den Antrag, dies in die laufende Revision aufzunehmen

Zudem benötigt es Ergänzungen betreffend Datenschutz- und Archivierungen, wie nachfolgend dargelegt.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
1, Abs. 1, Bst. a	Island dürfte fälschlicherweise fehlen.	a. ...(EU), Island , Nordirland,...
4, Bst. f	Schreibfehler	f. ...amtliche Kontrollen der...
8, Abs. 1 und 2	Schreibfehler	... Gesundheitsbescheinigungen ...
19a	Vgl. Antrag zu Art. 19a EDAV-DS	Äquivalente Bestimmung in die Tierseuchenverordnung aufnehmen.
31 Abs. 1	Schreibfehler	... Gesundheitsbescheinigungen ...
7. Abschnitt Informationssystem TRACES	Es fehlen Datenschutz- und Archivbestimmungen gänzlich. Wie für Informationssysteme EDAV und E-Cert müssen solche geprüft und ergänzt werden. Weitere Ausführungen vgl. Kommentar zu Art. 102q EDAV-DS. Die Vielfalt der Informationssysteme macht es notwendig, die Datenschutz- und Archivierungsaspekte auch koordiniert zu analysieren und geeignet zu regeln.	Ergänzung gemäss Kommentar

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Das Hauptziel dieser Revision ist die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an das europäische Recht, nachdem Grossbritannien aus der Europäischen Union ausgetreten ist. In einigen Fällen stellt diese Anpassung jedoch eine Lockerung der Einfuhrbestimmungen dar. Insbesondere stellt der Vorschlag, einen Schweizer Heimtierpass auch für Tiere ausstellen zu dürfen, deren Haltende keinen Wohnsitz in der Schweiz und nur einen engeren Bezug zur Schweiz haben, eine nicht vertretbare Lockerung dar. Auch wenn das Ziel der Änderung darin besteht, die Verwaltungsverfahren für die Halterinnen und Halter von Heimtieren zu vereinfachen, wäre dies eine äusserst komplexe Prüfarbeit des behandelnden Tierarztes, der auf der Grundlage sehr unterschiedlicher Anträge und nicht eindeutigen Dokumenten entscheiden müsste, ob die Ausstellung eines Passes zulässig wäre. Zudem käme es zu massiven Vollzugsproblemen und zur Erhöhung der Rechtsunsicherheit, mit der die Kantonstierärzte konfrontiert wären, da sie die beschwerdefähigen Entscheide über die Verweigerung der Ausstellung eines Passes für ein illegal eingeführtes Tier formulieren müssten. Die Regierung des Kantons Luzern lehnt daher den neu formulierten Artikel 34 ab.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
14, Abs. 3 ^{bis}	Diese Erleichterung beinhaltet ein erhöhtes Risiko Tollwut einzuschleppen. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen häufigeren Mängelfällen führen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann ein Tier aus Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich, bzw. nur mit grossem Aufwand zu bewerkstelligen. Dieser Absatz ist deshalb zu streichen.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
29, Abs. 1	Der Kanton Luzern ersucht um folgende Präzisierung in Art. 29 EDAV-Ht, da diese für den effektiven, effizienten und reibungslosen Vollzug benötigt wird. Es soll immer diejenige kantonale Behörde zuständig sein, in dessen Kanton der Verstoss festgestellt wurde.	Abs. 1: ..., so ist die kantonale Veterinärbehörde des Ortes der Feststellung zuständig und trifft ...
34, Abs. 2 und 3	Wir lehnen es dezidiert ab, dass Heimtierpässe an nicht in der Schweiz wohnhafte Personen ausgestellt werden dürfen. Die Bedeutung des Heimtierpasses als klar definiertes Dokument wird erheblich geschwächt. Die Kriterien, wann ein Heimtierpass für Halter ohne Wohnsitz in der Schweiz zulässig ist, sind zu unbestimmt. Es kann den berufsausübungsberechtigten Tierärztinnen/Tierärzten nicht zugemutet werden, einen Entscheid über Zulässigkeit/Ablehnung eines Antrags für einen Heimtierpass für Personen mit Wohnsitz im Ausland zu treffen. Bisher gab es ein jederzeit nachvollziehbares Kriterium, nämlich den Wohnsitz. Tierärztinnen und Tierärzte werden im Einzelfall dann oft den kantonalen Veterinärdienst über die Zulässigkeit anfragen. Dies führt zu grossem Mehraufwand, da die Dokumentenprüfung auch für den kantonalen Veterinärdienst nicht einfach sein wird. Er wird eine erhebliche Zunahme an Mängelfällen geben, was die kantonalen Veterinärdienste zusätzlich belastet, sowohl bei Tierhaltern (mit unrechtmässigem Pass) als auch Tierärzten (wegen	Streichen der Absätze 2 und 3 des vorgeschlagenen Art. 34

	unrechtmässig ausgestelltem Heimtierpass), verbunden mit einem erhöhten Risiko für die Einschleppung von Tollwut. Diese Anpassung ist unverhältnismässig und gefährlich.	
34a, Abs. 1	Schreibfehler	... Berufsausübungsbewilligung ...
34a, Abs. 2 Bst. a	Aufgrund der Ausführungen zu Art. 34 muss der erste Teil des Satzes gestrichen werden. Zudem muss ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechippten Hund.	a. bei Tieren, deren Halterin oder Halter Wohnsitz in der Schweiz hat: Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips sowie....
34a, Abs. 3	Der Teilsatz am Ende in Absatz 3 ist zu streichen, da keine Heimtierpässe zu Haltenden ausgestellt werden dürfen, die nicht in der Schweiz wohnhaft sind	Abs. 3: ...Absatz 2 TSG erfassen, ausser bei Hunden, die sich maximal 3 Monate in der Schweiz aufhalten.

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Kanton Basel-Stadt
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : BS
Adresse, Ort : Rathaus, Marktplatz 9, 4001 Basel
Kontaktperson : Serafin Blumer, Veterinäramt Basel-Stadt
Telefon : 061 267 58 58
E-Mail : serafin.blumer@bs.ch
Datum : 07.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Anpassungen der EDAV-DS grundsätzlich. Kleinere Anpassungen bzw. Konkretisierungen werden dennoch ange-regt.

Die technisch bedingten Anpassungen erachten wir als begrüssenswert. Auch die Möglichkeit für das BLV, die Öffentlichkeit für Gesundheitsrisiken in Flughäfen - insbesondere am Euro-Airport Basel - sensibilisieren zu können, (Ergänzung von Art. 295a Abs. 4 der Tierseuchenverordnung) ist sehr zu begrüssen.

Des Weiteren werden auch die anderen vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Verstärkung der Kontrollen bei Verdacht auf Verstoss gegen das Veterinär- oder Gesundheitsrecht und das Einfuhrverbot von Nutztieren, die mit Reserveantibiotika oder Wachstumsförderern behandelt wurden (oder für Produkte dieser Tiere) von uns unterstützt.

Der Kanton Basel-Stadt ist der Ansicht, dass es sinnvoll wäre, auch den Aspekt der Einfuhr von sogenanntem Hormonfleisch im Zuge dieser Vorlage zu behandeln. Wie bei der Frage der Reserveantibiotika und der Wachstumsförderer sollen aus Gründen des Verbraucherschutzes auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch gestrichen werden, das von Tieren stammt, welchen hormonell wirksame Substanzen verabreicht worden ist.

Der neu eingeführte Art. 5a Abs. 1 Bst. b EDAV-DS hat zur Folge, dass nun keine Tierprodukte mehr in die Schweiz eingeführt werden dürfen, welche mit antimikrobiellen Arzneimitteln zur Förderung des Wachstums erzeugt wurden. Somit entfällt auch eine allfällige Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (SR 916.51, LDV). Der Kanton Basel-Stadt begrüsst diesen Entscheid, der den Vollzug aus unserer Sicht erleichtern wird.

Die Anpassung von Art. 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Amtsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bis anhin haben die Kantone nur die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES übernommen. Neu sollen die Kan-tone alle Betriebe, ausser die anmeldepflichtigen Personen, erfassen. Diese Verschiebung von Bund zu Kantonen macht nur schon aufgrund des Mengen-gerüsts für kleinere Kantone keinen Sinn. Die bisherige Organisation sollte nach wie vor weitergeführt werden.

Gemäss dem Entwurf zu Art. 100 Abs. 2 Bst. a EDAV-DS soll die Aufgabe der TRACES-Schulungen neu bei den Kantonen liegen. Dies führt zu einem extremen Mehraufwand und einer nicht sinnvollen Verlagerung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen kamen bis anhin nur in einem kleinen Aus-mass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Der Kanton Basel-Stadt empfiehlt, die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen nach wie vor zentral durch das BLV durchführen zu lassen.

Aufgrund der Änderung der Namensbezeichnung des BAZG möchte der Kanton Basel-Stadt zudem anregen, für alle fünf Änderungsvorlagen zu prüfen, ob der an verschiedenen Stellen verwendete Begriff «Zoll» noch korrekt ist.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art 13 Abs. 2	Auch in den wichtigsten Bahnhöfen und an den Grenzstellen wäre eine Information für Reisende sinnvoll. Denn Reisende könnten aus Drittländern auch per Zug oder Auto/Bus in die Schweiz kommen. Die Bestimmung sollte auch für Hauptbahnhöfe und Zollstellen gelten.	
Art. 17 Abs. 2 Bst. a und b	Die zuständigen kantonalen Behörden haben bisher nur die TRACES-Registrierung für Importeure übernommen, die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind. Das BLV übernimmt die Registrierung von reinen Importeuren.	a. von Bestimmungsbetrieben, Importeuren (gleichzeitig auch Bestimmungsbetriebe) und Speditionsunternehmen: bei der zuständigen kantonalen Behörde; b. von anmeldepflichtigen Personen oder reinen Importfirmen, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetriebe sind: beim BLV
Art. 17 Abs. 3	Es muss nach Möglichkeit verhindert werden, dass eine Sendung wegen unterschiedlichen Adressangaben auf den Begleitpapieren gestoppt und allenfalls zurückgewiesen wird. Entsprechend muss der Zeitraum für die Mitteilung möglichst eng gehalten werden.	
Art. 19a	Die neue Aufzeichnungspflicht ist richtig und stellt die Voraussetzung dafür dar, im Falle von Beutekäfer-Ausbrüchen die Nachverfolgung sicherstellen zu können.	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	Da solche Sendungen auch ein zweites Mal aufgeteilt und Hummeln weitergegeben werden können oder gar eine Hummelproduktion in der Schweiz etabliert werden könnte, ist die äquivalente Verpflichtung in die Tierseuchenverordnung unter Änderungen anderer Erlasse aufzunehmen.	
Art. 24 Abs. 4	Obwohl in der bisherigen Fassung der Tierschutz nicht erwähnt ist, darf das BLV keine Ausnahmen vom Verfahren bewilligen, wenn dies mit Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren verbunden ist. Trotzdem ist den Tierseuchenaspekten eine vorrangige Stellung gegenüber Tierschutzaspekten zu gewähren.	...abweichende Verfahren bewilligen, wenn sichergestellt ist, dass damit keine erhöhte Gefahr der Einschleppung von Seuchen und keine damit verbundenen Einschränkungen des Wohlergehens von lebenden Tieren einhergehen.
Art. 49 Abs. 1 Bst. d	Von der kantonalen Behörde kann nicht verlangt werden, dass sie das Zeugnisoriginal der Exportsendung beilegt. Je nach Export erfolgt ggf. keine Kontrolle der Ware vor Ort und das Zeugnis wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es liegt daher in der Verantwortung des Exporteurs, das Zeugnisoriginal der Sendung beizulegen.	sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung im Original an den Exporteur, welcher sie der Exportsendung beilegt.
Art. 61 Abs. 1 Bst. b und c	In Bezug auf die Tiere ist Bst. c überflüssig, da Tiere gem. Bst. b Ziff. 1. sowieso schon kontrolliert werden, sobald sie das Flugzeug verlassen.	Tiere und Tierprodukte, die vom Flughafen auf dem Landweg weitertransportiert werden
Art. 64 Abs. 1 und 3	Laboruntersuchungen sind nicht relevant bei Tierschutzmängeln.	Laboruntersuchung und Laborbefund ersetzen durch «weitergehende Untersuchung» und Laborbefund mit «Untersuchungsbefund»
Art. 83 Abs. 2	Eine schnellstmögliche Information des BAZG an die Behörde ist von hoher Relevanz. Das Abwarten der Entscheidung der Behörde vor der Freigabe hingegen ist nicht praktikabel.	
Art. 91 bis 93	Im Allgemeinen haben die von Tierärzten oder Assistenten an der Grenze ausgeführten Aufgaben einen offiziellen Charakter. Es wäre daher zu begrüßen, wenn die in der Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen definierten Begriffe, nämlich amtlicher Tierarzt und amtlicher Fachassistent statt Grenztierarzt und Assistent GTD, beibehalten würden. Dasselbe gilt für die Ausbildung. Die Weiterbildungsinhalte sind im Rahmen der Bildungsverordnung weit gesteckt und können so gezielte Inhalte aufweisen. Die Grundausbildung ist jedoch in das offizielle Ausbildungskonzept des öffentlichen Veterinärdienstes einzubinden.	

Art. 100 Abs. 2 Bst. a	Diese Änderung würde bedeuten, dass neu die Kantone die Schulungen für Bestimmungsbetriebe, Importeure und Speditionsunternehmen übernehmen müssten.	<p>² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p> <p>a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.</p>
Art. 102k	Diese Bestimmung sieht vor, dass das System die Art der Aufbewahrung und Entsorgung enthält. Diese Vorgänge werden in der Regel im Ausland durchgeführt und die Vollzugsbehörde verfügt nicht über alle Informationen, um diese Rubrik korrekt auszufüllen.	e. Angaben zum Verwendungszweck, Aufbewahrung und Entsorgung.
Art.103 Abs. 1 Bst. c	Hier empfiehlt der Kanton Basel-Stadt eine Anpassung analog zur Anmerkung betr. Art. 64 im Sinne einer Ersetzung des Begriffs «Laboruntersuchungen» durch den Begriff «weitergehende Untersuchungen».	die Kosten der weitergehenden Untersuchungen nach Art. 64 Absatz 3 sowie für deren Versand
Tierseuchenverordnung	Einfügen eines Artikels wegen der Weitergabe von Hummeln, siehe Antrag zu Art. 19a EDAV-DS.	



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Anpassungen der EDAV-EU grundsätzlich. Insbesondere wird die Tatsache begrüsst, dass das EDI zusätzliche Garantien für alle Arten und Produkte verlangen kann, wenn die Schweiz den seuchenfreien Status erreicht hat. Auch die verbesserte Rückverfolgbarkeit bei der Einfuhr von Hummeln wird ausdrücklich begrüsst.

Der Kanton Basel-Stadt bedauert hingegen, dass die Gelegenheit der aktuellen Revision nicht genutzt wurde, um die Verantwortung aller Beteiligten (Verkäufer, Zwischenhändler, Käufer, etc.) im Bereich des illegalen Handels mit Heimtieren auszubauen. Dies wäre notwendig, um den illegalen Heimtierhandel besser bekämpfen zu können. Insbesondere soll darauf hingewiesen werden, dass die teils mangelhaften Definitionen in diesem Bereich bei der Bestellung von Heimtieren via Internet ein Problem darstellen. Tatsächlich weist das geltende Recht die Verantwortung für den Einfuhrprozess dem «Importeur» zu. Dieser Begriff ist jedoch nach wie vor schlecht definiert und die Verantwortung wird zwischen dem Verkäufer, dem Transporteur (oder Vermittler) und dem Käufer verwässert. Da die Verantwortlichkeiten nicht korrekt festgestellt werden können, werden Strafverfahren wegen Verstössen sehr häufig eingestellt. Im Rahmen des illegalen Handels, insbesondere mit Heimtieren, bleibt häufig unklar, wer der Verkäufer und wer der Zwischenhändler ist. Der Käufer wird als Opfer betrachtet, obwohl er der Endbegünstigte der eingeführten Sendung ist. Eine eindeutige Rechenschaftspflicht aller Beteiligten würde sicherlich zu einer systematischeren Ahndung von Verstössen im Einfuhrprozess führen. Die geklärte eindeutige Verantwortlichkeit würde den aus illegalen Einfuhren resultierenden Handel zweifellos weniger attraktiv machen und langfristig dazu beitragen, dieses Phänomen zu bremsen. Der Kanton Basel-Stadt ist daher der Ansicht, dass die Verantwortung aller Beteiligten (nicht nur die des Importeurs, sondern auch die des Käufers) konkretisiert und ausgebaut werden muss und regt an, dass dies in der laufenden Revision aufgenommen wird.

Der Kanton Basel-Stadt möchten zudem anmerken, dass die Vorlage keine Datenschutz- und Archivierungsbestimmungen enthält. Aus Sicht des Kantons Basel-Stadt wären solche Bestimmungen im Hinblick auf die Komplexität der Informationssysteme jedoch sehr wünschenswert.

Zudem möchte der Kanton Basel-Stadt im Folgenden einige weitere Anpassungs- bzw. Konkretisierungsvorschläge anbringen.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 Bst. a	Hier fehlt neben der EU, Nordirland und Norwegen ein Verweis auf Island. Wir gehen davon aus, dass dies fälschlicherweise untergegangen ist.	«Island» ergänzen
Art. 6 Abs. 4	Der Absatz wurde in der französischen Version falsch nummeriert.	2. «2» durch «4» ersetzen
Art. 19a	Vgl. Bemerkungen oben zu Art. 19a EDAV-DS.	
Art. 20	Art. 20 betrifft auch Betriebe, die Hummeln importiert haben. Die gewählte Formulierung ist, zumindest in der französischen Fassung, mehrdeutig.	

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Anpassungen der EDAV-Ht grundsätzlich. Kleine Anpassungen bzw. Konkretisierungen werden dennoch angeregt.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 3, Art. 6a und Art. 7	Der Kanton Basel-Stadt möchte festhalten, dass sich eine Höchstzahl für Hunde, Katzen und Frettchen bewährt hat und beibehalten werden muss.	
12 Abs. 3 Bst. a und 13 Abs. 4 Bst. a	Der Kanton Basel-Stadt möchte eine Prüfung der Streichung des Erfordernisses der Besitzererklärung anregen. Diese Anforderung bringt keine grössere Sicherheit. Der Halter kann diese Erklärung gar nicht aufgrund gesicherter Information ausfüllen, da er den Welpen nicht die gesamte Zeit gehalten hat und diesen unter seiner Kontrolle hatte. Falls es mit den Verpflichtungen gegenüber der EU vereinbar ist, möchten wir eine Streichung dieser Anforderung anregen.	Streichung von Art. 12 Abs. 4 Bst. a sowie Art. 13 Abs. 4 Bst. a
Art. 14 Abs. 3 ^{bis}	Durch diese Erleichterung wird unseres Erachtens ein erhöhtes Risiko für (unentdeckte) Tollwutfälle geschaffen. Es wird zudem zu Mehraufwand bei den kantonalen Behörden wegen mehr und komplexeren Mängelfällen führen. Es geht nur aus der Veterinärbescheinigung hervor, wann das Tier in die Staaten gemäss Art. 6 Abs. 1 Bst. a eingeführt wurde. Wenn keine Veterinärbescheinigung mehr vorliegt, ist die Nachvollziehbarkeit (lückenlose Sachverhaltsdarstellung) nicht mehr möglich. Wir regen deshalb an, die Bestimmung zu streichen.	Abs. 3 ^{bis} ersatzlos streichen
Art. 34a Abs. 2 Bst. a und Abs. 3	Hier müsste aus Sicht des Kantons Basel-Stadt ergänzt werden, dass nicht nur der Zeitpunkt der Implantation aufgezeichnet werden muss, sondern auch das Ablesedatum bei einem bereits gechipten Hund.	...Zeitpunkt der Implantation bzw. des Ablesens des Mikrochips...

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Anpassungen der EDAV-DS-EDI. Insbesondere wird die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche positiv bewertet.

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Anpassungen der EDAV-EU-EDI. Insbesondere wird die Ausweitung der IBR-Garantien auf Kameliden und Hirsche positiv bewertet.

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Numero
5538

fr

0

Bellinzona
15 novembre 2023

Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 41 11
fax +41 91 814 44 35
e-mail can@ti.ch
web www.ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Ufficio federale della sicurezza
Alimentare e di veterinaria USAV
3033 Berna

*Invio per posta elettronica in formato Word
e PDF a vernehmlassungen@blv.admin.ch*

Procedura di consultazione sulla modifica delle ordinanze concernenti l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali

Gentili signore, egregi signori,

ci riferiamo alla consultazione menzionata in epigrafe e tramite la presente vi ritorniamo il modulo di risposta.

Ringraziandovi per l'opportunità accordata di esprimersi in materia, vogliate gradire, gentili signore ed egregi signori, l'espressione della nostra stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente

Raffaele De Rosa

Il Cancelliere

Arnaldo Coduri

Allegato:
- menzionato

Copia a:

- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch)
- Dipartimento della sanità e della socialità (dss-dir@ti.ch)
- Divisione della salute pubblica (dss-dsp@ti.ch)
- Ufficio del veterinario cantonale (dss-uvc@ti.ch)
- Pubblicazione in Internet



Consultazione sulla modifica delle Ordinanze sull'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali (dal 21.8. al 21.11.2023)

Parere di

Nome / azienda / organizzazione / ufficio : Consiglio di Stato del Cantone Ticino

Abbreviazione dell'azienda / dell'organizzazione / dell'ufficio : CdS

Indirizzo, luogo : Residenza governativa, 6500 Bellinzona

Persona di contatto : Luca Bacciarini

Telefono : 091/814.41.00

E-Mail : luca.bacciarini@ti.ch

Data : 8 novembre 2023

Indicazioni importanti:

1. Non apportare modifiche alla formattazione del modulo!
2. utilizzare una riga separata per ogni articolo dell'ordinanza.
3. la dichiarazione elettronica come documento **Word** entro il 21 novembre 2023 al seguente indirizzo e-mail:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Ufficio federale della sicurezza alimentare
e della veterinaria USAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Osservazioni generali sull'ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali negli scambi con paesi terzi (OITE-PT)

Siamo grati per l'opportunità di commentare la revisione delle ordinanze sull'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali. In linea di principio, siamo favorevoli alla maggior parte delle modifiche proposte, in particolare il rafforzamento dei controlli in caso di sospetta violazione della legislazione veterinaria (art. 64), la possibilità per l'USAV di sensibilizzare l'opinione pubblica sui rischi sanitari negli aeroporti (aggiunta all'art. 295a cpv. 4 dell'Ordinanza sulle epizoozie) e il divieto di importare animali da reddito o prodotti da questi animali trattati con antibiotici di riserva o promotori della crescita.

Per quanto riguarda l'ultimo punto, riteniamo che debba essere affrontato anche l'aspetto dell'importazione della cosiddetta carne trattata con ormoni. Come per gli antibiotici di riserva e i promotori della crescita, anche le importazioni di carne bovina proveniente da animali a cui sono state somministrate sostanze ormonali attive dovrebbero essere vietate per motivi di tutela dei consumatori.

È deplorabile che i certificati non possano essere creati completamente per via elettronica nel nuovo sistema E-Cert. Chiediamo che E-Cert sia potenziato tecnicamente il prima possibile in modo che i certificati di esportazione per i Paesi terzi possano essere emessi interamente per via elettronica. Un sistema solo parzialmente digitalizzato è soggetto a errori e comporta un aumento dei costi di applicazione.

Inoltre, nella bozza deve essere aggiunto che i requisiti di archiviazione dei Cantoni devono essere soddisfatti anche per quanto riguarda l'E-Cert. A causa del cambiamento del nome dell'Ufficio federale delle dogane e della sicurezza delle frontiere (UDSC), è necessario verificare in tutte e 5 le Ordinanze se il termine "dogana" utilizzato è ancora corretto.

Chiediamo inoltre che sia rivalutata la deroga all'art. 12 cpv. 3 lett a dell'OITEAc.

Ci permettiamo qui di menzionare un problema riguardante l'identificazione dei gatti tramite microchip. L'Ordinanza sulle epizoozie indica unicamente per i cani e gli equidi l'obbligo di utilizzare per l'identificazione un microchip con il codice del paese (per la Svizzera 756). Questo costituisce un grosso problema, specialmente per un Cantone di frontiera come il nostro. Abbiamo molti gatti identificati con numeri di microchip senza codice di paese (900) oppure codice di paese dell'Unione Europea che non sono accompagnati da un passaporto per animali da compagnia e non sono vaccinati nei confronti della rabbia. Poiché non esiste l'obbligo di utilizzare un microchip con codice di paese è praticamente impossibile per l'autorità cantonale risalire all'origine di questi animali. È impossibile determinare se si tratta di animali importati illegalmente o di animali nati in Svizzera. Non è quindi di conseguenza possibile valutare il rischio associato alla presenza di questi animali. Chiediamo quindi di considerare di inserire, in occasione della prossima revisione dell'OFE, l'obbligo di utilizzare un microchip con il codice di paese (756) per identificare gatti nati in Svizzera. Richiamiamo a questo proposito pure il Regolamento UE 577/2013.



2 Osservazioni sulle singole disposizioni dell'ordinanza sull'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali negli scambi con paesi terzi (OITE-PT)

Articolo	Commenti / osservazioni	Richiesta di modifica (testo proposto)
Art. 5a	Il rafforzamento della sicurezza alimentare attraverso l'introduzione di questa disposizione è accolto con favore. Tuttavia, dal punto di vista della protezione dei consumatori, è difficile capire perché l'importazione di alimenti di origine animale derivati da animali trattati con antibiotici di riserva o promotori della crescita non è vietata se questi alimenti contengono prodotti di origine vegetale. Questa deroga limita drasticamente il campo di applicazione della disposizione del cpv. 2. Di fatto, tutte le preparazioni di carne contenenti spezie potrebbero continuare a essere importate. Anche le esenzioni a e b riducono il campo di applicazione della disposizione, in particolare quando si allevano selvaggina, anfibi, molluschi e insetti.	Chiarire alle lettere a e b che si tratta di animali allevati. Cancellare il paragrafo 3 lett. f.
Art 13 cpv. 2	Le informazioni per i viaggiatori sono gradite <u>anche nelle principali stazioni ferroviarie e ai posti di frontiera</u> . Questo perché anche i viaggiatori provenienti da Paesi terzi potrebbero arrivare in Svizzera in treno o in auto/autobus.	La disposizione dovrebbe applicarsi anche alle principali stazioni ferroviarie e agli uffici doganali.
Art. 18 cpv. 4, lett. b	La notifica preventiva consente di affrontare in anticipo un potenziale problema. Pertanto, il periodo che intercorre tra la notifica preventiva e l'arrivo della spedizione dovrebbe essere esteso. Tuttavia, in molti casi, una notifica preventiva quattro ore prima dello sbarco non offre alle	Sostituire con "per i prodotti di origine animale: prima del carico della partita".

Ufficio federale della sicurezza alimentare
e della veterinaria USAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

	<p>autorità di controllo un margine di manovra maggiore rispetto a una notifica allo sbarco. Una reazione preventiva da parte delle autorità è possibile solo se la notifica preventiva viene effettuata prima che la partita venga caricata nel Paese d'origine, e non è chiara la differenza tra le partite di pacchi soggette a controlli e i prodotti animali trasportati in pacchi.</p>	
Art. 19a	<p>Il nuovo obbligo di registrazione è corretto ed è un prerequisito per garantire la tracciabilità in caso di focolaio di bombi. Poiché tali partite possono essere suddivise anche successivamente e i bombi possono essere trasmessi a terzi o addirittura la produzione di bombi potrebbe essere stabilita in Svizzera, l'obbligo equivalente dovrebbe essere incluso nell'Ordinanza sulle epizootie in occasione delle prossime modifiche.</p>	<p>Includere una disposizione equivalente nell'Ordinanza sulle epizootie.</p>
Art. 24 cpv.4	<p>Sebbene il benessere degli animali non sia menzionato nella versione attuale, l'USAV non può autorizzare eccezioni alla procedura se ciò è associato a restrizioni del benessere degli animali vivi.</p>	<p>... autorizzare procedure diverse se si garantisce che non vi sia un aumento del rischio di introduzione di malattie <u>e che il benessere degli animali vivi non ne risulti limitato.</u></p>
Art. 49 cpv.1	<p>La formulazione del paragrafo 1 è infelice. Essa suggerisce che esistono due tipi di certificati e che l'autorità cantonale può essere ritenuta responsabile che il certificato originale sia allegato alla spedizione in esportazione.</p>	<p>Rivedere la formulazione.</p>
Art. 49, cpv.1, lett. d	<p>A seconda dell'esportazione, le merci potrebbero non essere ispezionate in loco e il certificato potrebbe essere inviato all'esportatore per posta. <u>È quindi responsabilità dell'esportatore allegare l'originale del certificato alla spedizione.</u></p>	<p>..... consegna il certificato sanitario originale firmato all'esportatore, che lo allega alla spedizione per l'esportazione.</p>
Cpv. 1' nuovo	<p>Ci rammarichiamo che un sistema elettronico come E-Cert costringa le autorità a stampare, firmare, scansionare e scaricare i certificati. I vantaggi tecnici e di sicurezza sembrano quindi molto ridotti e non rappresentano alcuna semplificazione per le autorità e gli altri portatori di interessi. <u>L'opzione della convalida elettronica dovrebbe essere introdotta il prima possibile.</u></p>	<p>Paragrafo 1" nuovo: l'USAV garantisce l'ulteriore sviluppo di E-Cert per poter emettere quanto prima certificati interamente per via elettronica. Informa le autorità cantonali competenti della data del passaggio.</p>

Art. 61 cpv. 1 lett. b e c	Per quanto riguarda gli animali, la lettera c) è superflua, in quanto gli animali sono (dovrebbero essere!) già controllati non appena lasciano l'aereo in conformità con la lettera b), cpv. 1.	"Animali e prodotti di origine animale trasportati via terra dall'aeroporto".
Art. 61 cpv. 2 lett. a	Sebbene le note esplicative parlino di un allentamento delle norme, la formulazione "più di tre giorni" non è corretta alla luce dell'obiettivo dell'articolo 61, che introduce i controlli.	Sostituire "più di tre giorni" con " <u>non più di tre giorni</u> ".
Art. 64 cpv.1 e 3	I test di laboratorio non sono rilevanti per le carenze OPAn! Completare il cpv.3 con "benessere animale".	Sostituire gli esami di laboratorio e i risultati di laboratorio con "ulteriori esami" e i risultati di laboratorio con i risultati degli esami Cpv.3: "Nel caso di un aumento generale del rischio per quanto riguarda la conformità con la salute degli animali, il <u>benessere degli animali</u> o i regolamenti sull'igiene degli alimenti in un paese di origine".
Art. 61 - 67	La dicitura "tre giorni" non è abbastanza precisa e in ogni caso tutti gli altri termini sono indicati in "ore", sostituire di conseguenza.	Sostituire con "72 ore".
Art. 91 - 93	In generale, i compiti svolti dai veterinari o dagli assistenti alla frontiera sono di natura ufficiale. Sarebbe quindi auspicabile che venissero mantenuti i termini definiti nell' Ordinanza concernente la formazione, il perfezionamento e l'aggiornamento delle persone impiegate nel settore veterinario pubblico, ossia veterinario ufficiale e assistente specializzato ufficiale anziché veterinario di confine e assistente GTD. Lo stesso vale per la formazione. Il contenuto della formazione continua è definito in modo ampio nell'ambito dell'ordinanza sulla formazione e può quindi includere contenuti specifici. Tuttavia, la formazione di base deve essere integrata nel concetto di formazione ufficiale del servizio veterinario pubblico.	Utilizzare la terminologia prevista dall'Ordinanza concernente la formazione, il perfezionamento e l'aggiornamento delle persone impiegate nel settore veterinario pubblico. Fare riferimento a questa ordinanza quando si parla di formazione di base.
Art. 100 cpv. 2 lett. a	Ciò significa che i Cantoni dovranno ora provvedere alla formazione delle aziende di destinazione, degli importatori e delle imprese di trasporto. Con un aumento dell'onere sostenuto dai Cantoni.	² Organizza inoltre i corsi di formazione per le persone di cui all'art. 17. Non è previsto alcun costo per la partecipazione a tali corsi.

		<p>³¹ I responsabili TRACES degli uffici cantonali organizzano corsi di formazione per :</p> <p>a. i veterinari ufficiali e gli ispettori cantonali delle derrate alimentari che utilizzano TRACES nel corso della loro attività.</p>
Art. 102k	<p>L'articolo stabilisce che il sistema deve includere il tipo di stoccaggio e di smaltimento. Questi processi sono generalmente eseguiti all'estero e l'autorità di esecuzione non dispone di tutte le informazioni necessarie per compilare correttamente questa sezione.</p> <p>Inoltre; è necessario aggiungere un nuovo paragrafo 2, in modo che tutti i certificati di esportazione verso Paesi Terzi possano essere realizzati il più rapidamente possibile all'interno di E-Cert e in formato digitale, senza dover modificare l'ordinanza. L'USAV deve essere autorizzato a farlo.</p>	<p>Alla lett e. eliminare "Conservazione ed eliminazione".</p> <p>(Cpv. 2 nuovo) A partire dalla data specificata dall'USAV, l'E-Cert contiene anche la firma elettronica del veterinario ufficiale responsabile per le partite in esportazione.</p>
Art. 102q	<p>È necessario aggiungere un nuovo paragrafo, poiché le esigenze per l'archiviazione dei documenti differisce nei vari Cantoni. I Cantoni dispongono dei propri dati in E-Cert e hanno quindi il diritto di archivarli secondo le proprie specifiche cantonali. Va sottolineata l'adozione congiunta del piano di archiviazione. Come per altre applicazioni gestite dalla Confederazione, i diritti di archiviazione dei Cantoni devono essere stabiliti per legge. Questo argomento richiede anche una revisione generale nella nuova Commissione permanente TIC del Servizio veterinario svizzero.</p>	<p>(nuovo) Le richieste dei Cantoni per l'archiviazione dei dati di loro competenza devono essere rivolte all'USAV. È adottato congiuntamente un piano di archiviazione che soddisfa i requisiti legali della Confederazione e dei Cantoni.</p>
Art.103 cpv. 1 lett. c	<p>Modificare come da art. 64</p>	<p>i costi per le analisi supplementari come da art. 64 cpv 3 così pure per la spedizione</p>
Ordinanza sulle epizootie	<p>Modifica redazionale art. 295a cpv.4 nuovo</p>	<p>... indipendente</p>
	<p>Inserimento di un articolo sul trasferimento dei bombi, cfr. proposta relativa all'articolo 19a della OITE-PT.</p>	

Ordinanza sugli emolumenti dell'USAV	Nessun commento.	
---	------------------	--



3 Osservazioni generali sull'Ordinanza relativa all'importazione, al transito e all'esportazione di animali e prodotti di origine animale negli scambi con gli Stati membri dell'UE, l'Islanda e la Norvegia (OITE-EU)

Le modifiche sono fondate e ampiamente accolte. Accogliamo con particolare favore il fatto che il DFI possa richiedere ulteriori garanzie per tutte le specie e i prodotti una volta che la Svizzera avrà ottenuto lo status di Paese esente da malattie. Accoglie inoltre con favore il miglioramento della tracciabilità per l'importazione di bombi.

Tuttavia, ci rammarichiamo che non sia stata sfruttata l'opportunità dell'attuale revisione per rafforzare la responsabilità di tutte le parti coinvolte, siano esse il venditore, l'intermediario o l'acquirente, al fine di combattere meglio il commercio illegale di animali domestici. In effetti, la legge attuale attribuisce la responsabilità del processo di importazione all'importatore. Tuttavia, questo concetto è ancora poco definito e la responsabilità è diluita tra il venditore, il trasportatore (o intermediario) e l'acquirente. Poiché non è possibile stabilire correttamente le responsabilità, molto spesso i procedimenti penali per i reati vengono abbandonati. Nel contesto del commercio illegale, soprattutto di animali da compagnia, l'identità di chi agisce in qualità di venditore e di intermediario rimane spesso incerta. L'acquirente è visto come la vittima, anche se è il beneficiario finale della partita importata. Una chiara responsabilità di tutte le parti coinvolte porterebbe sicuramente a una punizione più sistematica dei reati nel processo d'importazione. Una responsabilità chiara e inequivocabile renderebbe senza dubbio meno attraente il commercio derivante dalle importazioni illegali e contribuirebbe a contenere il fenomeno a lungo termine. Riteniamo pertanto che la responsabilità delle parti coinvolte, non solo dell'importatore ma anche dell'acquirente, debba essere rafforzata e chiediamo che ciò sia incluso nell'attuale revisione.

Chiediamo inoltre integrazioni in materia di protezione e archiviazione dei dati, come indicato di seguito.

Ufficio federale della sicurezza alimentare
e della veterinaria USAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Osservazioni sulle singole disposizioni dell'Ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Stati membri dell'UE, Islanda e Norvegia (OITE-UE)

Articolo	Commenti / osservazioni	Richiesta di modifica (testo proposto)
Art. 6 cpv. 4	Controllare la versione francese.	
Art. 19a	Comparare con la richiesta di modifica all'art. 19a OITE-PT.	
Nuovo art. (21a)	Estensione delle responsabilità per il rispetto delle disposizioni legali applicabili lungo l'intero flusso di animali e merci durante l'importazione e il transito, con l'obiettivo di prevenire il più possibile il commercio illegale di animali e prodotti di origine animale (si vedano anche i commenti generali). Questo punto è molto importante per poter operare a livello cantonale.	Estensione delle responsabilità <u>a venditori, intermediari e acquirenti</u>
Sezione 7: sistema informatico TRACES	<u>Mancano completamente le disposizioni in materia di protezione e archiviazione dei dati.</u> Come per i sistemi informativi OITE ed E-Cert, queste devono essere riviste e integrate. Per ulteriori dettagli, si veda il commento all'art. 102q OITE-PT. La diversità dei sistemi informativi rende necessaria un'analisi coordinata degli aspetti relativi alla protezione e all'archiviazione dei dati e una regolamentazione adeguata.	Aggiungere come da commento

Ufficio federale della sicurezza alimentare
e della veterinaria USAV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 42a	I riferimenti all'applicabilità delle disposizioni comuni per i sistemi informativi OITE ed E-Cert devono essere adattati alle modifiche apportate in conformità alla presente proposta.	Modificare i rimandi come da commento
----------	--	---------------------------------------

5 Osservazioni generali sull'Ordinanza Ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali da compagnia (OITEAc)

Lo scopo principale di questa revisione è quello di armonizzare la legislazione svizzera con quella europea in seguito all'uscita del Regno Unito dall'Unione Europea. In alcuni casi, tuttavia, questo adeguamento rappresenta un allentamento delle norme sull'importazione. In particolare, la proposta di consentire il rilascio di un passaporto svizzero per animali da compagnia agli animali i cui proprietari non risiedono in Svizzera e hanno solo un legame stretto con la Svizzera è un allentamento ingiustificato. Anche se l'obiettivo dell'emendamento è quello di semplificare le procedure amministrative per i proprietari di animali da compagnia, ciò comporterebbe controlli più complessi da parte del veterinario curante, che dovrebbe decidere sulla base di domande molto diverse e documenti ambigui, se il passaporto debba essere o meno rilasciato. Ciò comporterebbe inoltre enormi problemi di applicazione e aumenterebbe l'incertezza giuridica dei veterinari cantonali, che dovrebbero prendere decisioni impugnabili sul rifiuto di rilasciare un passaporto per un animale importato illegalmente. Respingiamo pertanto fermamente il nuovo articolo 34.

Chiediamo inoltre di rivalutare l'applicazione da parte della Svizzera della deroga alla vaccinazione antirabbica all'art. 12, cpv. 3, lett. a.

6 Osservazioni sulle singole disposizioni dell'Ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali da compagnia (OITEAc)

Articolo	Commenti / osservazioni	Richiesta di modifica (testo proposto)
Art. 3, art. 6a e art. 7	<p>Le note esplicative non spiegano perché il numero massimo di animali da compagnia per l'importazione agevolata ai sensi della OITEAc sia stato eliminato per tutte le specie animali ad eccezione di cani, gatti e furetti e perché non sia stato eliminato proprio per cani, gatti e furetti.</p> <p>Riteniamo tuttavia sensato mantenere il limite perché facilita i controlli specialmente di fronte a sospette imputazioni che potrebbero rivestire carattere commerciale.</p>	
Art. 12, cpv. 3, lett. a	<p>L'applicazione in Svizzera di questa deroga, applicata nell'UE oramai solamente da un paio di Stati membri, è problematica sotto più punti di vista e <u>aumenta considerevolmente il rischio rabbia</u> in quanto non è utilizzata solamente per importare cuccioli dai paesi confinanti provenienti da allevamenti riconosciuti. La maggior parte dei cani importati in deroga proviene da allevamenti dubbi, cambiano più volte proprietario prima di essere rivenduti al detentore finale tramite portali web o negozi di animali.</p>	Art. 12, cpv. 3, lett. a <u>abrogato</u>
Art. 14 cpv.3 ^{bis}	<p>Ribadendo quanto esposto a proposito dell'art. 12, questa facilitazione per i proprietari e l'USAV comporta un aumento <u>del rischio di rabbia</u>. Inoltre, comporterà un aumento del carico di lavoro per le autorità cantonali a causa di un numero sempre crescente di casi di importazione irregolare sempre più complessi. Pertanto, dovrebbe essere stralciata. Dal certificato veterinario si evince solo quando l'animale è stato importato negli Stati ai sensi dell'art. 6 cpv.1 lett. a.</p> <p><u>Se il certificato veterinario non è più disponibile, la tracciabilità non è garantita.</u></p>	Cpv.3 ^{bis} <u>da eliminare</u>
Nuovo Art. 29 cpv. 4	<p>Poiché la gestione degli animali in quarantena è associata a costi molto elevati e il numero di casi è molto alto specialmente per Cantoni di frontiera come il nostro, dovrebbe poter essere previsto un deposito.</p>	<p>Nuovo: art. 29 cpv. 4: "In caso di sequestro, le autorità possono richiedere un deposito ai proprietari dell'animale per garantire la copertura delle spese derivanti dalla gestione</p>

	Dove una quarantena è necessaria, si deve garantire che i costi siano ampiamente coperti, in modo che il Cantone non debba sostenere i costi elevati se i proprietari degli animali non sono in grado di pagare.	dell'animale. Se la cauzione non viene fornita, le autorità possono ordinare l'immediata eutanasia dell'animale".
Art. 34	<p>La suddivisione in due articoli è opportuna da un punto di vista giuridico. Respingiamo con le seguenti motivazioni il rilascio di passaporti per animali da compagnia a persone <u>non</u> residenti in Svizzera:</p> <ul style="list-style-type: none"> - il passaporto per animali da compagnia perde credibilità quale documento ufficiale, con aumento di possibili frodi; - i criteri per stabilire quando un passaporto per animali da compagnia è ammissibile per i proprietari non residenti in Svizzera sono vaghi e indefiniti. Non ci si può aspettare che i veterinari decidano sull'ammissibilità o il rifiuto di una richiesta di passaporto per animali da compagnia. Finora il criterio della residenza è stato sempre chiaro; - aumento delle richieste di assistenza da parte dei veterinari al servizio veterinario cantonale per ottenere l'autorizzazione nei singoli casi. Ciò comporterà una mole non indifferente di lavoro aggiuntivo per il servizio veterinario; - notevole aumento del numero di casi con irregolarità, che comporterà un ulteriore onere per il servizio veterinario cantonale, in particolare per i proprietari di animali domestici (con passaporti non autorizzati) e per i veterinari (a causa di passaporti per animali domestici rilasciati illegalmente) e quindi un aumento dei rischi. <p><u>Il notevole lavoro supplementare per le autorità cantonali e l'aumento del rischio sono compensati solo da un piccolo sgravio per i proprietari, il che rende il cambiamento complessivamente sproporzionato.</u></p>	<p><u>Mantenere il contenuto dell'attuale art. 34</u></p> <p>Stralciare i cpv. 2 e 3 dell'art. 34 così come proposti</p>
Art. 34a cpv.2 lett. a e cpv.3	<p>Si deve aggiungere che non solo la data dell'impianto deve essere registrata, ma anche <u>la data di lettura</u> nel caso di un cane già chippato.</p> <p>La frase del paragrafo 3 deve essere eliminata, in quanto <u>non possono essere rilasciati passaporti per animali da compagnia ai proprietari che non risiedono in Svizzera.</u></p>	

7 Osservazioni generali sull'Ordinanza del DFI concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Paesi terzi (OITE-PT-DFI)

Accogliamo favorevolmente l'estensione delle garanzie per quanto riguarda l'IBR ai camelidi e cervidi.

8 Osservazioni sulle singole disposizioni dell'Ordinanza del DFI concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Paesi terzi (OITE-PT-DFI)

Articolo	Commenti / osservazioni	Richiesta di modifica (testo proposto)
Allegato 1, No. 26	Le informazioni contenute nell'OITE-PT non corrispondono a quelle contenute nell'OITE-PT-DFI, modificata in base al Regolamento (UE) 2022/488, GU L 100 del 28.3.2022, pag. 6.	
Cifra. 1 nota a piè di pagina Allegato 3 (art. 3)	La nota a piè di pagina nell'attuale OITE-PT-DFI al punto 1 è "12", e non "1" o "2".	Correggere la cifra
Allegato 5	Accordo di principio, si rinuncia all'esame dei singoli riferimenti.	

9 Osservazioni generali sull'Ordinanza del DFI concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Stati membri dell'UE, Islanda e Norvegia (OITE-UE-DFI)

Accogliamo favorevolmente l'estensione delle garanzie per quanto riguarda l'IBR ai camelidi e cervidi.

10 Osservazioni sulle singole disposizioni dell'Ordinanza del DFI concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Stati membri dell'UE, Islanda e Norvegia (OITE-UE-DFI)

Articolo	Commenti / osservazioni	Richiesta di modifica (testo proposto)
Allegato 1	Accordo di principio, si rinuncia all'esame dei singoli riferimenti.	



CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

PER E-MAIL

Eidg. Departement des Innern EDI
Herr Bundespräsident Alain Berset
Inselgasse 1
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 14. November 2023

Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten. Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Bundespräsident

Mit Brief vom 21. August 2023 unterbreiteten Sie uns den Entwurf zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten mit der Bitte, bis zum 21. November 2023 eine Stellungnahme abzugeben.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit und nehmen wie folgt Stellung dazu:

Die Anpassungen haben nur geringen Einfluss auf die Verwaltung des Kantons Nidwalden oder die Gemeinden. Wir begrüssen grundsätzlich die vorgesehenen Anpassungen.

Es gibt jedoch zwei Aspekte, die eine gewisse Relevanz haben:

- Das System eCert ist aktuell nur teildigitalisiert. Bescheinigungen können nicht vollständig elektronisch erstellt werden. Es ist wünschenswert, dass das System so weiterentwickelt wird, dass die Exportzeugniserstellung für Drittländer vollständig elektronisch abgewickelt werden kann.
- Die neue Möglichkeit, dass Tierärztinnen und -ärzte unter gewissen Umständen Heimtierpässe an Personen mit Wohnsitz im Ausland ausstellen dürfen, wird als nicht zielführend angesehen. Dies hat eine Prüfarbeit für praktizierende Tierärztinnen und -ärzte zur Folge und dürfte zu einem gewissen zusätzlichen Aufwand bei den kantonalen Veterinärdiensten führen.

Beide Aspekte betreffen den Kanton Nidwalden aber nur in geringem Ausmass, da aus unserem Kanton nur wenige Betriebe Tiere und Tierprodukte in Drittstaaten exportieren und wir als Nicht-Grenzkantone nur wenige Fälle betreffend Heimtierausweis haben.

Freundliche Grüsse
NAMENS DES REGIERUNGSRATES



Michèle Blöchli
Landammann



lic. iur. Armin Eberli
Landschreiber

- vernehmlassungen@blv.admin.ch



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Micarna-Gruppe, Migros Industrie AG
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : Micarna
Adresse, Ort : Pfingstweidstr. 101, 8005 Zürich
Kontaktperson : Laura Calendo
Telefon :
E-Mail : laura.calendo@micarna.ch
Datum : 17.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Sehr geehrter Herr Bundesrat Berset,
sehr geehrte Damen und Herren

Die Micarna-Gruppe ist seit mehr als einem halben Jahrhundert die führende Fleisch-, Geflügel-, Ei- und Seafood-Produzentin der Schweiz und ist ein Unternehmen der Migros Industrie. Mit über 4'500 Produkten für spezifische Kundengruppen ist die Micarna-Gruppe absatztechnisch die grösste Fleischproduzentin der Schweiz.

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, Stellung zu nehmen und an der Vernehmlassung zur **"Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten"** teilzunehmen.

Die Micarna-Gruppe kann die Notwendigkeit und Unterstützung der entsprechenden Anpassungen der EU nachvollziehen. Eine klare Definition der Begriffe im Zusammenhang mit dem geplanten Verbot von Wirkstoffen, einschliesslich einer detaillierten Liste der zu verbotenden Substanzen, wird befürwortet.

Unsere Anmerkungen finden Sie direkt unten in der Tabelle.

Besten Dank für Ihre Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse
Laura Calendo



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 4, Best. h	Die Micarna-Gruppe begrüsst die Möglichkeit, Sendungen bereits am Flughafen aufzuteilen.	-

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

Art. 5a	<p>Grundsätzlich wird die Ausdehnung des Verbotes antimikrobieller Wirkstoffe in der Nutztierfütterung begrüsst - insbesondere im Hinblick auf sich ausdehnende Antibiotikaresistenzen.</p> <p>Die genaue Begriffsklärung zwischen Reserveantibiotikum und kritischem Antimikrobiotikum erscheint uns aber noch zu offen formuliert und muss zwingend konkretisiert werden.</p> <p>Das geplante Verbot von der Einfuhr von Tieren, die mit antimikrobiellen Leistungsförderern behandelt wurden, sehen wir kritisch bezüglich der Umsetzbarkeit. Die obligatorischen Angaben gemäss landwirtschaftlicher Deklarationsverordnung haben sich bewährt und die internationalen Lieferketten für Fleisch aus Betrieben mit antibiotikafreier Fütterung sind im Aufbau, vielerorts aber noch nicht abgeschlossen.</p>	Klare Begriffsklärung inkl. Abgrenzung von Reserveantibiotikum /kritisches Antibiotikum.
Art. 17	Diese Ergänzung ist sehr zu begrüßen.	-
Art. 18	Das neu definierte vier Stunden Zeitfenster ist vertretbar.	-
Art. 41, Abs 1-3	Die Erhöhung der Fristen zur Vorführung der Kontrolle auf drei Tage ist vertretbar, allerdings muss die Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit weiterhin oberste Priorität haben.	-
Art. 100	Schulungen durch die kantonalen Stellen der Bestimmungsbetriebe, der Importeure und der Speditionsunternehmen werden begrüsst.	-
Art. 102j	Die Einführung von neuen Gebühren für die Nutzung des Informationssystems e-Cert sind für uns nicht verständlich, da im Rahmen der Digitalisierung und der Vereinfachung der administrativen Abläufe eigentlich weniger und nicht mehr Gebühren resultieren sollten.	Verzicht auf die Erhebung von zusätzlichen Gebühren.



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

-

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1		

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

7

Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : GST
Adresse, Ort : Brückfeldstrasse 18, 3012 Bern
Kontaktperson : Gaëtan Hasdemir, MLaw
Telefon : 031 307 35 35
E-Mail : info@gstsvs.ch
Datum : 20.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Die GST bedankt sich für die Möglichkeit zur Stellungnahme bei der Vernehmlassung zu den vorgesehenen EDAV-Verordnungs-Änderungen. Grundsätzlich begrüsst die GST die vorgesehenen Änderungen.

Es erscheint uns sinnvoll, dass aufgrund der automatischen Rechtsübernahme aus Drittstaaten keine Tiere und tierischen Produkte in die Schweiz importiert werden dürfen, die mit antimikrobiellen Wirkstoffen und Leistungsförderern behandelt wurden, die in der Schweiz nicht eingesetzt werden dürfen. Dies würde sonst zu ungleichlangen Spiessen führen. Es wäre aus Sicht der GST sogar sinnvoll, auch die Ausnahmebedingungen für die Einfuhr von Rindfleisch zu streichen, das von Tieren stammt, denen hormonell wirksame Substanzen verabreicht wurden.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art.5a, Abs.3, Lit.f	Die GST versteht nicht, weshalb verarbeitete Erzeugnisse von mit in der EU verbotenen antimikrobiellen Wirkstoffen und wachstumsfördernden Stoffen behandelten Tieren, die auch pflanzliche Stoffe enthalten, von den Bestimmungen ausgenommen sein sollten. Das führt zu unnötigen Schlupflöchern.	streichen



3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Die GST teilt den Antrag der Vereinigung Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzte VSKT, wonach die Verantwortlichkeiten bei der illegalen Einfuhr von Heimtieren, insbesondere auch die Verantwortung des Käufers, überprüft und konkretisiert werden und in die laufende Revision aufzunehmen seien.

Aus den Vernehmlassungsunterlagen geht nicht klar hervor, ob sich die Einfuhrbestimmungen für lebende Schweine sowie Samen und Embryos derselben ändern. Die Bestimmungen müssen bestehen bleiben, um den hohen Standard der Schweinegesundheit in der Schweiz nicht zu gefährden und die Schweineproduktion zu schützen. Ohne diese Bestimmungen und Standards würde die Gefahr der Einschleppung von Seuchen wie PRRS, EP oder KSP bedeutend steigen.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1 Abs. 1 Bst. a	Island fehlt. Es handelt sich vermutlich um ein Schreibversehen.	

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Die GST lehnt den Vorschlag ab, dass Halter und Halterinnen von Heimtieren mit Wohnsitz im Ausland bereits bei längerem Aufenthalt in der Schweiz einen Schweizer Heimtierpass für ihre Tiere lösen können. Dies würde für die praktizierenden Tierärzte und Tierärztinnen einen grossen Aufwand bedeuten, wenn sie überprüfen müssten, ob die Tierhaltenden die Bedingungen erfüllen.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 34, Abs 2 und 3	Praktizierende Tierärztinnen und Tierärzte, die Heimtierpässe ausstellen dürfen, können/müssen in der Schweiz nachprüfen, ob ein Tierhalter/eine Tierhalterin tatsächlich einen Wohnsitz hat. Die vorgesehenen Bestimmungen sind unklar: Was heisst «mehrmals pro Jahr»? Und wie sollen das die PraktikerInnen in nützlicher Frist bestätigen? Die Entscheidung und Verantwortung darüber, ob ein Tier einen Schweizer Heimtierpass bekommt oder nicht, wird damit vermehrt den Praktikerinnen und Praktiker zugeschrieben. Dies ist nicht zumutbar.	streichen
Art. 34a, Abs. 2, Lit. a Abs. 3	Siehe oben	Streichen: «deren Halterin oder Halter Wohnsitz in der Schweiz hat» Streichen: «ausser bei Hunden, die sich maximal 3 Monate in der Schweiz aufhalten»

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine



Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Bereich der Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten (21.8. bis 21.11.2023)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Verband der Kantonschemiker der Schweiz
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VKCS
Adresse, Ort : Kantonales Labor Zürich, Fehrenstrasse 15, 8032 Zürich
Kontaktperson : Dr. Martin Brunner, Vorsitz Kommission Recht VKCS
Telefon : 043 244 71 00
E-Mail : martin.brunner@kl.zh.ch
Datum : 15.11.2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 21. November 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

1 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Sehr geehrter Herr Bundespräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Möglichkeit einer Stellungnahme zur Revision des EDAV-Pakets. Im Grundsatz sind wir mit der Vorlage und der daraus resultierenden Harmonisierung mit dem EU-Recht einverstanden und begrüssen die Mehrheit der vorgesehenen Anpassungen.

Der neu eingeführte Artikel 5a Abs. 1 Bst. b EDAV-DS hat zur Folge, dass keine Tierprodukte mehr in die Schweiz eingeführt werden dürfen, welche mit antimikrobiellen Arzneimitteln zur Förderung des Wachstums erzeugt wurden. Somit entfällt auch eine allfällige Deklarationspflicht gemäss der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion (916.51, LDV). Wir begrüssen diesen Entscheid im Sinne der öffentlichen Gesundheit, der auch den Vollzug aus unserer Sicht erleichtern wird. Entsprechend soll in Analogie zur EU-Gesetzgebung auch die Einfuhr von mit hormonaktiven Substanzen behandelten Tieren und Tierprodukten zukünftig verboten werden.

Die Anpassung von Artikel 17 EDAV-DS bedeutet für die kantonalen Vollzugsstellen einen deutlichen Mehraufwand. Bisher haben die Kantone ausschliesslich die Registrierung von Bestimmungsbetrieben oder von Importeuren, die auch gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind, im TRACES übernommen. Neu sollen die Kantone mit Ausnahme der anmeldepflichtigen Personen alle Betriebe erfassen. Diese Verschiebung der Aufgaben vom Bund zu den Kantonen ist nur schon aufgrund des Mengengerüstes für kleinere Kantone sinnlos und ist fehleranfällig. Die Anpassung wird abgelehnt, die bisherige Organisation soll mit unveränderten Zuständigkeiten weitergeführt werden.

Gemäss dem Entwurf zur Vernehmlassung von Artikel Art. 100 Abs. 2 Bst. a liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden. Die zentrale Schulung durch den Bund stellt zudem die einheitliche Schulung der verantwortlichen Personen und eine harmonisierte Struktur der im TRACES erfassten Daten sicher.



2 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 17 Abs. 2 Bst. a und b	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben. Die Ergänzung mit dem Begriff des Speditionsunternehmens wird begrüsst.	a. von Bestimmungsbetrieben und Importeuren die gleichzeitig auch Bestimmungsbetrieb sind: bei der zuständigen kantonalen Behörde; b. von anmeldepflichtigen Personen, Speditionsunternehmen oder Importeuren, welche nicht gleichzeitig Bestimmungsbetrieb sind: beim BLV
Art. 49 Abs. 1 Bst. d	Die kantonale Behörde kann nicht für die Beilage der unterzeichneten Gesundheitsbescheinigung im Original zur Exportsendung zuständig und verantwortlich sein. Je nach Export erfolgt keine Kontrolle der Ware vor Ort und die Bescheinigung wird dem Exporteur per Post zugestellt. Es muss deshalb in der Verantwortung des Exporteurs liegen, die Bescheinigung im Original der Sendung beizulegen.	d. Sie übergibt die unterzeichnete Gesundheitsbescheinigung dem Exporteur, welcher sie im Original der Exportsendung beilegt.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

<p>Art. 84, neuer Absatz</p>	<p>Wie die Vollzugspraxis in den vergangenen Jahren gezeigt hat, schleichen sich im Exportprozess bei den am Warenfluss Beteiligten aus Unachtsamkeit und ohne Absicht Fehler bei der Anmeldung / Deklaration von aus einem Drittstaat zu exportierenden Ware ein. Die möglichen Massnahmen der kantonalen Behörden zur Beseitigung der Mängel und zur Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit im Falle von Tierprodukten, bei denen die Einfuhrbedingungen nicht erfüllt sind, sind in Art. 84 Abs. 4 abschliessend aufgezählt. Folgende Beispiele aus unserer Praxis zeigen auf, dass in diesem Fall diese Massnahmen nicht möglich sind, und es deshalb, in Ermangelung weiterer möglicher Massnahmen und da eine Rücksendung der Ware zu kostenintensiv ist, aus administrativen Gründen zu deren Vernichtung kommt, obwohl es sich um einwandfreie, sichere Lebensmittel handelt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Thunfisch-Konserven wurden bei der Zollanmeldung versehentlich als Ananas-Konserven deklariert. Beim Eintritt in die EU erfolgte keine grenztierärztliche Untersuchung (GTU). Der Fehler wird bei der Abrechnung der Mehrwertsteuer im Bestimmungsbetrieb entdeckt, kann aber nicht durch eine Massnahme nach Art. 84 Abs. 4 EDAV-DS beseitigt werden. - Rindsfilet aus Uruguay (High-Vacuum-gereift) ist zur GTU in Barcelona angemeldet. Das Flugzeug hat Verspätung und die Sendung wird in Barcelona direkt auf den Flug nach Amsterdam umgeladen und gelangt erst danach in die Schweiz. <p>Unter der Voraussetzung, dass die Rückverfolgbarkeit der Ware gewährleistet ist und die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt, sollte es der kantonalen Vollzugsbehörde möglich sein, die mangelhafte Ware nach deren Prüfung ohne weitere Massnahme freizugeben.</p>	<p>Handelt es sich beim festgestellten Mangel um ein offensichtliches und nicht beabsichtigtes Versehen, verursacht durch einen oder mehrere am Import bzw. Exportprozess Beteiligte, so kann die kantonale Behörde, sofern die Ware aus einem bewilligten Betrieb stammt und die Rückverfolgbarkeit vollständig belegt werden kann, im Einzelfall deren Inverkehrbringen ohne Auflagen verfügen.</p>
<p>Art. 100 Abs. 2 Bst. a</p>	<p>Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen sollen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.</p>	<p>² Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 17 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben.</p> <p>³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für:</p>

		a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.
--	--	---

3 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Gemäss Artikel Art. 40 Abs. 2 Bst. a des Entwurfs zur Vernehmlassung liegt die Aufgabe der TRACES Schulungen neu bei den Kantonen. Dies führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und einer nicht sinnvollen Verlagerung und Dezentralisierung der Kompetenzen. Die kantonalen Amtsstellen der Lebensmittelkontrolle kamen bis anhin nur in einem kleinen Ausmass und in speziell ausgewählten Tätigkeiten mit TRACES in Berührung. Wir lehnen diese Anpassung der Zuständigkeiten ab und schlagen vor, dass die Schulungen von Bestimmungsbetrieben, Importeuren und Speditionsunternehmen weiterhin zentral durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen durchgeführt werden.



4 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU)

Artikel	Kommentare / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 40 Abs. 2 Bst. a	Die Zuständigkeiten sollen unverändert bleiben.	Es führt zudem die Schulungen der Personen nach Artikel 31 durch. Für den Besuch dieser Schulungen wird keine Gebühr erhoben. ³ Die TRACES-Verantwortlichen der kantonalen Amtsstellen führen die Schulungen durch für: a. die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und die kantonalen Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren, die im Rahmen ihrer Tätigkeit TRACES verwenden.

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern
Tel. +41 58 463 30 33
info@blv.admin.ch
www.blv.admin.ch

5 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Die EDAV-Ht ist nicht Teil der Vollzugsaufgaben der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker und wird daher nicht kommentiert.

6 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Heimtieren (EDAV-Ht)

Die EDAV-Ht ist nicht Teil der Vollzugsaufgaben der Kantonschemikerinnen und Kantonschemiker und wird daher nicht kommentiert.

7 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen

8 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS-EDI)

Keine Bemerkungen

9 Allgemeine Bemerkungen zur Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen

10 Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen der Verordnung des EDI über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit den EU-Mitgliedstaaten, Island und Norwegen (EDAV-EU-EDI)

Keine Bemerkungen